

LA MAIN-D'ŒUVRE ÉTRANGÈRE EN FRANCE ET LA CRISE ÉCONOMIQUE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée le 14 mars 1933, à 14 heures

PAR

Georges DAULATLY

JURY... { *Président : M. PIROU, professeur.*
 { *Suffragants { M. LESCURE..... } professeurs.*
 { M. AFTALION..... }

PARIS
LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN
F. LOVITON et Cie
160, RUE SAINT-JACQUES

1933

THÈSE POUR LE DOCTORAT

***La Faculté n'entend ni approuver, ni désapprouver
les opinions émises dans les thèses, ces opinions
doivent être considérées comme propres à leurs
auteurs.***

LA MAIN-D'ŒUVRE ÉTRANGÈRE EN FRANCE ET LA CRISE ÉCONOMIQUE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée le 14 mars 1933, à 14 heures

PAR

Georges DAULATLY

JURY... { *Président* : M. PIROU, *professeur.*
 { *Suffragants* { M. LESCURE } *professeurs.*
 { M. AFTALION }

PARIS
LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN
F. LOVITON et Cie
160, RUE SAINT-JACQUES

1933



INTRODUCTION

Nous abordons, avec l'étude de la main-d'œuvre étrangère, une matière qu'une malheureuse crise vient de placer au premier rang des préoccupations sociales du moment.

Il ne nous est pas possible, faute de documents statistiques, de considérer ce problème dans toute son étendue. Aussi nous sommes-nous fixés une double limitation : limitation dans l'espace, pour n'envisager que la main-d'œuvre étrangère en France ; limitation dans le temps, pour n'examiner cette main-d'œuvre que dans ses rapports avec la crise actuelle.

Si l'on se réfère au mouvement international des migrations de 1920 à 1930, on constate que la France est devenue le premier pays d'immigration, non seulement de l'Europe mais du monde. Cette remarque suffit à justifier notre choix.

Nous sommes les spectateurs des variations des idées concernant le travail étranger. Sa nécessité, indiscutable au lendemain de la guerre, se trouve contestée depuis la naissance de la crise actuelle.

« Le travailleur étranger, dit-on souvent, est sinon le seul responsable du chômage, du moins, il est son principal facteur. Supprimez la main-d'œuvre étrangère, vous anéantirez aussitôt la concurrence qu'elle fait à l'ouvrier français et vous aurez, par là même, résolu la crise. »

L'idée que le travailleur étranger était cause de la crise a reçu une si large publicité, a été si bien et si fréquemment présentée au public que des esprits avisés se sont laissés prendre et ont été séduits par la facilité et la simplicité du remède.

Tout d'abord, d'où vient cette main-d'œuvre étrangère et quelle est son importance numérique.

Après avoir étudié cette question qui nous donnera une idée de la situation générale du marché du travail en France en période normale, nous essayerons d'apprécier les ravages que la crise économique y occasionne et l'étendue du chômage qu'elle y détermine. Tel sera l'objet des chapitres premier, II et III.

Dans un chapitre IV, nous rechercherons quelle est la répartition territoriale et professionnelle des étrangers dans le cadre départemental et nous dégagerons les idées maitresses qui président à cette répartition.

Ce travail nous permettra alors de juger en connaissance de cause l'importance de la concurrence que la main-d'œuvre étrangère fait à la main-d'œuvre française et la valeur de la mesure que le Parlement vient de prendre en édictant la loi du 12 août 1932, dite loi de Protection du travail national.

CHAPITRE PREMIER

HISTORIQUE DE L'IMMIGRATION

De tout temps, la France, grâce à sa position géographique privilégiée, à la fécondité de ses terres, à la douceur de son climat, a attiré et souvent retenu, un grand nombre d'étrangers. Cette immigration spontanée était considérée comme un corollaire de la liberté individuelle. C'était un droit naturel, dérivant du droit à la vie ou plutôt s'identifiant avec lui. Aussi personne ne songeait à réglementer cette liberté de déplacement.

Le législateur de la première moitié du ^{xix}^e siècle, imitant l'ancien régime ne se préoccupe nullement de l'immigration. L'ampleur du mouvement devait forcément, un jour ou l'autre, attirer son attention.

Avec le changement du mode d'existence, avec le changement du mode de production, la question de l'immigration a changé de terrain. Si le législateur a pu se désintéresser du fait social de l'immigration il ne peut pas, sous peine de mort de la société qui lui est confiée, se désintéresser de l'immigration, considérée comme fait économique.

La main-d'œuvre étrangère constitue ou peut constituer, dans l'état actuel de la civilisation, si elle n'est pas réglementée, un danger social considérable et permanent. La prédominance de l'économique dans la civilisation actuelle, pour ne pas dire son règne absolu, dicte à toute société la règle à suivre si elle veut continuer à vivre.

Imagine-t-on l'effet produit sur les salaires, sur le genre de vie, sur le « standard of life », ouvrier, par une demande de travail provenant subitement de la part de quelques centaines de mille étrangers ?

Donc une réglementation s'impose, réglementation que tôt ou tard, tout législateur sera appelé à prendre.

La faible natalité française, eu égard, d'une part, à l'accroissement des pays voisins, d'autre part et surtout, à ses besoins industriels fit que la réglementation française de l'immigration a pu être différée pendant tout le temps où le développement de l'industrie naissante pouvait absorber, en plus de la main-d'œuvre indigène, toute la main-d'œuvre étrangère en quête d'emploi qui se présentait, spontanément, sur le sol français.

Devant l'inflation du volume de l'immigration, une réglementation s'est imposée. Elle a été interne et de pure police, avant d'être une réglementation économique. D'abord bénigne, timide, elle ira en s'affirmant de plus en plus, pour devenir presque fastidieuse dans son application.

C'est le décret du 2 octobre 1888 qui oblige tout étranger arrivant dans une commune et voulant y résider plus de quinze jours à faire une déclaration de séjour à la mairie.

C'est la loi du 8 août 1893 qui astreint tout étranger à signaler à la mairie ses changements de résidence.

C'est le décret du 2 avril 1917 créant la carte d'identité spéciale des étrangers et qui a été modifié ou complété par divers autres dont le dernier en date, le décret du 10 juillet 1929, qui a abrogé tous les précédents constitue aujourd'hui la véritable charte des étrangers en France.

Cette réglementation se complète économiquement par :

1^o Les décrets Millerand du 10 août 1899 en vertu desquels les marchés passés au nom de l'Etat doivent contenir une clause limitant à une certaine proportion, la main-d'œuvre étrangère que l'entrepreneur peut employer.

2^o La loi du 11 août 1926 qui interdit à l'ouvrier étranger, pendant une année, tout changement de profession qui ne serait pas agréé par un office public de placement,

et à l'employeur d'embaucher un travailleur dont le contrat, qui a servi à son introduction en France, n'est pas expiré¹.

Section I. — Naissance de l'immigration organisée.

Un ralentissement de l'immigration coïncide avec la naissance de l'idée de réglementation. Entre 1891 et 1911 la population étrangère reste presque stationnaire; elle ne subit qu'un insignifiant accroissement de moins de 30.000 unités passant de 1.130.200 à 1.159.890.

Par contre le développement industriel du pays exigeait une main-d'œuvre de plus en plus nombreuse. Ne pouvant pas la trouver sur place, il a fallu aller la chercher à l'étranger, dans certains pays où elle abondait.

Jusque-là, spontanée et individuelle, l'immigration va aussi devenir organisée et collective.

Dans une première étape, allant de 1906 à 1913, l'introduction de cette main-d'œuvre est due entièrement à l'initiative privée. La pénurie de main-d'œuvre agricole dont souffrait la région de l'Est où le développement industriel avait aggravé ce manque de travailleurs, devait inciter les agriculteurs à chercher des remèdes.

La Société d'agriculture de Nancy s'entendit avec les autorités galliciennes pour dévier, vers la France, le courant de travailleurs polonais qui se dirigeait, par volume annuel de cinq cent mille à six cent mille individus vers les exploitations agricoles allemandes.

Au printemps de 1907 un premier convoi de 400 Polo-

1. L'interdiction d'embaucher un étranger dont le contrat qui a servi à son introduction n'est pas expiré souffre 3 exceptions :

a) Si le travailleur est porteur d'une autorisation d'un office public de placement;

b) Si une année s'est écoulée depuis son introduction en France;

c) Si le contrat de travail a été résilié amiablement ou par décision de justice.

nais des deux sexes arrivait à Nancy et était réparti dans les fermes par les soins des syndicats de la Meuse et de la Meuthe-et-Moselle.

Le manque d'organisation de ce recrutement, l'âpreté au gain des agences qui s'en occupaient, l'éparpillement des efforts, le défaut de contrats, l'absence totale de contrôle firent que cet embauchage donna les résultats les plus médiocres. Un filtrage de cette immigration s'est imposé pour clarifier ce courant, ne recruter que des valeurs au triple point de vue professionnel, physique et moral.

Le gouvernement autonome de Galicie, favorable à l'envoi en France de la main-d'œuvre polonaise, essaya, par l'intermédiaire de l'ambassadeur d'Autriche à Paris, de négocier un accord la concernant avec le gouvernement français. Une fin de non-recevoir lui fut opposée par respect du principe de la liberté d'immigration.

Cet échec détermina la création, par les agriculteurs français en 1910, du syndicat de la main-d'œuvre agricole qui devait prendre en main la direction totale de cette immigration collective et prévoir à tous ses besoins. Une organisation embryonnaire, appelée d'ailleurs à se perfectionner au contact de l'expérience fut mise sur pied. Citons, de cette organisation, la création du contrat-type, définissant, avec une précision, déjà remarquable, les droits et les devoirs respectifs des patrons et des employés.

Si l'initiative du recrutement collectif a été prise par des agriculteurs, l'industrie a vite compris tout l'intérêt que pouvait offrir pour son développement l'introduction d'une main-d'œuvre étrangère.

C'est encore de l'Est, spécialement des bassins de Briey et de Longwy, que vint l'initiative d'un recours à la main-d'œuvre étrangère pour le développement d'une industrie en voie de formation.

En 1911 le Comité des Forges à la suite de négociations difficiles avec le Commissariat royal de l'émigration, obtint licence provisoire de recrutement en Italie. L'accord intervenu garantissait aux ouvriers italiens l'égalité de traitement avec les ouvriers français.

En 1913 le Commissariat de l'émigration posa comme conditions, l'acceptation par le Comité des Forges, représenté à Rome par M. Robert Pinet, des quatre points suivants :

1^o Le droit de visiter les chantiers par les consuls italiens;

2^o La soumission aux autorités italiennes de tous les règlements miniers;

3^o L'acceptation de la juridiction italienne dans tous les conflits du travail où des Italiens seraient intéressés;

4^o L'organisation de services sanitaires.

Il est évident que ces conditions ne pouvaient être acceptées par un Etat qui tient à garder sur son sol la plénitude de sa souveraineté politique et juridique. *A fortiori* ces conditions ne pouvaient être acceptées par un négociateur agissant à titre privé et mandaté par une société privée.

Aussi paradoxal que cela puisse paraître, ces conditions ont été entièrement acceptées par les mines de fer de Soumont en Normandie, passant outre aux principes juridiques devant le besoin urgent d'une main-d'œuvre introuvable en France.

Devant l'illégalité de cet accord une intervention gouvernementale s'imposait. La guerre vint interrompre cette œuvre naissante.

Section II. — La guerre et l'immigration organisée.

Avec la guerre s'ouvre une deuxième période caractérisée par une action exclusivement officielle et gouvernementale.

Le besoin en main-d'œuvre devient extrêmement aigu. La mobilisation générale a ravi à l'industrie et à l'agriculture toute leur main-d'œuvre active. Il fallait, de plus, pourvoir aux nécessités industrielles de la guerre.

Les ministères de la Guerre, de l'Armement et de l'Agric-

culture s'employèrent activement à procurer à leurs départements respectifs la main-d'œuvre nécessaire. Une commission interministérielle assurait la communauté de vue entre eux.

La fermeture des frontières des Etats belligérants, la neutralité des autres rendaient le recrutement de la main-d'œuvre européenne extrêmement difficile. Aussi eût-on recours d'abord à la main-d'œuvre chinoise et coloniale. Près de 223.000 travailleurs furent ainsi introduits qui ont, d'ailleurs, été rapatriés, en majeure partie, dès la cessation des hostilités.

L'insuffisance numérique et surtout qualitative de cette main-d'œuvre, obligea les services de recruteurs à chercher, en Europe, le complément indispensable au double point de vue du nombre et de la valeur professionnelle.

Près de 230.000 européens furent introduits collectivement et affectés soit à l'industrie, soit à l'agriculture.

Toute une organisation fut mise sur pied à cet effet. On créa au ministère de l'Armement un service spécial qui devait être légué plus tard au ministère du Travail et comprenant :

1° Un service central à Paris;

2° Des services locaux avec des contrôleurs interprètes à Lyon, Grenoble, Toulouse, Bordeaux, Nantes; dans les postes frontières à Cerbères, Perpignan, Bayonne, Bourg-Madame, Hendaye, Modane.

3° Des centres d'hébergement à Bayonne, Perpignan;

4° Des dépôts à Nantes, Bayonne, Lyon, Marseille, Perpignan;

5° Des missions à l'étranger en Italie, au Portugal, en Hollande

Une foule de problèmes et de difficultés s'est posée à l'occasion de cette introduction massive de main-d'œuvre étrangère : difficultés d'ordre diplomatique, problèmes d'ordre pratique de transport, le convoiement, de répartition, d'encadrement et d'alimentation.

Les difficultés juridiques et les conflits ayant trait spécifiquement au travail furent sinon aplanis du moins

fort heureusement réduits grâce à la généralisation de l'emploi des contrats-types aux clauses toujours semblables, qui ont imposé le principe de l'égalité de traitement quant au salaire, quant à la durée du travail et quant à la protection sociale.

Section III. — Situation du marché du travail après la guerre.

§ 1. Situation en France.

A la fin de la guerre la première tâche qui s'imposait au point de vue économique était la réadaptation de l'industrie à l'état de paix. Il fallait produire pour se relever, produire pour vivre. Mais la besogne était considérablement accrue du fait de la reconstruction des régions dévastées et de la reconstruction des richesses détruites, 4.250.000 hectares avaient été bombardés, 800.000 maisons détruites ou endommagées, 4.800 kilomètres de voies ferrées, 58.000 kilomètres de routes, 1.000 kilomètres de canaux étaient inutilisables, 22.900 usines avaient été anéantis et 17.000 édifices publics avaient été détruits ou endommagés.

De plus il fallait combler 330 millions de m³ de tranchées et débarrasser le terrain de plus de 370 millions de m³ de fils de fer.

La tâche de reconstruction ne s'arrêtait pas là ; il fallait renouveler la presque totalité du matériel roulant des compagnies de chemin de fer qu'un défaut d'entretien et un effort continu et considérable fourni pendant plus de quatre années avaient prématurément usé.

En regard de cette besogne considérable et exceptionnellement accrue et pour lui faire face, il n'y avait qu'une main-d'œuvre malheureusement très réduite. Le bilan de la guerre, compte tenu des quatorze cent mille morts ou disparus, des quinze cent mille blessés dont la capacité de

travail était réduite et de l'excédent des décès de la population civile, se chiffre par une amputation de 3.300.000 hommes-travail.

A toutes ces causes du déséquilibre déficitaire du marché du travail, la législation sociale vint en ajouter une nouvelle. Le vote de la loi du 23 avril 1919, en réduisant de 10 heures à 8 heures la durée normale de la journée de travail dans l'industrie et le commerce, a aggravé ce déficit dans des proportions considérables. S'appliquant à 5.000.000 de travailleurs, elle équivaut à une perte de 10.000.000 d'heures ou de plus d'un million de travailleurs.

Où chercher le complément de main-d'œuvre nécessaire à l'économie du pays. L'industrie, le commerce, l'agriculture avaient besoin de bras. « Parmi les problèmes qui préoccupent nos esprits, disait M. Lebon à la Fédération française des industriels et commerçants en 1922, il n'en est pas peut-être de plus grave, je dirais même de plus angoissant que celui de la main-d'œuvre. Il n'est pas douteux que nous sommes en présence d'une crise, et j'ajoute que cette crise ne fait que commencer. »

Des industriels étaient même obligés de laisser tomber la moitié des commandes n'ayant pas la main-d'œuvre nécessaire pour y faire face.

§ 2. *Situation dans le reste de l'Europe.*

Si la main-d'œuvre était rare en France, elle était par contre pléthorique dans le reste de l'Europe. Partout le chômage s'installait à demeure, aggravé par les mesures sévères prises par les Etats neufs et restrictives de l'immigration. Une diminution de l'émigration transocéanique en résulta pour déterminer une vraie « ruée » vers la France.

Les causes de ce chômage c'est dans la guerre qu'il faut les chercher et dans les traités qui suivirent. Retenons seulement que le nombre des chômeurs européens secou-

rus a oscillé de 1921 à 1929 entre 4 et 6 millions pour atteindre 8 millions en 1931.

La France pouvait donc puiser à son aise dans cet immense réservoir humain pour combler son déficit de main-d'œuvre.

§ 3. *Les conventions internationales du travail.*

L'immigration spontanée et individuelle n'étant pas suffisante pour parer aux besoins croissants d'une économie en voie d'essor et de grand développement, il fallait organiser une immigration collective.

Une série d'accords ou de conventions s'échelonnant de 1919 à 1931 furent conclus avec les principaux pays susceptibles de fournir de la main-d'œuvre. Ces accords furent conclus avec :

La Pologne le 3 septembre 1919¹ (suivi d'un traité d'assistance et de prévoyance sociale du 14 octobre 1920²);

L'Italie le 30 septembre 1919³;

La Tchécoslovaquie le 20 mars 1930⁴;

La Belgique le 30 novembre 1921⁵ suivi d'un traité de travail du 27 décembre 1924 et d'une convention d'établissement du 6 octobre 1927;

Le Luxembourg le 4 janvier 1923 et le 31 mars 1930⁶;

L'Autriche le 27 mai 1930⁷;

La Yougoslavie le 30 janvier 1929⁸;

La Grèce le 11 mars 1929⁹;

La Roumanie février 1930.

A la base de tous les accords, nous trouvons ce triple but qui a préoccupé tous les négociateurs :

1. *J. off.* du 27 juin 1920.

2. *J. off.* du 5 avril 1923.

3. 29 mai 1921.

4. 15 janvier 1921.

5. 27 déc. 1923.

6. Doc. Parl. ch. des députés, XIV^e lig., n^o 3966

7. *J. off.*, 12 nov. 1931.

8. *J. off.*, 18 mai 1929.

9. *J. off.*, 30 mars 1929.

1^o Protection du travail national contre la concurrence de la main-d'œuvre immigrée.

2^o Incorporation du placement de la main-d'œuvre étrangère dans le système général de placement de la main-d'œuvre;

3^o Protection du travailleur immigré et sauvegarde du marché du travail de son pays d'origine contre une désorganisation qu'une immigration collective peut produire.

Tous ces accords prévoient deux sortes d'immigrations : immigration individuelle et spontanée, immigration organisée et collective.

Immigration individuelle. — Toute liberté est reconnue aux ressortissants des pays contractants à l'effet de quitter leur pays d'origine à la recherche d'un emploi dans un autre pays. L'immigrant, qui arrive individuellement, pénètre librement dans le pays de destination sous réserve des règlements sanitaires et des mesures de police. S'agit-il d'un ouvrier possédant un contrat d'embauchage, il se rendra à son poste, sans autres formalités. S'agit-il au contraire d'un travailleur, se présentant à la frontière non muni d'un contrat d'embauchage; deux situations peuvent alors se présenter : ou bien il a les moyens de se rendre au lieu de son choix, toute liberté lui est alors laissée; ou bien les moyens financiers lui font défaut, dans ce cas il est reçu dans un centre d'hébergement gratuit ou adressé à un service de placement gratuit proche de la frontière. Un emploi lui est procuré, sous réserve toutefois de l'état du marché du travail dans la région considérée ou plus généralement de l'état global du marché du travail, vu la solidarité de plus en plus grande qui tend à se manifester entre les services de placement grâce à une organisation de plus en plus rationnelle et à des informations de plus en plus rapides.

La liberté de pénétration des travailleurs étrangers ainsi reconnue s'arrête au cas où elle tendrait à rompre l'équilibre mouvant du marché du travail. La main-d'œuvre étrangère doit être une main-d'œuvre d'appoint, venant compléter une main-d'œuvre nationale incapable de suf-

fire à elle seule aux besoins croissants d'une industrie et d'une agriculture en voie de développement. Elle ne doit pas être une concurrente. Sa concurrence, avec la diminution inévitable des salaires qui obéiraient alors à la loi d'airain de l'offre et de la demande, amènerait une baisse du bien-être de la classe ouvrière avec tout son cortège de misères et d'instabilité sociale. Aussi est-il prévu « qu'au cas où l'état du marché du travail ne permettrait pas, à certaines périodes, dans certaines régions et pour certaines professions, de procurer un emploi aux émigrants venant individuellement et spontanément chercher du travail, le gouvernement intéressé, en avertirait immédiatement, par voie diplomatique, celui du pays qui, à son tour en informerait ses nationaux. Au cas où cette notification ne produirait pas le résultat cherché, les parties contractantes arrêteraient d'un commun accord toutes autres mesures utiles¹ ».

Ces mesures utiles sont tout simplement la fermeture des frontières aux travailleurs immigrés qui se traduira par le refus de délivrance du passeport ou par le refoulement ou l'expulsion suivant qu'il s'agit du pays d'origine ou du pays d'arrivée.

Immigration collective. — Si les traités de travail mentionnent et même jusqu'à un certain degré réglementent l'immigration spontanée et individuelle, c'est principalement en vue de l'immigration collective et pour l'organiser administrativement et législativement qu'ils ont été conclus.

Ces accords consacrent une conquête de la guerre : l'immigration devient objet de réglementation; elle s'intègre dans les attributions administratives. Nous sommes loin de l'époque où le gouvernement opposa une fin de non-recevoir à l'ambassadeur d'Autriche pour une demande d'intervention gouvernementale en vue de l'introduction en France de la main-d'œuvre gallicienne.

Le recrutement est désormais organisé uniquement

1. Art. 10. Conv. entre la France et la Pologne du 7 sept. 1919.

par les soins d'organismes officiels ou ayant reçu l'investiture officielle. Le nombre des ouvriers à recruter est fixé d'un commun accord entre les deux gouvernements par l'intermédiaire d'une commission spéciale prévue à cet effet et qui se réunit une ou deux fois l'an, suivant les traités. Le choix des régions où doivent être dirigés les travailleurs étrangers est laissé au pays d'immigration : la protection du marché du travail se trouve ainsi assurée.

Malgré cette réglementation minutieuse l'initiative privée reste très active. Une division du travail se fit dans ce domaine dès le lendemain de la guerre. L'administration élabore et contrôle les contrats-types, s'occupe des relations diplomatiques et administratives avec les gouvernements étrangers, assure le contrôle sanitaire et professionnel. Aux employeurs industriels et agriculteurs, représentés depuis 1924 par la Société générale d'Immigration reviennent toutes les questions matérielles de recrutement de sélection professionnelle et médicale, de transport et de répartition.

Comment fonctionne cette émigration ? Un employeur a besoin de main-d'œuvre étrangère, il adresse sa demande au bureau départemental ou régional de placement en indiquant le nombre d'ouvriers qu'il désire et leur profession. Deux situations peuvent se présenter : le bureau est en mesure, grâce aux demandes d'emploi qu'il centralise de trouver sur place, une main-d'œuvre disponible appartenant à la profession demandée. Il la propose à l'employeur qui est tenu de l'embaucher.

Le bureau, au contraire, n'est pas en mesure de fournir à l'employeur la main-d'œuvre réclamée; il appose alors son visa sur la demande qui est envoyée par ses soins au ministère du Travail ou de l'Agriculture, suivant qu'il s'agit d'ouvriers industriels ou d'ouvriers agricoles.

Le ministère intéressé, devant le contrat d'embauchage qui lui est présenté, ouvre une enquête aux fins d'établir que l'introduction demandée dans la profession et la région considérée se trouve justifiée et qu'elle n'est pas de

nature à porter préjudice aux travailleurs français. Son visa n'est obtenu que si le marché du Travail n'est pas susceptible d'être troublé par une introduction nouvelle. Il transmet alors la demande pour exécution au gouvernement intéressé ou aux postes-frontières qui reçoivent les émigrés suivant que dans le pays d'émigration considéré un système de recrutement est ou n'est pas organisé.

Ce double contrôle protège d'une façon très efficace le marché du Travail. Protection dans le cadre départemental ou régional d'abord, dans le cadre national ensuite.

Toute demande d'introduction de main-d'œuvre étrangère constitue ainsi une offre de travail, offre qui, en temps de chômage, est presque toujours satisfaite par une main-d'œuvre indigène inemployée.

Grâce à ce système d'accords bilatéraux, la France a pu trouver toute la main-d'œuvre dont elle avait besoin pour reconstituer son économie et reprendre la place qui lui est due dans les grands courants industriels, commerciaux et financiers du monde.

Voici quelle a été depuis 1920 l'importance annuelle des introductions collectives :

Années	Introduits	Rapatriés	Excédents
1920	201.925	12.151	189.774
1921	81.820	62.536	19.284
1922	195.483	50.309	145.174
1923	271.976	59.951	212.025
1924	263.097	47.752	215.345
1925	176.261	54.393	121.868
1926	162.109	48.683	113.426
1927	64.325	89.982	25.657
1928	97.742	53.759	43.983
1929	179.321	38.370	140.951
1930	221.619	43.789	177.830
1931	87.800	90.500	2.700
1 ^{er} semestre 32	25.347	64.520	39.173
Totaux...	2.028.825	716.695	1.312.130

CHAPITRE II

LA CRISE ET LE CHOMAGE

Quelles que soient les causes de la crise économique, qu'elle soit due à une crise monétaire ou à une inflation du crédit, qu'elle ait pour origine la surproduction tenant à une trop grande rationalisation, ou à une sous-consommation ou à un standard of life qui n'a pas suivi dans son évolution les progrès rapides accomplis au point de vue industriel, cette crise se manifeste par divers aspects : dégonflement du volume du commerce extérieur, diminution des recettes des chemins de fer, diminution des recettes budgétaires, kracks financiers, abaissement du cours des valeurs mobilières, diminution de l'activité commerciale et industrielle, fermetures d'usines, chômage, diminution du nombre des offres d'emploi avec accroissement des demandes, etc...

Plus généralement ces effets se font sentir dans tous les domaines de l'activité humaine. Ils frappent toutes les cellules du corps social, atteignent le riche banquier qu'ils font pâlir dans son bureau luxueux comme le pauvre ouvrier qu'ils condamnent impitoyablement à la misère avec sa femme et ses petits.

Nous laisserons de côté et les causes de la crise et ses effets divers pour ne retenir que le chômage et la diminution des offres d'emploi qui nous serviront à mesurer l'intensité de la crise actuelle et à juger par suite de l'efficacité et de l'opportunité des mesures prises par le gouvernement, notamment de la loi du 12 août 1932, dite loi de protection de la main-d'œuvre nationale.

LE CHOMAGE : DEFINITION

C'est l'état d'un travailleur qui a perdu son gagne-pain et dont l'activité se trouve momentanément inemployée.

Cette définition englobe à la fois le salarié, ouvrier ou employé, qu'un événement quelconque, généralement d'ordre économique, oblige son employeur à le débaucher, et l'artisan que la mévente de ses articles fabriqués oblige à arrêter sa production.

Nous envisagerons uniquement le chômage des salariés. Ce n'est pas que le chômage qui frappe les artisans soit secondaire; il est aussi digne d'intérêt que celui qui frappe les ouvriers. Il engendre les mêmes misères et réclame la même sollicitude constante. Toutefois, en ce qui le concerne, les statistiques officielles sont muettes; on peut difficilement le mesurer et par suite il ne peut servir de fondement, ni même de simple indication à une étude sur l'intensité de la crise.

Section I. — Le chômage total.

Il est extrêmement difficile de connaître le nombre exact des chômeurs. Seul un recensement professionnel permettrait de connaître avec une approximation suffisante le nombre des travailleurs en quête d'emploi à un moment donné. Ce mode de connaissance est loin d'être excellent d'ailleurs. Il saisit un moment d'une situation essentiellement mobile; il s'applique à un acte de l'évolution d'une vie. Il est statique alors que son objet est dynamique.

Malgré ses défauts, le recensement professionnel est extrêmement utile pour les indications précises qu'il donne.

A défaut de ce recensement professionnel qui est trop

rare pour offrir un intérêt pratique immédiat, nous sommes obligés de recourir à des ressources plus modestes pour mesurer le chômage.

Le ministère du Travail fait paraître toutes les semaines, au *Journal officiel*, le vendredi généralement, un bulletin intitulé *Bulletin du Marché du Travail*.

Ce bulletin, quoique participant à tous les défauts d'un document officiel, est néanmoins très précieux. Il indique la situation dans chaque département des demandes et des offres d'emploi à la fin de chaque semaine; le nombre des chômeurs totaux résultant des offres d'emploi non satisfaites et le nombre des chômeurs inscrits aux fonds de chômage.

Voici, d'après ce bulletin, quelle a été l'évolution du nombre des chômeurs inscrits aux fonds publics de chômage :

	1930	1931	1932
fin janvier	1.424	28.536	241.487
— février	1.651	40.766	293.198
— mars	1.630	50.815	303.218
— avril	1.113	49.958	282.013
— mai	859	41.339	262.184
— juin	1.019	36.237	232.371
— juillet	817	35.916	265.140
— août	964	37.673	266.723
— septembre	988	38.521	259.956
— octobre	1.663	56.121	249.727
— novembre	4.893	92.157	254.895
— décembre	13.149	147.009	271.856

Une remarque préliminaire s'impose quant à la signification de ces chiffres. Ces chiffres ne peuvent avoir qu'une valeur essentiellement relative, ils sont loin d'englober tous les chômeurs.

Si nous consultons le recensement de 1926 qui a eu lieu à une époque de grande prospérité, d'activité économique intense, nous constatons qu'à la date de ce recensement, il y avait 240.000 personnes en chômage. Ce sont des travailleurs qui, pour une raison ou pour une autre, se trouvaient momentanément sans emploi, mais qui pouvaient se faire embaucher assez facilement.

Ce chômage en rotation, comme on l'a appelé à la Chambre des députés, constitue une réserve en main-d'œuvre utile à l'usage de l'industrie et du commerce.

Si l'on envisage les recensements de 1921 et de 1931, effectués tous deux dans des périodes d'activité anormale, ralentie, il apparaît après déduction du chiffre constant de 240.000 du nombre des chômeurs, que ce qui reste est au moins quatre fois supérieur au nombre indiqué, dans le même moment, par les fonds publics de chômage.

L'ouvrier français, devenu chômeur, ne s'adresse pas facilement au fonds de chômage. Le secours de chômage lui apparaît moins comme un droit que comme une charité et il répugne instinctivement à demander ce secours. Il ne s'y résigne que forcé par les circonstances, quand il voit son petit pécule tarir et la figure hideuse de la misère lui apparaître dans toute son horreur. C'est du travail qu'il réclame.

Il est une seconde raison pour laquelle les statistiques des chômeurs secourus sont forcément incomplètes, c'est que le fonds de chômage, s'il tend à se généraliser, n'existe pas encore dans toutes les communes. Il y a donc certainement des chômeurs qui ne pourraient s'y adresser alors même qu'ils le voudraient.

Néanmoins, si on ne peut leur attribuer une valeur absolue, elles demeurent très précieuses comme signe indicatif.

Il est assez difficile de dire à quel moment précis a commencé la crise en France, d'assigner une date à son origine.

Pour faciliter notre travail, nous allons représenter par une courbe les variations du nombre des chômeurs inscrits aux fonds publics de chômage.

Prenons pour coordonnées l'abscisse XY, représentant le temps et l'ordonnée 00', représentant le nombre des chômeurs inscrits. Divisons l'abscisse XY en autant de divisions qu'il y a de mois entre octobre 1930 et juillet 1932.

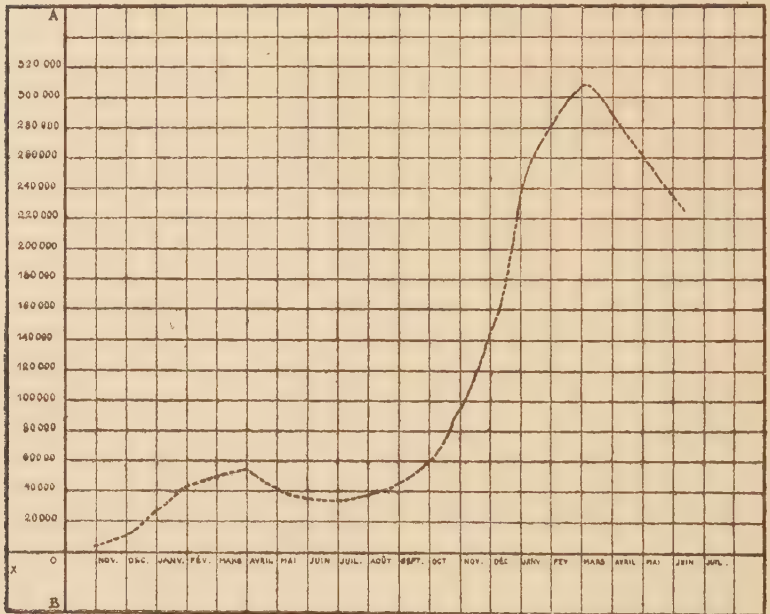
Sur l'ordonnée 00' nous porterons le nombre des chômeurs inscrits aux fonds publics à la dernière semaine de

chaque mois. A chaque division de 00' correspondent 20.000 unités.

Nous obtenons ainsi la courbe A que nous allons étudier.

Cette courbe frappe à première vue par son allure; elle passe par deux maxima atteints respectivement en avril 1931 et mars 1932, séparés par un minimum de juillet 1932.

Elle commence par être presque parallèle à l'abscisse XY. Le nombre des chômeurs oscille alors autour de 1.500.



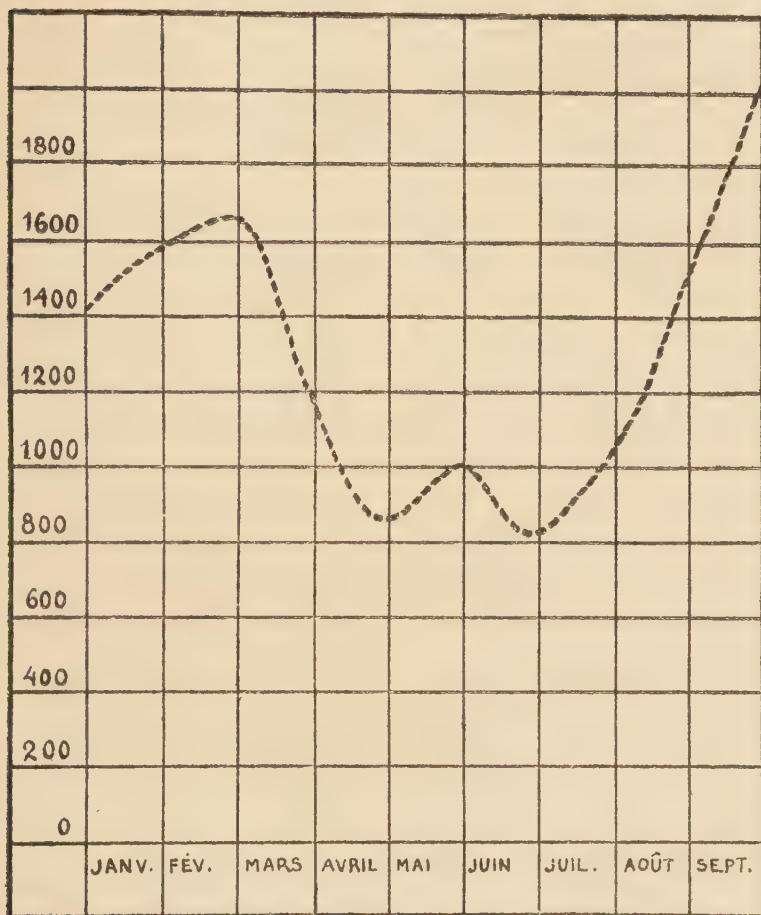
Courbe représentative du nombre des chômeurs secourus par les fonds publics de chômage de novembre 1930 à juillet 1932

En considérant la courbe B, représentant le nombre des chômeurs dans l'année 1930, on ne peut s'empêcher de remarquer sa ressemblance avec A.

Le nombre des chômeurs qui est de 1424 en janvier 1930 augmente jusqu'en mars pour atteindre 1660. Après quoi, il va en diminuant jusqu'en juillet pour passer par un minimum, qui est de 817.

Passé le mois de juillet, l'accroissement devient continu. La courbe présente donc deux inflexions : un maximum

et un minimum correspondant aux mêmes mois. Mais les variations en nombres absolus étant relativement faibles, nous pouvons en faire abstraction; aussi notre courbe A est-elle à l'origine parallèle à l'abscisse XY.



Courbe représentative du nombre des chômeurs inscrits aux fonds publics de chômage de janvier 1930 à septembre 1930

La courbe nous indique que la crise ne commence vraiment qu'à partir du mois d'octobre. Le nombre des chômeurs s'élève alors de plus en plus rapidement : 4.893 fin novembre, 13.149 fin décembre, 28.532 fin janvier. 40.766 fin février, 50.815 fin mars, 51.804, dans la semaine se

terminant le 9 avril 1931. A partir de ce moment-là, la crise paraît se stabiliser, le mal semble avoir atteint le summum de sa virulence.

La reprise des travaux des champs donnera-t-elle à l'industrie et au commerce la vigueur nécessaire à une reprise des affaires? La machine économique, momentanément calée, recevra-t-elle un mouvement assez puissant capable de la mettre en bon ordre de marche?

La diminution continue du nombre des chômeurs de mars jusqu'en juillet a pu, un moment, le laisser supposer. Hélas ! août a vu le terme des espoirs et le renouveau de l'angoisse. Si, en effet, le nombre des chômeurs inscrits a commencé à baisser en avril pour atteindre fin mai 41.339, fin juin 36.237, fin juillet 35.916, la diminution relativement insignifiante, survenue entre juin et juillet démontrait que ce nombre ne pouvait pas être comprimé davantage et constituait un indice presque certain du sens de son évolution future.

Les travaux des champs, les travaux saisonniers, s'ils n'ont pas eu sur la crise l'effet espéré, n'ont pas été sans l'influencer. Ils ont servi à la brider, à arrêter son essor, à l'empêcher d'être trop brutale. Aussi avec l'hiver le nombre des chômeurs s'accroît dans des proportions considérables, passant de 56.121, fin octobre à 92.157 fin novembre, à 147.009 fin décembre, à 241.487 fin janvier, à 293.198 fin février, à 305.496 le 19 mars 1932.

Dans cette période, l'accroissement hebdomadaire moyen est supérieur à 10.000 unités; il atteint et même il dépasse 20.000 à certains moments.

Le nombre des chômeurs a sextuplé presque entre novembre et mars, passant de 56.000 à 305.000.

Il est remarquable de constater que le mois de mars apporte toujours une amélioration dans les conditions économiques. Déjà nous avons vu qu'en 1930, il y eut à cette époque un arrêt dans l'évolution de la crise, attesté par la diminution du nombre des chômeurs inscrits, diminution qui a atteint près de 30 % avec 15.000 unités.

Si nous nous reportions un instant à la crise de 1927, nous assisterions à un phénomène analogue.

Le nombre des chômeurs qui était de 1393 dans la première semaine de décembre 1926 a passé le 6 janvier 1927 à 17.718, le 5 février à 64.434, pour atteindre son point culminant le 10 mars avec 81.916. La crise s'est alors résolue progressivement et rapidement.

De même cette année (1932), le mois de mars a apporté une amélioration sensible à la crise, arrêt de l'augmentation du nombre des chômeurs, suivie d'une diminution assez importante de ce nombre qui passe par 303.218 fin mars, 282.013 fin avril, 262.184 fin mai et enfin 232.371 fin juin.

Depuis cette date nous avons eu 265.140 chômeurs inscrits fin juillet; 266.723 fin août; 259.956 fin septembre; 249.727 fin octobre; 254.895 fin novembre; 271.856 fin décembre.

Pour comparer entre elles les statistiques antérieures et postérieures au premier juillet 1932 il faut tenir compte de l'application des dispositions du décret du 24 juin 1932 et de réunir les statistiques des chômeurs inscrits aux fonds de chômage et aux bureaux de bienfaisance et d'assistance.

On ne peut s'empêcher de constater une certaine amélioration; est-ce le prélude de la solution? On ne peut que l'espérer, sans pouvoir rien prédire. La complexité de la crise actuelle, son étendue, son intensité, sa généralité, son universalité la rendent tellement différente des crises antérieures qui ont jalonné tout le XIX^e siècle que tout pronostic est pour le moins hasardeux. Dans ce domaine économico-social, participant, par conséquent, à la vie et à sa spontanéité déconcertante, tout pronostic peut devenir erroné, toute déduction, si logique soit-elle, peut être faussée par l'apparition d'un facteur nouveau, dont on n'a pas tenu compte pour la raison bien simple qu'on ne pouvait en tenir compte, qu'on l'ignorait parce qu'il confinait à la vie, et que la vie, par son immanence, n'obéit pas toujours aux lois logiques.

Section II. — Chômage partiel.

§ 1. *Le chômage partiel dans les grands établissements.*

Le bulletin du ministère du Travail auquel nous avons largement puisé jusqu'ici ne nous donne aucune indication concernant le chômage partiel.

Aucune publication, ni officielle, ni privée, n'englobe dans leur totalité, les renseignements y afférent. Ce n'est pas que nous soyons absolument privés de tout document. Nous avons à notre disposition la statistique mensuelle des inspecteurs du travail et des ingénieurs des mines.

Cette statistique est établie d'après une enquête mensuelle à laquelle procède le ministère du Travail par l'organe de ses inspecteurs de concert avec les ingénieurs des mines, en ce qui concerne les mines. Elle paraît au *Journal officiel*.

Une des caractéristiques de la crise actuelle réside, peut-on dire, dans la très grande extension du chômage partiel. La grande majorité des « patrons » ont compris que la situation critique actuelle exigeait d'eux des sacrifices; que la solidarité nationale leur imposait le devoir impérieux de licencier le moins possible de travailleurs, la place n'arrivant plus à absorber la main-d'œuvre, de travailler au ralenti.

Les ouvriers eux-mêmes, sont quelquefois intervenus, pour demander l'extension du chômage partiel plutôt que le licenciement d'un certain nombre de leurs camarades.

M. Taittinger, au cours de son interpellation, à la Chambre des députés dans la séance du 13 novembre 1931, a cité le fait suivant qui est un bel exemple de solidarité ouvrière :

« Un chef de service avait envisagé un licenciement de
« personnel et l'on avait décidé que les derniers entrés
« quitteraient l'atelier de dessin si la situation ne s'améliorait pas.

« Un des plus anciens employés est allé trouver le patron

« et lui a dit : « Ce sont des gosses; ils débutent dans la vie, « ils ont une famille à leur charge. Nous aimons mieux nous « priver un peu tous, afin qu'on ne renvoie personne. »

L'extension de ce chômage a été très grande. Plutôt que de licencier leur personnel, beaucoup d'établissements, ont donc imposé la journée courte, le « short time » des Anglais. L'autorité elle-même a favorisé, par tous ses moyens, et avec toute son influence l'application de cette méthode.

« En arithmétique, du point de vue de la production, que six ouvriers ne fassent que cinq jours de travail par semaine ou que cinq ouvriers fassent la semaine pleine et qu'un ouvrier soit mis en chômage complet, c'est la même chose. Du point de vue humain, ce n'est pas la même chose. Mieux vaut six ouvriers privés d'un sixième de leur salaire qu'un ouvrier privé totalement de son gagne-pain et réduit au dénuement complet¹. »

La statistique des inspecteurs du travail et des ingénieurs des mines n'englobe pas toute la production. Elle ne s'étend qu'aux établissements occupant plus de 100 personnes. Ce n'est que, dans le cas où le nombre des établissements de plus de 100 personnes, dans les catégories professionnelles, n'est pas suffisant pour donner une idée de l'ensemble que l'enquête porte également sur des établissements d'importance moindre.

Quant à l'importance de la population ouvrière de ces établissements, elle s'élève à 39,5 % de l'ensemble des travailleurs industriels et commerciaux du pays et est variable évidemment avec les catégories professionnelles. Elle s'élève, pour les établissements soumis au contrôle des ingénieurs des mines, à 90,2 %; elle est de 36,3 % pour les autres.

Le chômage partiel peut être étudié sous divers aspects. On peut envisager le nombre des ouvriers soumis à ce chômage, leurs proportions mensuelles. On peut d'autre part

1. M. Landry, ministre du Travail. 1^{re} séance du vendredi 11 décembre 1931. Débats parlementaires de la Chambre des députés du 12 déc. 1931. 14^e législature, p. 4433.

envisager les catégories professionnelles et chercher les variations du chômage partiel à l'intérieur de chaque profession en tenant compte de la diversité de ce chômage.

Voici quelles sont pour les années 1930, 1931 et 1932 les proportions mensuelles des chômeurs partiels.

Tableau I. — Proportions mensuelles des chômeurs partiels.

Mois	1932	1931	1930
—	—	—	—
	%	%	%
Janvier	51,60	16,9	3,7
Février	56,35	24,1	4,6
Mars.....	56,16	31,8	2,2
Avril	53,88	31,7	2,4
Mai.....	51,67	31,9	3,4
Juin	51,08	30,3	3,1
Juillet	50,47	31,2	2,8
Août	49,26	33,3	3,2
Septembre....	48,76	35,5	4,4
Octobre	46,57	37,5	4,9
Novembre	40,07	40,5	5,4
Décembre	42,05	45,5	6,4

Ainsi qu'on pouvait facilement le prévoir le chômage partiel a suivi la même évolution, avec un peu plus d'amplitude, peut-être, que le chômage total. Leur sens a été le même, seul leur volume a différé, puisque le chômage partiel s'est étendu à plus de la moitié des travailleurs des usines contrôlées représentant par conséquent un peu plus de 3 millions de salariés.

L'augmentation de ce chômage d'abord lente dans les trois derniers mois de 1930 s'est accrue brusquement et rapidement dans les trois premiers mois de 1931 passant ainsi de 4,9 % au début d'octobre à 5,4 début de novembre: 6,4 début de décembre pour s'élever d'un coup à 16,9 % au début de janvier 1931 et continuer sa marche accélérée en janvier et février passant à 24,1 début de février et 31,8 début de mars. A ce moment un premier pallier est atteint et le nombre des chômeurs semble se stabiliser aux environs de 32 % pendant quatre mois.

Où conduira cette stabilisation ? Est-ce à une amélioration des conditions économiques, à une absorption progressive

de ce chômage ou au contraire n'est-elle qu'une halte dans l'accroissement de la misère ?

Dès le mois d'août, nos espoirs se sont dissipés avec notre incertitude. Le nombre des chômeurs partiels est monté quoique faiblement encore de 31,2 % début de juillet à 33,3 % début d'août, pour poursuivre sa marche ascendante dans les mois suivants de l'année 1931 passant ainsi à 35,5 début de septembre, 37,5 début d'octobre; 40,5 début de novembre et 45,5 début de décembre.

Ainsi l'année 1931 a été une année d'évolution de la crise. Elle a vu le nombre des chômeurs partiels, après avoir débuté à un rythme accéléré, atteindre des proportions considérables, englobant presque la moitié des travailleurs des grandes usines. Elle s'est achevée sur une note de pessimisme traînant derrière elle l'angoisse du monde du travail devant le spectre effarant d'une misère qui s'annonçait impitoyable au seuil de l'hiver.

L'année 1932 a certainement été meilleure. Elle a débuté avec un accroissement de la proportion des chômeurs partiels passant à 51,60 % début de janvier, 56,35 début de février, 56,16 début de mars. C'est un accroissement appréciable, puisqu'il atteint presque 10 %, mais qui n'a été fort heureusement que passager.

De même que le nombre des chômeurs complets inscrits aux fonds publics de chômage a accusé au mois de mars un changement d'orientation, de même la proportion mensuelle des chômeurs partiels a esquissé très timidement d'ailleurs, une velléité de diminution qui est déjà une amélioration, moins par elle-même que par l'attitude psychologique nouvelle qu'elle crée, par la confiance qu'elle inspire. N'oublions pas, en effet, que ces enquêtes sont suivies de très près par le monde industriel et commercial et que le moindre indice qu'on y découvre, atteint par ses répercussions successives des proportions considérables.

Ainsi, après avoir atteint le nouveau record de 56,35 % au début de février, la proportion du chômage partiel tombe à 56,16 en mars pour s'améliorer graduellement et devenir 53,88 au début d'avril, 51,67 début de mai; 51,08

début de juin; 50,47 début de juillet; 48,76 en septembre; 46,57 en octobre; 40,07 en novembre et 42,05 en décembre.

Malgré l'augmentation du chômage partiel en décembre, l'année 1932 se termine sur une note nettement optimiste. Il est possible que ce changement psychologique, opéré dans les idées, soit le signe avant-coureur, sinon le facteur même, de la reprise économique tant attendue.

§ 2. *Le chômage partiel dans les moyens et les petits établissements.*

La statistique du ministère du Travail ne s'applique qu'aux établissements enquêtés; elle n'englobe même pas le total des établissements soumis au contrôle des inspecteurs du travail et des ingénieurs des mines.

Pouvons-nous étendre les proportions du chômage partiel à l'ensemble des travailleurs?

Le recensement de mars 1931 accuse un nombre de salariés voisin de 12 millions. Comme la proportion des chômeurs partiels s'est constamment maintenue depuis janvier 1932 au-dessus de 50 %, une simple opération arithmétique nous donnerait, en généralisant cette proportion, le nombre colossal de 6 millions. Avons-nous le droit de faire cette généralisation, d'appliquer ce pourcentage à toutes les branches de l'économie?

On peut distinguer parmi les 12 millions de salariés, trois grandes catégories :

1° Les effectifs des établissements soumis à l'enquête;

2° Les travailleurs des établissements simplement contrôlés. Ces deux catégories d'établissements occupaient, au total, d'après le recensement de 1926: 6.800.000 personnes environ;

3° La troisième catégorie réunit près de 5.200.000 personnes occupées à des travaux divers : pêche, agriculture, chemins de fer, tramways, services publics, civils et militaires, professions libérales et services domestiques.

On ne peut, sans abus, étendre aux salariés de la troi-

sième catégorie le pourcentage de 50 %. Les chemins de fer, les tramways, les services publics et militaires ignorent le chômage. L'agriculture n'en souffre guère.

Il reste à se demander si dans les établissements moyens et petits constituant la seconde catégorie, le chômage partiel sévit aussi durement que dans les grands établissements. Sans recourir aux affirmations dogmatiques dans ce domaine où les documents statistiques font totalement défaut, je crois qu'on se rapproche davantage de la réalité en admettant le pourcentage de 50 % qu'en s'en éloignant.

On peut donc dire qu'à l'heure actuelle plus de trois millions de travailleurs se trouvent en chômage partiel.

Si le pourcentage des chômeurs partiels et surtout leur nombre absolu sont de précieux éléments d'appréciation d'une crise, ils ne peuvent nous satisfaire entièrement. Ce qu'il importe de savoir pour mesurer la gravité d'une crise, c'est surtout le nombre total d'heures perdues, la durée hebdomadaire du travail.

Le tableau suivant indique les variations de la durée hebdomadaire du travail pendant tout le cours de l'année 1931 et les trois premiers trimestres de l'année 1932.

Durée hebdomadaire du travail.

Année 1931

	48 h.	40 h.-48 h.	32 h.-40 h.	moins de 32
Janvier	82,98	14,90	2,03	0,09
Février	78,33	16,78	4,56	0,33
Mars	70,78	23,75	4,81	0,66
Avril	71,17	23,09	4,94	0,80
Mai	70,06	23,57	5,51	0,86
Juin	71,47	23,07	4,90	0,56
Juillet	69,49	23,18	6,37	0,96
Août	68,27	25,44	5,73	0,58
Septembre	66,55	25,74	6,94	0,77
Octobre	62,45	27,69	8,00	1,05
Novembre	59,45	29,96	9,17	1,42
Décembre	54,51	30,79	12,15	2,55

Année 1932

	48 h.	40 h.-48 h.	32 h.-40 h.	moins de 32
Janvier	48,40	29,22	18,43	3,95
Février	43,65	28,82	21,36	6,17
Mars	43,84	28,59	22,19	5,38
Avril	46,12	26,61	21,38	5,89
Mai	48,33	25,40	21,34	4,93
Juin	48,92	28,28	18,02	4,78
Juillet	49,53	26,36	20,19	3,82
Août	50,74	28,63	16,55	4,08
Septembre	51,24	28,07	16,58	4,11
Octobre	53,43	17,98	22,86	2,73
Novembre	56,93	17,59	23,12	2,36
Décembre	61,51	27,20	9,69	1,60

Les nombres indiqués dans la première colonne, correspondant au pourcentage des travailleurs faisant la semaine normale, sont complémentaires de ceux indiqués au tableau I; il s'ensuit que la somme des pourcentages indiqués dans la deuxième, troisième et quatrième colonne, nous donnera le pourcentage des chômeurs partiels, c'est-à-dire le nombre indiqué au tableau I.

Le tableau II nous indique que si le chômage partiel s'est étendu en largeur, dans le cours de l'année 1931, s'il a atteint un grand nombre de travailleurs, fort heureusement, son effet est demeuré assez bénin. Plus de 75 % en effet des chômeurs partiels, n'ont perdu, au plus qu'une journée de travail. Cette proportion de 75 % constitue d'ailleurs une moyenne. Ce n'est qu'à partir de novembre-décembre que le chômage de deux jours et même davantage a commencé à s'accroître au détriment de celui d'un jour.

Il faut se rappeler qu'à ce moment-là une sorte de panique sans fondement réel s'est emparé des esprits, alimentée, à grands cris, par certains quotidiens à la faveur de la rentrée du Parlement et des discussions concernant le chômage et la main-d'œuvre. Je ne suis pas loin de croire que cette campagne, que cette publicité ont précipité la crise, ont accru le chômage, en créant, dans l'opinion publique, une atmosphère de pessimisme exagéré. Les maisons industrielles et commerciales ont voulu alors se prémunir contre l'avenir, contre cet Inconnu, que d'aucuns, perdus

dans leurs bêtises aveuglantes, se faisaient fort de connaître et qu'ils décrivaient sous un jour on ne peut plus néfaste. Elles ont donc pris leur précaution en licenciant une partie de leur personnel, et en diminuant les heures de travail de l'autre partie.

Depuis octobre 1931, un peu plus du quart des effectifs des exploitations et établissements soumis à l'enquête chôme un jour au plus : ce pourcentage était de 27,69 en octobre, 29,96 en novembre, 30,79 en décembre. Il s'est maintenu à peu près au même niveau pendant les trois premiers trimestres de 1932 : 29,22 en janvier; 28,82 en février; 28,59 en mars; 26,61 en avril; 25,40 en mai; 28,28 en juin; 26,36 en juillet; 28,63 en août; 28,07 en septembre.

Le chômage de deux jours qui était l'exception en 1931, s'est accru singulièrement au début de cette année, après avoir manifesté dans le dernier trimestre de l'année écoulée une tendance à l'extension. Alors que pendant les dix premiers mois de 1931, seule une moyenne de 5 % des travailleurs des grands établissements était condamnée à ne travailler que trente-deux à quarante heures par semaine subissant par conséquent un chômage pouvant varier entre un et deux jours, cette moyenne s'est brusquement étendue pour avoisiner 20 % et s'y est maintenue depuis janvier 1932.

Voici d'ailleurs pour chaque mois de 1932, la proportion des salariés qui n'ont été occupés que de trente-deux à quarante heures par semaine : janvier 18,43; février 21,36; mars 22,19; avril 21,38; mai 21,34; juin 18,02; juillet 20,19; août 16,55; septembre 16,58.

La proportion des ouvriers condamnés à un chômage de plus de deux jours, faisant par conséquent moins de trente-deux heures de travail par semaine, a été insignifiante pendant tout le cours de l'année 1931. Ce n'est qu'à partir d'octobre qu'elle atteint 1 % de l'effectif total pour passer à 1,42 % en novembre et 2,55 en décembre.

Voici quelle a été cette proportion en 1932. Janvier 3,95; février 6,17; mars 5,38; avril 5,89; mai 4,93; juin 4,78; juillet 3,82; août 4,08; septembre 4,11.

Pour mieux saisir l'importance au point de vue de la production et de l'intensité de la crise du chômage partiel, évaluons-le en chômage complet.

Voici les chiffres que nous obtenons pour l'année 1931 :

Janvier	2,2	Juillet	4,5
Février	3,4	Août	4,6
Mars.....	4,3	Septembre.....	4,9
Avril	4,3	Octobre	5,5
Mai.....	4,4	Novembre	6,3
Juin	4,1	Décembre	7,9

Pour l'année 1932 cette proportion devient.

Janvier	8,7	Juin	8,68
Février	9,4	Juillet	8,30
Mars.....	9,4	Août	8,20
Avril	9,08	Septembre.....	8,17
Mai.....	8,7		

Il est intéressant de rapprocher ce pourcentage représentant le chômage partiel traduit en chômage total, du pourcentage de diminution des effectifs des établissements enquêtés.

Voici le résumé mensuel pour les deux années 1931 et 1932 de ces deux éléments de diminution de l'activité économique.

1931

1932

Mois	Pourcentage de diminu- tion des effectifs	Pourcentage de diminu- tion des heures de travail	Total	Pourcentage de diminu- tion des effectifs	Pourcentage de diminu- tion des heures de travail	Total
Janv.	3.7	2.1	5.8	13.38	8.7	22.08
Fév. .	4.7	3.0	7.7	14.69	9.4	24.09
Mars .	5.4	4.0	9.4	14.53	9.4	23.93
Avril .	5.8	4.1	9.9	14.94	9.08	24.02
Mai ..	6.0	4.0	10.0	13.98	8.7	22.68
Juin .	6.4	3.8	10.2	13.37	8.68	22.05
Juillet	7.2	4.2	11.4	11.60	8.30	19.90
Août .	7.7	4.1	11.8	12.73	8.20	20.93
Sept. .	8.9	4.3	13.2	12.26	8.17	20.43
Oct. ..	9.5	4.9	14.4			
Nov. .	11.1	5.7	16.8			
Déc. .	12.6	7.1	19.7			

A ne considérer que les grands établissements industriels et commerciaux, la crise économique les a obligés à réduire un peu plus du cinquième de leur activité.

CHAPITRE III

LA CRISE ET LE CHOMAGE (*suite*)

Répartition, par département, des chômeurs secourus. Départements les plus atteints par la crise.

Si pendant cette crise le chômage a été général, s'il a fait sentir ses effets néfastes un peu dans toute la France, sans épargner même la plus petite commune, son intensité a différé suivant les régions. Il s'est abattu surtout sur les régions industrielles et sur les centres commerciaux, comme pour narguer la vie là où elle était la plus florissante.

Les départements qui ont le plus souffert du chômage sont : la Seine (Paris et banlieue) où le nombre des chômeurs inscrits a atteint 160.000; le Nord, la Seine-et-Oise, le Rhône, la Loire, les Bouches-du-Rhône, la Haute-Vienne, le Haut-Rhin, la Seine-Inférieure, le Pas-de-Calais, la Loire-Inférieure, la Gironde.

Les enquêtes des inspecteurs du travail font ressortir que les circonscriptions où la diminution totale d'activité des entreprises ayant 100 ouvriers est la plus grande sont : Dijon, Toulouse, Strasbourg, Bordeaux, Lyon, Nancy, Lille, Marseille et Paris.

Mais il faut remarquer que dans beaucoup de ces villes, le nombre des entreprises sur lesquelles portent les enquêtes est très limité et que, par suite, ces entreprises ne constituent, qu'un élément restreint de l'activité régionale, si bien que le nombre des chômeurs dans certaines de ces villes, peut malgré tout ne pas être très considérable.

Tableau III

Départements	1931										
	Fin Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	
Bouches-du-Rhône	465	616	1.128	1.301	1.647	1.443	1.010	970	759	1.285	2
Gironde					199	256	130	131	82	110	
Loire	609	849	1.030	932	922	873	854	1.159	1.334	1.905	2
Loire-Inférieure ...											
Nord	743	1.568	1.851	2.116	2.126	2.185	2.635	2.900	3.483	6.522	10
Pas-de-Calais				726	626	397	26	26	45	45	
Haut-Rhin	101	129	133	76	63	27	74	137	249	534	1
Rhône	2.526	2.972	3.679	3.697	3.899	3.388	3.349	3.268	3.031	4.127	5
Seine-Inférieure ...			760	820	550	198	136	108	311	559	1
Seine-et-Oise		129	631	963	959	1.177	380	173	1.126	1.486	2
Haute-Vienne	995	981	1.310	1.221	1.239	1.314	1.308	1.359	991	2.142	1
Seine (Paris)	14.134	18.562	22.172	20.937	15.775	13.839	15.003	11.295	11.636	19.281	32
Seine (banlieue) ..	8.207	12.773	14.396	13.260	10.506	9.350	9.412	14.037	13.189	15.769	24

1932								
Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre
5.658	6.586	6.445	6.000	5.557	5.382	6.034	6.152	5.685
2.029	2.727	2.861	2.909	2.792	2.603	2.320	2.292	1.939
6.888	8.473	8.628	7.946	6.853	5.682	4.616	4.509	5.988
2.305	3.145	3.135	3.098	3.140	2.746	3.168	3.240	3.514
24.563	30.456	33.565	32.477	21.166	29.084	36.918	35.132	33.944
2.420	3.191	3.466	3.534	3.101	3.059	4.719	4.535	4.126
3.428	4.962	5.631	4.656	3.948	3.375	3.288	3.207	3.849
11.269	12.614	12.257	10.894	9.954	8.166	9.880	9.579	9.601
3.616	4.506	5.155	5.523	5.510	4.440	4.328	4.276	4.393
10.250	16.690	20.897	18.387	16.139	14.393	14.253	13.962	15.254
6.084	6.345	6.590	6.402	5.603	5.613	6.747	6.612	6.098
70.313	86.764	93.834	92.690	89.550	73.427	89.985	89.542	86.371
53.454	64.697	65.467	60.074	55.641	51.302	58.001	59.200	57.477

Le tableau III nous indique les variations du nombre des chômeurs pendant l'année 1931 et les deux premiers trimestres de l'année 1932.

§ 1. *Département de la Seine (Paris et banlieue).*

Le nombre des chômeurs secourus a varié dans le département de la Seine entre la moitié et les deux tiers du nombre total des chômeurs. Alors qu'à la fin de décembre 1930 le chômage commençait à peine à apparaître dans neuf départements — Bouches-du-Rhône, Creuse, Jura, Loire, Nord, Bas-Rhin, Haut-Rhin, Rhône et Tarn — et qu'il était encore inexistant partout ailleurs, le département de la Seine comptait déjà un peu plus de 10.000 chômeurs dont 6.731 dans Paris et 3.428 dans la banlieue.

Paris et sa banlieue ont souffert intensément du chômage. Dès le mois de janvier 1931 le nombre des chômeurs secourus était passé à 14.134 pour Paris et à 8.207 pour la banlieue donnant ainsi pour l'ensemble du département un total de 22.341, soit près de 80 % des chômeurs secourus dans toute la France.

Le 27 février, Paris comptait 18.562 chômeurs secourus et sa banlieue 12.773, soit au total 31.335.

Le 26 mars 22.172 chômeurs étaient inscrits sur les listes des fonds de chômage de la ville de Paris et 14.396 sur celles des communes de la Seine. Cela fait, pour tout le département, un ensemble de 36.568.

A partir du début d'avril une légère amélioration se produit. Le nombre des chômeurs secourus accuse une diminution de plus de 1.250 unités pour Paris et de plus d'un millier pour la banlieue, ramenant ainsi le nombre des chômeurs respectivement à 20.937 et 13.260, soit un total de 34.197. Cette amélioration devait se poursuivre jusqu'en octobre, à peine interrompue en juillet.

Voici d'ailleurs quelle a été durant ces cinq mois la diminution constatée respectivement dans Paris et dans sa banlieue.

Fin mai	15.575 et 10.506	soit au total	26.081
— juin	13.839 et 9.350	—	23.189
— juillet	15.003 et 9.412	—	24.415
— août	11.295 et 14.037	—	25.332
— septembre	11.636 et 13.189	—	24.825

L'amélioration proprement dite a été de très courte durée. Très rapide au mois de mai où elle a atteint 8.000 unités, elle se ralentit en juin, tout en restant assez sensible avec 3.000 unités en moins.

Alors que dans les mois antérieurs à juillet 1931, une concordance parfaite, faisait varier dans le même sens et avec une proportion équivalente, signe de parfaite égalité, le nombre des chômeurs inscrits à Paris et ceux inscrits dans les communes de la Seine, à partir de juillet cet équilibre se rompt. Nous assistons jusqu'en octobre à des variations concomitantes mais opposées, se traduisant pour Paris par les nombres suivants : 15.003 fin juillet; 11.295 fin août et 11.636 fin septembre. Donc baisse appréciable pour le mois d'août à laquelle succède en septembre une certaine stabilisation ayant une légère tendance à la hausse. Les chiffres indiqués par les communes de la Seine présentent des signes de variation différents, avec 9412 fin juillet; 14.037 fin août, 13.189 fin septembre.

Malgré sa valeur absolue, relativement grande, le nombre des chômeurs de la Seine comparé au chiffre de la population paraît assez négligeable. Ce dernier montait en mars 1931 à 4.933.855.

La proportion des chômeurs par rapport à la population départementale n'a pas atteint 1 %. Que dis-je, elle n'a guère dépassé 0,7 jusque-là.

A partir d'octobre la crise devient plus aiguë, le chômage plus violent, plus brusque; Paris accuse fin octobre 19.281 chômeurs, fin novembre 32.430; fin décembre 52.628. La banlieue suit avec résignation le même mouvement, avec la même amplitude passant de 15.769 fin octobre à 24.755 fin novembre et 38.808 fin décembre.

Pour l'ensemble du département nous avons 35.050 fin octobre, 57.185 fin novembre et 91.436 fin novembre. Le

chômage devient alors singulièrement inquiétant, moins encore par son chiffre, relativement, pas trop élevé comparé à la population que par la rapidité terrible de son accroissement.

La situation, sans être tragique, exigeait le concours intime de toutes les bonnes volontés, appelait, sinon des remèdes radicaux, du moins des palliatifs énergiques capables d'arrêter l'évolution alarmante du mal en attendant sa disparition.

Le Conseil municipal de Paris, le Conseil général de la Seine se sont saisi de la question : à la grande majorité, ils ont voté un vœu demandant la réglementation, la restriction de la main-d'œuvre étrangère, qui devait, avec l'intensification du volume des travaux publics, former le dérivatif nécessaire.

Remarquons que si des solutions positives sont sorties des délibérations des éminents magistrats composant ces deux Conseils, elles n'ont eu, sur la crise économique et par suite sur le chômage, que des effets minimes pour ne pas dire insignifiants.

Le nombre des chômeurs inscrits n'a pas cessé d'augmenter à Paris dépassant 74.000 fin janvier, atteignant 88.973 fin février, 93.746 fin mars et 94.856 le 9 avril 1932, chiffre record battant de plus du double, le maximum atteint pendant la crise de 1927.

Pour la banlieue les statistiques accusent pour la même période 53.454 chômeurs fin janvier, 64.697 fin février et 65.467 fin mars, chiffre maximum.

L'amélioration de la situation, que l'accroissement dégressif du nombre des chômeurs laissait entrevoir et permettait de prédire, a commencé à se manifester dès la fin du mois de février dans l'ensemble des communes de la Seine, quoique très timidement d'ailleurs.

Depuis le 26 mars, nous assistons à une lente diminution dont la période d'oscillation ne semble pas encore épuisée (début d'octobre) malgré l'accroissement apparent constaté au début de juillet qui a élevé le nombre total des chômeurs du département de la Seine de 124.729 chiffre

atteint le 24 juin 1932 à 146.172, chiffre constaté le 1^{er} juillet.

Voici les différents stades d'évolution du chômage constatés à Paris et dans la banlieue depuis le début de la phase de diminution : fin avril 92.690 et 60.074 fin mai 89.550 et 55.641 ; fin juin 73.427 et 51.302. Ce qui donne pour l'ensemble du département 152.764 fin avril ; 145.191 fin mai et 124.729 fin juin.

Le bulletin du 8 juillet accuse une augmentation importante et dans le nombre des chômeurs de Paris et dans celui des chômeurs du département qui montent respectivement à 88.115 et 56.083 à la date du 2 juillet.

Cette augmentation n'est qu'apparente et cache dans son sein, une diminution de 1.974 chômeurs inscrits pour l'ensemble du département. Elle provient de l'application, faite par les fonds de chômage de la ville de Paris et des communes de la banlieue, des dispositions du décret du 24 juin 1932, supprimant, à titre temporaire, et jusqu'au 31 décembre 1932, le maximum de 180 jours, prévu par divers décrets dont le dernier en date du 23 mars 1932, maximum au delà duquel un même chômeur ne pouvait être secouru par les fonds de chômage¹. Dès le 1^{er} juillet, 19.469 chômeurs, figurant jusqu'à là parmi les chômeurs assistés par les bureaux de bienfaisance, ont été versés, suivant leur provenance antérieure soit aux fonds de la Ville de Paris, soit à ceux des autres communes de la Seine.

Depuis le début de juillet, le chômage continue à s'améliorer à Paris et ce, malgré quelques hausses hebdoma-

1. Le décret du 28 décembre 1926 fixe dans son art. 8 un maximum de 120 jours que ne peuvent dépasser les règlements des fonds de chômage pour la durée pendant laquelle un même chômeur peut être secouru, maximum qui a été élevé à diverses reprises et porté temporairement à 150, puis à 180 jours par les décrets des 1^{er} mai, 5 juin, 21 novembre 1931 et 23 mars 1932.

Un décret du 11 novembre 1931 a prévu, pour les chômeurs dont le droit au secours des fonds de chômage était épuisé, un nouveau régime consistant en un recours aux bureaux de bienfaisance. Ce décret a soulevé les plus vives critiques et a ému, à juste titre, le monde du travail, car il paraissait obliger les chômeurs à « demander la charité » selon l'expression employée par M. Dalimier (Ch. des députés, 14^e législature, Débats parlementaires, 1^{re} séance du 11 nov. 1931, p. 4436).

Le décret du 24 juin 1932 substitue l'unité à cette dualité de régime.

daïres, sans importance, parce que sans suite. Voici les derniers chiffres publiés, 89.985 fin juillet, 89.542 fin août et 86.371 fin septembre.

La banlieue n'a pas suivi la même évolution. Le nombre de 58.000 accusé en juillet a subi en août une augmentation de 1.200 unités que n'arrivait pas à compenser la diminution enregistrée à Paris qui est inférieure à 500. Il a donc passé fin août à 59.200 pour tomber à 57.477 fin septembre.

Le chômage global, pour le département de la Seine se résume donc ainsi à 147.986 chômeurs inscrits fin juillet, 148.742 fin août et 143.848, fin septembre.

Sans engager l'avenir par une prophétie que les événements risqueront de démentir, formons le vœu pour que l'amélioration constatée au début d'avril poursuive son cours, qu'elle tende à assainir la situation que je qualifierai d'inextricable dans laquelle, maladroitement, le monde s'est engagé par une production dépassant de beaucoup, non pas, comme on l'a dit, les besoins des consommateurs mais leur capacité d'absorption, leur pouvoir d'achat très limité en face d'une production industrielle que la technique mécanique matérialisée par la rationalisation, a rendu théoriquement illimitée et à laquelle, pour comble de malheur, s'est jointe une abondance agricole inconnue jusqu'ici, rendant disponibles des centaines de millions de quintaux de blé, éparpillés dans le monde entier, des milliers de sacs de café, de sucre, des millions de balles de coton, etc.

§ 2. *Département du Nord*

Si l'on considère le nombre absolu de ses chômeurs inscrits, le Nord est, après la Seine, le département industriel le plus durement touché par la crise.

Comparé au chiffre de sa population qui a passé, en l'espace de cinq années de 1.969.182 à 2.029.449, le nombre

maximum de ses chômeurs inscrits a atteint le pourcentage de 1,76 avec 36.918 unités.

Le chômage n'a pas suivi dans ce département l'évolution que nous avons constatée dans la Seine. L'année 1931 y a vu, peut-on dire, la crise naître et s'aggraver continuellement, sans répit ni arrêt.

En janvier 1931, avec ses 743 chômeurs inscrits, le Nord se rangeait derrière non seulement Paris et sa banlieue où le chômage a atteint, dès l'origine, une grande ampleur, mais même derrière le Rhône et la Haute-Vienne qui accusaient respectivement 2.526 et 995 chômeurs inscrits.

Une aggravation continue a fait passer le nombre de chômeurs successivement à 1.568 fin février, 1.851 fin mars, 2.116 fin avril, 2.126 fin mai, 2.185 fin juin, 2.635 fin juillet, 2.900 fin août, 3.483 fin septembre, 6.522 fin octobre, 10.667 fin novembre, 18.557 fin décembre.

L'époque de la reprise momentanée des affaires, que nous avons constatée de mars à septembre et qui a donné lieu à une diminution du nombre des chômeurs dans tous les autres départements, ne s'est manifestée dans le Nord que par une moindre progression. Cette évolution dégressive, stagnante a, au surplus, été de courte durée. Dès le début de juillet, elle a repris son rythme antérieur. Jusqu'en septembre, l'accroissement mensuel ne dépasse guère 500 unités. Cette accélération va-t-elle continuer à la même cadence? Hélas ! Non. 3.039 ouvriers sont obligés de s'adresser aux fonds de chômage en octobre, 4.145 en novembre, 7.890 en décembre, portant ainsi le nombre des chômeurs à 18.557. En janvier 1932 l'accélération semble diminuer : 6006 nouveaux ouvriers seulement se sont fait inscrire sur le registre du chômage. Le mouvement ascensionnel s'est consommé lui-même; il a rétrogradé moins à cause d'une tendance à l'amélioration que de l'épuisement de ses possibilités, limitées parce que sociales.

Le nombre des chômeurs est passé de 24.563 fin janvier à 30.456 fin février pour atteindre le chiffre record de 33.565 fin mars, soit un accroissement de 5.893 et 3.109,

Pour le première fois depuis l'origine de la crise nous assistons au début d'avril à une diminution de nombre absolu des chômeurs, diminution lente, timide, dénotant chez l'employeur une trop grande prudence et une confiance assez limitée dans la reprise des affaires qui s'est annoncée au seuil du printemps.

Cette amélioration n'a d'ailleurs pas duré longtemps; elle a été brutalement arrêtée à la fin de juin et ce au bout de trois mois.

Le nombre des chômeurs après avoir diminué de 33.565 fin mars à 32.477 fin avril, à 32.166 fin mai et à 29.684 fin juin a brusquement remonté le courant, passant le 2 juillet à 30.987, le 9 juillet 33.244, le 16 juillet 34.462 pour atteindre le 6 août un nouveau record de 36.918. Cette progression hebdomadaire qui a dépassé dans la semaine du 9 au 16 juillet 2.500 unités, rappelle par sa célérité les plus mauvais jours de la crise.

Fort heureusement ce cri d'alarme, sans fondement, est resté isolé. Etant en contradiction avec un état économique qui a une tendance marquée à l'amélioration, il ne pouvait que disparaître rapidement. Aussi, assistons-nous depuis le 12 août à une baisse continue qui a donné fin août 35.132 chômeurs et fin septembre 33.944. Tout laisse espérer que cette reprise sera de longue durée. Au pessimisme de l'an dernier, s'est substituée une certaine confiance dans l'avenir économique, capable de créer l'activité là où elle fait défaut. La psychose de découragement, dont parlait M. Landry, alors ministre du Travail, à la séance du 17 décembre 1931 et contre laquelle il nous exhortait de réagir, on peut dire qu'elle n'existe plus en France, et qu'elle a fait place à un certain sentiment qu'on entend souvent extérioriser par cette simple phrase « ça a l'air de vouloir marcher, de reprendre un peu ».

§ 3. *Département de la Haute-Vienne.*

Ce département est celui qui, exception faite de la Seine, a subi le plus durement l'effet de la crise. Le nombre absolu de ses chômeurs ne s'est pas élevé au delà de 6.747 chômeurs. Ce chiffre paraît assez faible comparé aux 36.918 chômeurs du Nord; aux 20.897 chômeurs de la Seine-et-Oise, aux 12.796 chômeurs du Rhône. Cette impression première se dissipe aisément à la lueur de moindre examen sérieux. Un chiffre en lui-même ne signifie rien, il ne peut rien signifier et c'est un pur sophisme que de dire d'un nombre isolé qu'il est grand ou petit. Nous sommes donc forcés de mettre en rapport deux nombres, de les comparer entre eux pour chercher une relation qui sera, pour nous pleine d'enseignement, qui donnera une valeur de grandeur à chacun des nombres mis en présence.

En comparant les 6.747 chômeurs inscrits au fond départemental de chômage au chiffre de la population tel qu'il résulte du dernier recensement de mars 1931, soit 335.873, nous obtenons le pourcentage de 2 % nettement supérieur aux pourcentages que nous avons trouvés pour les départements du Nord, de la Seine-et-Oise, du Rhône, pour ne parler que des principaux, pourcentages qui sont respectivement de 1,7 %, 1,3 % et 1,2.

La Haute-Vienne a été l'un des premiers départements à souffrir de la crise qui y a été très intense dès le début. Les statistiques enregistrent, en effet, 995 chômeurs, dès la fin du mois de janvier 1931. Heureusement que le chômage, qui s'y était ainsi brutalement déclaré, est entré aussitôt dans une période d'incubation d'une durée de huit mois au sortir de laquelle le mal n'était guère aggravé. Nous retrouvons, fin septembre, à quelques unités près, le même nombre de chômeurs inscrits qu'à la fin janvier. Dans l'intervalle, ce nombre n'était pas resté stationnaire. Il avait subi des vicissitudes qui l'ont fait passer successivement à 981 fin février 1931, 1.310 fin mars, 1.221 fin avril; 1.239, fin mai; 1.314, fin juin; 1.308 fin juillet; 1.359 fin août, et 991 fin septembre.

Dès octobre, nous entrons dans une nouvelle phase; l'évolution qui était lente, indécise jusqu'ici va s'aggraver rapidement : 1.150 et 2.190 chômeurs se font inscrire sur les listes départementales en octobre et décembre. Ce qui en porte le nombre au seuil de l'année nouvelle à 4.989. L'évolution a continué à se poursuivre pendant les premiers mois de 1932, donnant 6.084 chômeurs fin janvier; 6.345 fin février, 6.590 fin mars, 6.402 fin avril, 5.603 fin mai, 5.613 fin juin, 6.747 fin juillet, 6.612 fin août et 6.098 fin septembre.

Tous ces chômeurs sont d'ailleurs concentrés dans Limoges, ville où la crise a sévi le plus durement et où le chômage comparé aux 92.577 habitants, accusés par le dernier recensement a atteint la proportion énorme de 7. % frappant par conséquent plus du quart de la population active.

Les principales industries limousines : la porcelaine et la chaussure se sont littéralement écroulées.

Alors qu'en 1907, on produisait à Limoges 305.000 m³ de porcelaine, de 1922 à 1929 la moyenne annuelle était tombée à 220.000 m³.

Deux ans après, en 1931, on ne produisait plus que 160.000 m³ et cette année 1932, la production totale ne sera pas supérieure à 80.000 m³. Les fours s'éteignent les uns après les autres sans aucun espoir de rallumage ultérieur et disparaissent sous les coups de leurs démolisseurs.

La seconde industrie limousine, l'industrie de la chaussure est aussi très gravement atteinte et a été contrainte de licencier près de 3.000 de ses ouvriers, les stocks s'accumulent en face d'une faculté d'achat anémiée et qui se dérobaît tous les jours davantage.

Conclusion.

Nous avons essayé d'étudier l'évolution de la crise dans les départements où son influence s'est faite le plus durement sentir. Cela nous a donné une idée de l'étendue du mal.

Le tableau C nous indique aux 5^e et 6^e colonnes, le nombre maximum de chômeurs secourus pendant la crise 1930-1932 dans douze principaux départements avec le pourcentage du chômage comparé au chiffre de la population.

Départements	Population étrangère		Popul. département,		Nombre max des chômeurs secourus pendant la crise 1930-1932	Pourcentage du chômage comparé au chiffre de la population
	Recensement de 1926	Recensement de 1931	1926	1931		
Seine (Paris) ..	423.784	459.498	4.628.637	4.933.855	160.323	3.23
Seine (banlieue)	(233.820) en 1921					
Bouches-du-Rh.	180.118	248.800	929.549	1.101.672	6.586	0.6
Gironde	30.323	35.946	827.973	852.768	2.909	0.34
Loire	34.038	38.953	669.216	664.822	8.628	1.3
Loire-Inférieure	5.951	6.198	651.487	652.079	3.366	0.52
Nord	233.026	222.247	1.969.182	2.029.449	36.918	1.70
Pas-de-Calais..	153.175	173.525	1.171.912	1.205.191	4.715	0.3
Haut-Rhin....	25.396	37.526	490.654	516.726	5.631	1.1
Rhône.....	63.152	73.243	993.915	1.046.028	12.796	1.2
Seine-Inférieure	17.750	21.939	885.299	905.278	5.523	0.7
Seine-et-Oise ..	83.940	122.447	1.137.524	1.365.616	20.897	1.3
Haute-Vienne .	1.583	2.064	351.311	335.873	6.747	2

Le mal occasionné par la crise a créé souvent des situations dignes du plus grand intérêt. Il a été un facteur de désagrégation de certains foyers; il a apporté la misère dans d'autres. Fort heureusement ce mal a été relativement restreint comparé au chômage d'autres grands pays comme l'Angleterre (2.500.000), l'Allemagne (plus de

6.000.000), les Etats-Unis (plus de 10.000.000). C'est que la France est une nation éminemment bien équilibrée et son économie séculaire est assise sur des bases solides. Confiante dans son agriculture qui est une grande source de sa richesse, son industrie n'a pas la fougue imprudente des nations trop jeunes. Tout en se maintenant à l'avant-garde du progrès, elle se méfie des usines trop rationalisées capables d'inonder, sans profit mais non sans danger, le monde, de leurs produits fabriqués.

Si on ajoute à cette idée de mesure, l'idée d'une solidarité plus grande que partout ailleurs, existant entre ses membres, on comprendra, plus facilement que la France, qui n'a pas pu, étant donnée la compénétration internationale des échanges, échapper à la tourmente, a été le pays le moins touché par la crise.

CHAPITRE IV

REPARTITION TERRITORIALE ET PROFESSIONNELLE DES ETRANGERS EN FRANCE

Section I. — Nombre et répartition départementale des étrangers en France d'après le recensement de mars 1931.

Le décret du 26 décembre 1931 fixe la population légale étrangère en France à 2.890.923. Cette population accuse, depuis le recensement de 1925, un recensement de 392.693 personnes. A l'heure actuelle (décembre 1932) cette population ne doit guère dépasser 2.500.000, l'excédent des sorties sur les entrées ayant dépassé en 1931 et 1932 le chiffre de 350.000.

La caractéristique de cette population c'est sa concentration dans un petit nombre de régions. Plus de 2 millions d'étrangers, 2.094.641 exactement d'après le recensement de 1931 se trouvaient concentrés dans les cinq régions suivantes comprenant 18 départements, région parisienne, région côtière méditerranéenne, région du nord, région de l'est et région lyonnaise.

La région parisienne comprenant la Seine, et les deux départements environnants, formait la plus grosse agglomération étrangère avec 618.066 unités dont 459.498 pour la Seine, 122.447 pour la Seine-et-Oise et 36.121 pour la Seine-et-Marne.

589.883 étrangers étaient disséminés dans les six départements de la côte méditerranéenne : Alpes-Maritimes

140.446, Var 52.949, Bouches-du-Rhône 248.000, Hérault 70.819, Aude 40.330, et Pyrénées-Orientales 37.339.

La région du Nord vient en troisième lieu par l'importance de sa population étrangère, 436.657 unités, groupée dans les trois départements du Nord 222.247, du Pas-de-Calais 173.525 et de l'Aisne 40.885.

La région de l'Est groupe un noyau important de population étrangère : 267.154 étrangers sont groupés dans les trois départements suivants : Moselle (130.095), Meurthe-et-Moselle 99.533 et Haut-Rhin (37.526).

La région lyonnaise forme, elle aussi une agglomération importante de 182.881 étrangers répartis dans les trois départements industriels du Rhône, de l'Isère et de la Loire à raison de 73.243 unités dans le premier, 70.680 dans le second et 38.958 dans le troisième.

Après la Seine (459.498), les départements comptant le plus d'étrangers sont les Bouches-du-Rhône 248.000, le Nord 222.247, le Pas-de-Calais 173.525, les Alpes-Maritimes 140.446, la Moselle 130.095, la Seine-et-Oise 122.447; la Meurthe-et-Moselle 99.533, le Rhône 73.243, l'Hérault 70.819, l'Isère 70.680, le Var 52.949, l'Aisne 40.885 et l'Aude 40.330.

Ces quatorze départements groupent à eux seuls les deux tiers de la population étrangère totale. Sept départements en comptent chacun plus de 100.000.

Trente-six départements totalisant 775.271 ont chacun une population comprise entre dix à quarante mille unités.

Ce sont par ordre d'importance numérique :

Loire	38.958	Haute-Garonne ..	30.936
Haut-Rhin	37.526	Ardennes	30.762
Pyrénées-Orientales	37.339	Basses-Pyrénées .	27.524
Seine-et-Marne ..	36.121	Doubs	26.068
Gironde	35.946	Haute-Savoie	23.294
Oise	33.284	Saône-et-Loire...	23.060
Gard	32.166	Lot-et-Garonne ..	22.246
		Marne	22.213

Seine-Inférieure ..	21.939	Aube	13.654
Savoie	21.925	Aveyron	13.190
Bas-Rhn	21.507	Hautes-Pyrénées .	11.835
Ain	20.293	Puy-de-Dôme ...	11.732
Somme	18.349	Eure.....	11.581
Vaucluse	18.222	Allier	11.313
Tarn.....	17.877	Jura	11.235
Meuse	16.009	Yonne	11.168
Gers	15.974	Tarn-et-Garonne .	10.652
Calvados	15.252	Corse	10.217
Côte-d'Or	13.904		

Les quarante départements restant ont chacun une population étrangère ne dépassant pas 10.000 unités. Ils totalisent 170.158 personnes. Les départements comptant le moins d'étrangers sont avec la Lozère (438), les quatre départements bretons suivants : les Côtes-du-Nord (1.363), le Finistère (1.188), le Morbihan (1.056) et enfin la Mayenne (856).

Par rapport au chiffre total de la population, les départements comptant le plus d'étrangers sont les Alpes-Maritimes 28 %, suivis par les Bouches-du-Rhône 23 %. Viennent ensuite la Moselle 18 %, le Var et le Pas-de-Calais 14 %, l'Hérault 13 %, l'Aude 13 %, l'Isère 12 %, le Nord 11 %, les Ardennes 10,7 %.

Il est remarquable de constater que la région parisienne qui contient le plus grand chiffre d'étranger, n'a qu'un pourcentage global de 9,1 % se répartissant ainsi : Seine 9,7 %, Seine-et-Oise 8,9 % et Seine-et-Marne 8,8 %. Le Rhône avec 73.243 étrangers a un pourcentage de 7 %.

Section II. — Variation du nombre des étrangers par département.

Le recensement de 1931 accuse, avons-nous dit, une augmentation de la population étrangère de 392.693. Cet accroissement, bien qu'il ait été disséminé sur la quasi-

totalité du territoire, s'est porté spécialement vers certaines régions.

Seize départements ont vu cette population diminuer au total de 29.037 unités. Ce sont :

Nord	10.779	Ille-et-Vilaine ..	435
Var.....	7.715	Marne	377
Bas-Rhin.....	3.605	Somme.....	340
Maine-et-Loire ...	1.813	Alpes-Maritimes..	202
Basses-Pyrénées .	1.003	Côtes-du-Nord....	138
Vosges	858	Orne.....	98
Meuse	767	Mayenne	90
Landes.....	717	Ardenne.....	20

L'augmentation a revêtu la forme d'une concentration régionale.

Quatre régions comptant quinze départements, ont accusé 285.063 étrangers de plus qu'au recensement de 1926. Ce sont :

a) La région parisienne dont la population étrangère s'est accrue de 86.718 unités se répartissant entre la Seine, la Seine-et-Marne et la Seine-et-Oise à raison respectivement de 35.714, 12.497 et 38.507.

b) La région de l'Est comprenant les trois départements de la Meurthe-et-Moselle (+ 17.865), de la Moselle (+15.686) et du Haut-Rhin (+12.130) a subi une augmentation de 45.681 unités.

e) La région lyonnaise a vu le nombre de ses étrangers augmenter de 37.026 personnes dont 19.280 pour le département de l'Isère, 10.091 pour celui du Rhône et 7.655 pour l'Ain.

d) La région du Sud dont l'accroissement de 115.638 unités porte d'une part sur les Bouches-du-Rhône pour 68.682 personnes, d'autre part sur les départements agricoles de l'Hérault, de l'Aude, de la Haute-Garonne, du Lot-et-Garonne et du Gard qui ont accusé respectivement 14.349, 10.234, 8.140, 7.656 et 6.577 étrangers de plus qu'au recensement précédent de 1926.

Dans les cinquante-neuf autres départements, la population étrangère tout en augmentant quelquefois dans de grandes proportions (Lozère 140 %, Morbihan 110 %, Deux-Sèvres 80 %, etc.), n'a dépassé que rarement la limite supérieure de 5.000 : Pas-de-Calais 20.350, Gironde 5.623, Allier 5.579. Pour l'ensemble de ces départements l'accroissement global est de 136.667.

Section III. — Importance numérique de la main-d'œuvre étrangère en France

Les données numériques du recensement de 1931 ne sont pas encore connues dans leur détail. D'après une déclaration faite à la Chambre au cours de la séance du 15 décembre 1931 par M. Landry, alors ministre du Travail, il ressort qu'au mois de mars de cette même année, il y avait en France 1.266.000 salariés. Ce chiffre ne doit certainement pas comprendre les travailleurs agricoles et forestiers au nombre de 165.000 environ, car autrement l'accroissement de plus de 390.000 unités, constaté dans la population étrangère totale deviendrait inexplicable, vu qu'on ne peut l'attribuer uniquement à une augmentation parallèle du nombre des rentiers, des touristes ou des chefs d'entreprises.

L'enquête effectuée en janvier 1927 par les soins du ministère de l'Agriculture accuse un nombre de salaires de 1.291.050 se décomposant ainsi : 162.799 travailleurs agricoles et forestiers et 1.128.251 travailleurs industriels ou commerciaux dont 205.132 pour le département de la Seine.

C'est l'industrie qui emploie le plus grand nombre de main-d'œuvre étrangère. Sur les 1.713.528 ouvriers étrangers introduits en France de 1922 à 1931, 990.937, soit environ 60 % ont été affectés à l'industrie contre 722.591 à l'agriculture.

La caractéristique essentielle de cette main-d'œuvre

est d'être composée en grande partie de manœuvres et d'ouvriers non spécialisés, aptes, par suite, à toutes les besognes, y compris les plus grossières. Cette assertion, vraie quand on considère l'immigration en général, dans sa totalité, devient saisissante quand on restreint son champ visuel à la nouvelle immigration slave.

Parmi l'immigration ancienne : belge, suisse ou même italienne, il n'est pas rare de rencontrer une grande proportion d'ouvriers qualifiés. Cette proportion chez certains peuples comme les Belges et les Suisses est du même ordre de grandeur que celle des Français.

D'autres peuples, comme les Espagnols, les Portugais, les Africains et plus généralement les Slaves qui forment la quasi-totalité de l'immigration récente, fournissent surtout des hommes de peine. Leur répartition professionnelle est l'inverse de celle des Français. Alors que sur 100 ouvriers français, 70 sont des spécialistes et 30 sont des manœuvres, cette dernière immigration fournit près de 75 % de manœuvres contre 25 % d'ouvriers de métiers.

Ce phénomène est facilement explicable. Affaiblie dans ses forces vives, amputée de plus d'un million de membres, la main-d'œuvre industrielle française a déserté — et c'est normal — les emplois inférieurs grossiers, salissants, n'exigeant que de la force, pour occuper des postes qui tout en étant mieux rémunérés, demandaient plus de finesse, plus d'esprit pour ainsi dire, plus d'initiative et d'ingéniosité que de force. La main-d'œuvre industrielle française tout en s'élevant dans l'échelle des valeurs, s'est élevée dans la hiérarchie sociale. Il s'est produit alors une certaine « aristocratisation » de la classe ouvrière française concomitante, dans un domaine plus large, à sa démocratisation politique. C'est ce qui explique, dans une certaine mesure, que certaines branches de l'économie du pays comme les mines de houille, de fer, la métallurgie, pour ne parler que des principales, emploient une main-d'œuvre en majorité étrangère. Les besoins de certaines houillères en main-d'œuvre étrangère faute de travailleurs français, ont été si grands à un moment donné

qu'elles se sont ingénérées à trouver des moyens capables de la fixer, c'est ce qui explique la création des cités ouvrières pourvues d'écoles, d'hôpitaux, d'églises...

Les cadres mêmes quelquefois ont fait défaut. Il a fallu alors procéder à une véritable éducation tendant à la formation de spécialistes.

La proportion du travail étranger varie considérablement suivant les industries et à l'intérieur d'une même industrie suivant les régions. Elle est fonction :

1^o De la nature du travail. Le Français a délaissé les tâches rudes, salissantes, exigeant un grand effort physique. Il repousse également les soins domestiques à raison du caractère servile qui leur est attribué;

2^o De l'importance des établissements. Une petite entreprise trouve assez facilement la main-d'œuvre qui lui est nécessaire, ne serait-ce qu'en faisant appel à la main-d'œuvre agricole. Il est plus facile à un entrepreneur de recruter dix ouvriers que d'en recruter 1.000. D'autre part, les moyens financiers dont disposent les grands établissements, les grandes usines, leur permettent de recourir à l'immigration organisée; ils peuvent plus facilement supporter des frais d'introduction, parfois très élevés;

3^o De la formation récente d'une industrie. Les mines de fer de l'Est, l'électro-métallurgie, les industries chimiques, l'industrie automobile n'ont pu se développer qu'en faisant largement appel à défaut de Français, à des travailleurs étrangers;

4^o De la possibilité d'utiliser la main-d'œuvre féminine. Les femmes sont moins sollicitées que les hommes. Elles n'ont pas les mêmes aptitudes; la loi, d'autre part, a interdit à la femme certains travaux parce qu'à raison de leur nature ou des conditions de leur exécution, ils portent ou peuvent porter atteinte à sa moralité. La loi lui a également interdit tout travail épuisant ou malsain en vue de protéger la race;

5^o De la proximité des frontières. Depuis un temps immémorial une armée de travailleurs belges de l'ordre de 60 à 70.000 individus traverse matin et soir la frontière

venant apporter le concours de ses bras au développement de l'économie française.

Tous les départements limitrophes ont une population étrangère supérieure à la moyenne. Cette population se trouve souvent si intimement agrégée à la population locale qu'il est difficile de la discerner d'elle. Aucun trait extérieur, apparent, ne la désigne spécialement à l'attention. Son parler, ses usages, sa façon de vivre sont ceux des gens du pays.

6° Caractère saisonnier des industries. La main-d'œuvre française fuit le travail discontinu, pour porter ses préférences vers le travail régulier et continu. L'étranger s'empare alors de cette pâture d'autant plus facilement qu'elle est délaissée. C'est lui qui fournit les ouvriers saisonniers des carrières, des briqueteries, des sucreries, du bâtiment...

Section IV. — Répartition de la main-d'œuvre étrangère par groupes d'industries.

Chercher comment est répartie professionnellement la main-d'œuvre étrangère, serait pénétrer dans le dédale des professions diverses et se perdre dans l'infini des détails.

Après avoir fait ressortir les caractéristiques des industries ou des établissements où elle se dirige, nous ne pouvons que considérer quelques grandes branches, représentatives de l'économie industrielle de la France et y chercher le nombre et les différents emplois des travailleurs immigrés.

Le ministère du Travail a fait effectuer dans le courant des années 1930-1931 des enquêtes sur la main-d'œuvre étrangère dans les principales industries. Ces enquêtes, nous auraient donné de précieux renseignements, si nous avions pu les utiliser. Malheureusement, elles n'ont pas été publiées. Seule l'enquête sur les hôtels a fait exception à cette règle.

Nous sommes donc forcés de recourir au document le

plus récent, à l'enquête effectuée par le ministère de l'Agriculture en janvier 1927 pour les principaux chiffres statistiques.

D'après cette enquête près de 205.000 étrangers travaillaient dans les industries de la Seine spécialement dans la métallurgie, la construction et le terrassement. Ces deux industries employaient respectivement 30 et 40 % du total à toutes sortes de travaux de manœuvres.

Le reste de la France occupait 923.119 étrangers dans les catégories d'emploi suivantes : mines de fer 31.689, mines de charbon, potasse... 139,225, métallurgie 134.390, construction et terrassement 150.839, manœuvres 216.037, industries diverses 250.930.

En laissant de côté les industries diverses à cause de leur défaut même de spécification qui les rend impropres à toute recherche, nous diviserons cette étude en cinq paragraphes dont quatre correspondant aux quatre autres catégories d'emploi de l'enquête de 1927. Le cinquième sera réservé à l'étude spéciale de la main-d'œuvre étrangère hôtelière.

§ 1. — *Les mines de charbon.*

La houille est avec le fer la principale industrie extractive française.

La mine de houille française est irrégulière, défavorable et inapte à l'outil mécanique. Le gisement y est généralement tourmenté, les dépôts charbonneux sont morcelés et ont une épaisseur de couche assez réduite. La nature ébouleuse des roches encadrantes ajoute un caractère dangereux à ce travail pénible, salissant, s'effectuant, dans les profondeurs du sol, dans une atmosphère surchauffée et poussiéreuse. Elle interdit l'emploi des engins mécaniques, marteaux pneumatiques, laveuses..., en obligeant à un remblayage très soigné et à des travaux de boi-sage très sérieux. De plus le mineur a à lutter contre des infiltrations constantes d'eau qu'il lui faut puiser continuellement.

A ce caractère naturel suffisant pour éloigner de la mine une partie de la main-d'œuvre française qui voudrait s'y porter s'est ajouté le fait accidentel de la guerre qui a détruit la moitié des fosses, tué ou dispersé une grande partie du personnel. Pour comble, la loi est venue limiter le travail dans la mine avec une rigueur qui aurait empêché tout développement ultérieur de cette industrie si elle n'avait pu trouver ailleurs les travailleurs qui lui faisaient défaut. Ces houillères avaient besoin de 300.000 ouvriers alors qu'elles ne disposaient que de 120.000. Leurs services d'immigration, et depuis 1924, la S. G. I. leur recrutèrent à l'étranger, spécialement en Pologne, 130.000 ouvriers :

1920	9.269	1925	9.669
1921	6.107	1926	15.611
1922	18.862	1927	231
1923.....	26.151	1928.....	1.148
1924.....	17.922	1929.....	22.127

Les houillères embauchèrent d'autre part, à l'intérieur du pays pendant ces dix années plus de 70.000 ouvriers.

L'enquête de janvier 1927 du ministère de l'Agriculture a révélé la présence de 136.000 étrangers travaillant dans l'industrie extractive de la houille, se répartissant ainsi entre les départements :

Pas-de-Calais	60.406	Saône-et-Loire....	1.491
Moselle.....	24.237	Puy-de-Dôme ..	1.224
Nord	23.231	Isère	1.093
Loire	8.004	Hérault	741
Gard.....	3.732	Nièvre	658
Aveyron	3.651	Haute-Saône.....	502
Tarn.....	2.823		
Bouches-du-Rhône	2.076	Total	133.869

Une vingtaine d'autres départements emploient quelques 1.200 mineurs étrangers

Si toutes les nationalités sont représentées dans ce travail des mines, elles le sont très inégalement.

Les polonais tiennent la tête et de très loin au nombre de 85.737, dont 66.002 massés dans les deux départements du Pas-de-Calais (48.317) et du Nord (17.685), 7.557 travaillent dans la Moselle, 2.293 dans la Loire, 2.107 dans le Haut-Rhin, 1.942 dans le Tarn, 1.207 dans l'Aveyron, 963 dans la Saône-et-Loire, 930 dans le Gard, 879 dans le Puy-de-Dôme, etc.

Loin derrière viennent les Allemands avec 11.945 mineurs dont 11.704 concentrés dans la Moselle. Le Haut-Rhin en occupe 76, le Nord et le Pas-de-Calais 60 chacun, l'Aveyron 28, etc.

Puis viennent les Italiens 10.245, les Espagnols 6.481, les Belges 6.449, les Tchécoslovaques 5.785, les Serbes-Croates-Slovènes 3.831, les Marocains 3.079, les Hongrois 1.696, les Portugais 945, les Arméniens 722, les Autrichiens 678, les Grecs 512, les Russes 467, les Suisses 188. Une douzaine d'autres nationalités réunissent un nombre de mineurs légèrement inférieur à 500.

Cet effectif étranger représente 40 % de l'effectif total qui était en 1927 de 335.000 personnes.

Cette moyenne de 40 % était largement dépassée dans certaines mines, spécialement dans celles ayant souffert de la Guerre. A Ostricourt (Pas-de-Calais), elle était de 62 % du personnel total et atteignait 75 % du personnel du fond. Dans tout le département de la Moselle elle est en moyenne de 50 %, et s'élève à 57 % aux mines de la Petite Rosselle, à proximité de la frontière franco-allemande.

Cette proportion est dépassée si l'on ne considère que le travail du fond qui est plus délaissé; elle atteint alors 46 %. La pénurie des travailleurs français du fond est tellement intense que quelquefois les houillères se voient obligées de recruter leurs cadres parmi les étrangers, policiers, surveillants, chefs charretiers.

§ 2. — *Les mines de fer*

Si le sol des mines de fer est plus résistant que celui des mines de charbon, si les chantiers sont plus grands, l'aération meilleure, la température plus supportable, si le danger enfin des incendies et explosions sont moins à craindre, il reste que les travaux des mines de fer sont des travaux de force, souvent souterrains, malsains en raison de l'humidité et des poussières, salissants, pénibles, dangereux à cause des éboulements toujours à craindre. Ce sont généralement des travaux de terrassiers et de carriers. Cela explique qu'ils sont dépréciés et désertés.

En ajoutant à tous ces facteurs le développement récent des mines de fer qui n'ont pu trouver sur place la main-d'œuvre suffisante et adaptée, on comprendra facilement l'appel que les mines de fer ont dû faire à l'étranger pour satisfaire les besoins de l'économie nationale, besoins accrus artificiellement par la construction des régions dévastées.

Déjà avant la guerre le Comité des Forges fit souventes fois appel à la main-d'œuvre italienne. En 1911, son service de recrutement collectif signa avec l'Italie un accord provisoire à l'effet d'introduire en France les ouvriers nécessaires à l'industrie de l'Est. La politique restrictive de l'Italie nécessita le recours des Polonais.

De 1920 à 1930, cette industrie reçut plus de 81.000 travailleurs étrangers. Les introductions annuelles témoignent de l'urgence des besoins :

1921.....	1.850	1926.....	15.150
1922.....	1.500	1927.....	3.800
1923.....	6.300	1928.....	9.500
1924.....	12.800	1929.....	15.900
1925.....	5.400	1930.....	14.500

En 1927, sur un effectif total de 45.000 personnes, les mines de fer occupaient 31.689 étrangers soit 70 % dont

plus des deux tiers concentrés dans la région de l'Est qui comprend les plus importants gisements.

Les pays qui fournissent le plus de travailleurs à cette industrie sont l'Italie et la Pologne avec respectivement 12.179 et 11.574 ouvriers.

Sur les 12.179 Italiens, 5.754 travaillaient dans la Meurthe-et-Moselle, 4136 dans la Moselle, 489 dans l'Isère, 399 dans le Var, 112 dans le Cantal, 60 dans le Maine-et-Loire. Les 11.574 Polonais se trouvaient dans la Meurthe-et-Moselle (4.473), dans la Moselle (3.946), dans la Saône-et-Loire (2.185), dans la Meuse (512), dans le Calvados (374), dans l'Isère (93); dans la Haute-Saône (70); dans le Gard (68), dans l'Orne (65); etc.

D'autres nationalités fournissaient un appoint plus ou moins important : les Allemands au nombre de 1.473 massés dans la Moselle (1.363); les Tchécoslovaques 1.098 dont 576 dans la Meurthe-et-Moselle; 133 dans la Moselle, 117 dans le Calvados, 114 dans le Maine-et-Loire, les Espagnols dont 289 dans les Pyrénées-orientales, 152 dans l'Aude et le reste éparpillé dans les Basses-Alpes (25), l'Ariège (35), le Calvados (38), les Côtes-du-Nord (43), la Creuse (30), le Gard (85), l'Hérault (85), le Maine-et-Loire (22), la Manche (23), le Tarn (46), et la Haute-Vienne (32), les Luxembourgeois 1.139 dont 946 dans la Moselle et 183 dans la Meurthe-et-Moselle.

Les autres pays offraient chacun moins de 1.000 travailleurs : 829 Russes, 793 Serbes-Croates-Slovènes, 421 Arméniens, 322 Belges, 193 Suisses, 162 Autrichiens, 91 Portugais, 82 Hongrois, 52 Marocains, 45 Grecs et 182 divers.

Alors que les mines de l'Ouest occupent 50 à 55 % d'étrangers — la moyenne que nous avons dégagée plus haut étant de 70 % — certaines mines de Lorraine n'ont que 10 % de Français dans le total de leurs effectifs. On note 90 % à Homécourt et Trieux, 88 % à Auboué, 85 % à Tuquegnieux et Mancieulles en Meurthe-et-Moselle. Le bassin de Nancy — c'est un fait isolé, digne d'être signalé et remarqué — est l'unique bassin minier ayant une main-d'œuvre en majorité française. En 1927 sur 2.030

travailleurs 1.665 étaient français et 365 étrangers. Ce fait s'explique facilement, la proximité d'un grand marché de travail comme Nancy diminue le besoin et, par suite la demande de la main-d'œuvre étrangère. En second lieu, l'exploitation par galerie en plan incliné, ou même quelquefois à ciel ouvert rend l'extraction du minerai plus facile et le travail moins rude et moins pénible.

En somme, la marche de cette industrie dépend entièrement de l'étranger, les Français ne lui fournissent que les cadres.

§ 3. *Le terrassement et la construction.*

A l'encontre des étrangers employés dans les mines, ceux occupés dans le bâtiment sont en majorité des spécialistes. Presque tous les ouvriers italiens, employés dans cette branche, et ils forment la majorité, sont des ouvriers qualifiés, aptes à tous les travaux de la construction dont ils suivent, d'ailleurs, la filière : terrassement, maçonnerie, ciment, carreleur, stucateur, fumiste, vitrier ou peintre.

L'enquête de 1927 a fait ressortir un nombre de 225.000 travailleurs étrangers occupés dans les entreprises de terrassement et de construction sur un effectif global d'environ 750.000 personnes soit 30 %. Cette industrie, très active à Paris, en occupait près de 75.000, les 150.000 autres, bien qu'éparpillés dans tous les départements accusaient une tendance nette à la concentration dans certaines régions de prédilection : région du Nord où huit départements en contenaient 36.000; région méditerranéenne où trois départements : Alpes-Maritimes, Var et Bouches-du-Rhône en comptaient 28.000; région lyonnaise, grâce à son grand centre urbain, région des Alpes, à cause de ses grands travaux hydro-électriques et enfin la région industrielle de l'Est.

Les Italiens sont de beaucoup les plus nombreux. La province en occupait en 1927, 88.268 sur un total de 150.839. Le seul département des Alpes-Maritimes en

employait 20.133, soit plus du quart .Il était suivi par le département de Seine-et-Oise 6.670. Venaient ensuite l'Isère 4.334, le Doubs 3.690, les Bouches-du-Rhône 3.383, la Meurthe-et-Moselle 3.374, la Moselle 3.017, le Var 2.822, la Haute-Savoie 2.618, le Haut-Rhin 2.230, les Vosges 1.954, la Savoie 1.926, l'Aisne 1.870, la Meuse 1.451, la Marne 1.437, le Pas-de-Calais 1.401, le Nord 1.302, l'Ain 1.260, la Seine-et-Marne 1.240, la Loire 1.217, le Puy-de-Dôme 1.097, l'Aube 1.049, les Ardennes 1.020.

Tous les autres départements employaient à des degrés divers des Italiens, sans toutefois dépasser les mille ouvriers. Ceux qui en occupaient le moins sont : la Lozère 1, les Deux-Sèvres 11, la Charente 21, etc.

Loin derrière les Italiens viennent les Belges au nombre de 22.865. Le Nord en occupait plus de la moitié 13.942 pour la plupart frontaliers, journaliers ou semainiers. Deux autres départements avaient plus de 1.000 chacun : le Pas-de-Calais 3.171 et l'Aisne 1.050.

Les Espagnols se plaçaient par leur nombre immédiatement après les Italiens et les Belges. Au nombre de 16.164 ils étaient éparpillés sur tout le territoire. Avec une tendance à la concentration dans les départements proches de la frontière : Basses-Pyrénées (1.869), Pyrénées-Orientales (1.625), Gironde (993), Bouches-du-Rhône 897), Aude (856), Hérault (747), Aveyron (544).

Beaucoup d'autres nationalités étaient également représentées à des degrés divers, sans toutefois fournir au terrassement et à la construction un nombre d'ouvriers supérieur à 7.000 : Polonais 6.708, Portugais 5.473, Suisses 3.219, Russes 1.348, Allemands 1.243, Tchécoslovaques 1.217, Serbes-Croates-Slovènes 838, Hongrois 640, Arméniens 572, Luxembourgeois 535, Grecs 365, Marocains 318, Autrichiens 257, Hollandais 165, Britanniques 105. Cinq cents autres ouvriers appartenaient à des pays divers : Norvégiens, Suédois, Américains, Finlandais, Roumains, Bulgares.

Dès avant 1914, le besoin d'un supplément de main-d'œuvre dans l'industrie du bâtiment se faisait sentir. Près

de 15 % d'étrangers y étaient alors employés. Après la guerre ce besoin devint angoissant en égard à l'immensité de la tâche : 250 milliards de reconstruction, cinq milliards de francs-or d'arriéré de construction sans compter les grands travaux nécessités par le passage de l'industrie de l'état de guerre à l'état de paix et ceux exigés par son relèvement et son adaptation à une mode différente, à des goûts divers.

Pour faire face à ces travaux, les 600.000 ouvriers de cette industrie recensés en 1911, n'étaient plus que 400.000.

§ 3. *La métallurgie*

La main-d'œuvre française est très inégalement répartie dans la métallurgie. Importante dans les régions où l'ancienneté de l'industrie lui a permis de se grouper et de former un noyau spécialisé, nombreuse également dans la métallurgie de transformation, dans la production des demi-ouvrés ou des finis, elle se laisse concurrencer dans la métallurgie lourde, dans les grands établissements au développement récent et dans les régions frontalières. Ici le travail étranger fournit une moyenne de 30 % alors que dans l'ensemble de cette industrie il n'en donne que 12 %.

L'enquête de 1927 a révélé dans tous les départements à l'exception de la Seine, la présence de 134.390 ouvriers métallurgistes étrangers qui, ajoutés aux 51.000 de la région parisienne forment un total de 185.390 sur un effectif global d'environ un million et demi de travailleurs occupés dans cette industrie.

Par ordre d'importance numérique on notait les :

Italiens	37.626	Tchécoslovaques .	3.578
Belges	28.989	Allemands.....	3.150
Polonais.....	19.872	Portugais.....	3.043
Espagnols	10.147	Marocains	2.008
Suisses	8.533	Arméniens.....	1.999
Russes	5.930	Greco	1.606
Luxembourgeois..	6.912	Autrichiens, etc...	1.000

Les Italiens formaient le quart de cette main-d'œuvre. Très inégalement répartis, ils se pressaient nombreux dans les départements industriels : 9.714 dans la Meurthe-et-Moselle, 4.875 dans la Moselle, 2.960 dans les Alpes-Maritimes, 2.571 dans le Var, 2.425 dans l'Isère, 1.776 dans la Savoie, 1.549 dans la Loire, 1.404 dans le Doubs, 1.169 dans la Seine-et-Oise, 1.086 dans le Nord, 1.051 dans le Rhône, 886 dans les Ardennes, 858 dans les Bouches-du-Rhône, etc.

Le reste était éparpillé dans tous les autres départements à l'exception de l'Ardèche, des Landes et des Pyrénées-Orientales qui en étaient entièrement dépourvus.

Les Belges suivaient, par leur importance les Italiens. Au nombre de 28.989, ils se concentraient dans le Nord, 17.065, dans les Ardennes, 3.460, dans la Meurthe-et-Moselle. 3.316 et dans la Seine-et-Oise 1.154.

Les 19.872 Polonais se trouvaient dans la Moselle 3.741, dans le Nord 2.586, dans la Meurthe-et-Moselle 2362, dans la Loire 1.364, dans la Seine-et-Oise 1.098, dans le Calvados 1.080, dans l'Allier 817, dans les Ardennes 663, dans la Haute-Marne 620, dans la Loire-Inférieure 634, dans la Saône-et-Loire 526.

Les 10.147 Espagnols étaient disséminés un peu partout. Deux départements en avaient plus de 1.000 ouvriers métallurgistes chacun. Ce sont : la Loire 1.055 et le Rhône 1.025.

Les départements possédant, en 1927, le plus d'ouvriers métallurgistes étrangers étaient, par ordre d'importance numérique :

Seine	51.000	Alpes-Maritimes..	3.219
Nord	22.459	Var.....	2.797
Meurthe-et-Moselle	18.186	Rhône	2.656
Moselle.....	14.717	Savoie	2.461
Seine-et-Oise.....	6.414	Bas-Rhin.....	2.054
Doubs	6.336	Bouches-du-Rhône	1.920
Ardennes.....	6.522	Loire-Inférieure ..	1.833
Loire	5.649	Territoire de Bel-	
Isère.....	5.121	fort.....	1.810
Calvados	3.483	Pas-de-Calais	1.680

Cette hiérarchie se trouve entièrement bouleversée si, au lieu d'envisager le nombre absolu des travailleurs métallurgistes étrangers, nous cherchions leur proportion par rapport à l'ensemble des effectifs de cette industrie.

Nous obtiendrions alors l'ordre suivant :

	%		%
Alpes-Maritimes..	43	Doubs	17
Var.....	37	Seine-et-Oise.....	15
Savoie.....	37	Seine	13
Moselle.....	35	Loire	12
Meurthe-et-Moselle ...	34	Saône-et-Loire	9
Calvados	30	Bas-Rhin.....	8
Isère.....	23	Bouches-du-Rhône....	8
Nord	20	Rhône.....	7
Ardennes.....	18	Loire-Inférieure	5

Nous pouvons tirer de ces chiffres deux remarques principales : D'abord, les étrangers de cette industrie se trouvent massés par régions et nous pouvons distinguer cinq régions de concentration : la région parisienne, la région de l'Est, région de l'Ouest, région du Nord, région du Centre et enfin les régions frontalières.

En second lieu les pourcentages indiqués constituent des moyennes et par suite, ils laissent place, à l'intérieur d'un même département, à de grandes inégalités proportionnelles.

Ainsi, alors que 12 % d'étrangers étaient employés dans la Loire, les usines de Jacob Holtzer, à Unieux, occupaient 504 étrangers ou Algériens sur un effectif de 2.414, soit 21 %.

Les neuf grandes usines sidérurgiques affiliées à l'Association minière d'Alsace-Lorraine, employaient au 31 décembre 1925: 12.777 étrangers sur 33.336 ouvriers, soit près de 40 %.

Dans la région parisienne, une grande maison d'automobile, occupait en 1926, 4.336 étrangers sur 13.527 ouvriers, soit 32 %.

Des cinq régions que nous avons pu distinguer, la région

parisienne emploie le plus grand nombre d'ouvriers métallurgistes étrangers. La Seine, la Seine-et-Marne, la Seine-et-Oise et l'Oise occupent avec 58.000 ouvriers, plus de 30 % des travailleurs non nationaux. Toutefois, étant donné le développement formidable de cette industrie dans cette agglomération, étant donné surtout qu'elle fabrique des produits finis, nécessitant par conséquent des spécialistes avant tout, le nombre proportionnel des étrangers employés surtout aux travaux faciles mais rudes et pénibles de manœuvres, ne dépasse guère 13 % en moyenne pour la plupart des Italiens, des Espagnols et des Algériens.

La région de l'Est qui ne vient qu'au second rang si l'on considère le nombre absolu de ses étrangers, plus de 30.000, tient la tête par son pourcentage moyen supérieur à 33 %. Les deux départements de la Moselle et de la Meurthe-et-Moselle sont, par excellence, le domaine de la grosse production, de la métallurgie lourde. En ajoutant à ce caractère, celui du développement récent de cette industrie dans cette région, on comprendra facilement l'affluence de la main-d'œuvre étrangère et surtout la prédominance dans cette main-d'œuvre des éléments appartenant à l'immigration organisée : Italiens et Polonais.

Voici quel est le détail des nationalités représentées dans cette région :

Nationalités	Meurthe-et-Moselle	Moselle	Total
Italiens	9.700	4.875	14.575
Polonais	2.360	3.740	6.100
Belges	3.300	367	3.667
Luxembourgeois	727	1.845	2.572
Africains	450	235	685
Portugais	900	15	915
Russes	350	1.090	1.440
Suisses	82	128	210
Allemands	76	1.500	1.576
Tchécoslovaques	174	425	599
Divers	71	500	571
Total	18.190	14.720	32.910

Dans beaucoup d'usines en contact avec la frontière, la

majorité des ouvriers sont étrangers. Voici à titre d'exemple quelle est cette proportion pour certaines villes proches de la frontière luxembourgeoise ou sarroise : Villerupt 84 %, Audun-le-Tiche 78 %, Auboué 75 %, Longwy 74 %, Micheville 65 %, Senelle 64 %, Homécourt 62 %, etc.

La région de l'Ouest, à proximité d'un grand réservoir de main-d'œuvre — la Bretagne — a moins besoin de travailleurs étrangers. Le Calvados fait exception à cette règle. Le développement récent et surtout rapide de la métallurgie dans ce département a obligé les employeurs à recourir à l'immigration organisée surtout slave. Ce qui explique la prédominance des Polonais, des Russes, des Tchécoslovaques. Alors que la moyenne ne dépasse guère 10 % dans l'ensemble de cette région, elle est de 30 % pour le Calvados où l'on comptait en 1927 sur 11.350 ouvriers métallurgistes 3.500 étrangers dont plus de 80 % occupant des emplois de manœuvres.

La région du Nord comprenant les départements du Nord, du Pas-de-Calais, des Ardennes et de l'Aisne a une main-d'œuvre métallurgique étrangère d'environ 32.000 ouvriers formant près de 18 % de l'effectif total employé dans cette industrie. C'est une région de produits demi-ouvrés ou finis. Sa main-d'œuvre étrangère, nettement dominée par les frontaliers belges, est constituée surtout de spécialistes dont le nombre s'accroît au fur et à mesure que l'on s'approche de la frontière. Ainsi, alors que d'Aulnoye à Maubeuge 2.320 ouvriers belges formant 26 % du total travaillaient dans cette industrie, de Maubeuge à la frontière cette proportion s'élève à 60 % avec 4.725 unités dont 4.150 domiciliés en Belgique contre 3.100 Français.

Cette population frontalière belge est, comme dans toutes les autres branches de la production d'ailleurs, si intimement mêlée à la population ouvrière française qu'on ne peut vraiment pas parler de concurrence à propos d'elle. Elle est au surplus absolument nécessaire à l'économie de la région. Là où elle manque, comme à Jeumont par exemple, les employeurs sont obligés de faire appel à l'immigration

organisée qui fournit une main-d'œuvre sous tous rapports, inférieure.

Dans la région du Centre, Allier, Loire, Saône-et-Loire, Aveyron et Gard, nous pouvons observer plus que partout ailleurs le phénomène de la concentration des étrangers dans les grands établissements. Le Creusot comptait en 1929 sur un effectif de 12.000 ouvriers 2.270 étrangers, soit 19 % à la composition d'ailleurs extrêmement hétéroclite, marquant toutefois une certaine prédominance de l'élément slave notamment polonais et russe.

Dans la Loire, cette main-d'œuvre s'élevait à 20 % de l'effectif total dans plusieurs localités industrielles : Firminy, Unieux, Rive-de-Giers, Givors.

Dans le Gard, les foyers et fonderies de Tamaris avaient en 1927 un effectif composé de 55 % d'étrangers.

Malgré ces pourcentages individuels élevés, cette région qui comprenait en 1927, 105.000 ouvriers métallurgistes, n'avait qu'un effectif étranger de 11.000 travailleurs. C'est qu'ici domine l'industrie du produit fini, exigeant des gens du métier, des spécialistes. Le travailleur français aime ce travail technique qui nécessite, surtout dans les petits établissements où le travail à la chaîne n'existe pas, une initiative et une ingéniosité qui font défaut à l'ouvrier étranger slave qui n'a reçu aucune formation professionnelle spéciale.

Dans les régions frontières de la Suisse, de l'Italie et de l'Espagne la métallurgie, comme il fallait s'y attendre, compte beaucoup d'étrangers. La proportion est de 17 % dans le Doubs : 6.330 sur 36.700; elle s'élève à 45 % dans le département des Alpes-Maritimes qui comprend plus de 3.000 italiens sur 7.300 métallurgistes formant l'effectif ouvrier total. Dans la région pyrénéenne : 20 % sont étrangers dans les Pyrénées-Orientales, 27 % dans l'Ariège, 19 % dans les Basses-Pyrénées.

En définitive la grande majorité des ouvriers étrangers métallurgistes sont occupés à des travaux inférieurs de manœuvres ou à des travaux à la chaîne qui ne requièrent qu'un apprentissage très rapide. Nombreux dans les grands

établissements, ainsi que dans les entreprises de formation récente et de développement rapide, ils complètent, malgré leur pourcentage quelquefois élevé, la main-d'œuvre française beaucoup plus qu'ils ne la concurrencent.

§ 5. *L'industrie hôtelière*

Le ministère du Travail a fait effectuer au cours des années 1930 et 1931 des enquêtes sur l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans diverses branches de l'économie du pays.

Ces documents, ainsi que nous l'avons déjà dit n'ont malheureusement pas été publiés. Seule l'enquête, concernant les hôtels, a été rendue publique.

Déjà en 1927 une enquête similaire avait été effectuée. Elle avait porté sur 952 hôtels répartis sur l'ensemble du territoire et occupant un personnel total de 32.845 travailleurs dont 24.529 français et 8.316 étrangers; elle avait révélé les proportions respectives de 74,69 % et 25,31 %.

L'enquête effectuée en 1930 a porté sur un nombre plus grand d'hôtels — 1.451 — exploités dans 19 grandes villes et 42 stations hydrominérales, balnéaires ou climatiques situées dans les Vosges, les Pyrénées, les bords de l'Océan, de la Manche et de la Côte d'Azur et enfin dans le Massif Central, occupant un personnel total de 40.007 personnes dont 9.789 étrangers, soit 24,46 %.

En comparant entre elles les proportions des étrangers employés dans les hôtels, telles qu'elles résultent de ces deux enquêtes, nous constatons une diminution de 0.85 % et ce malgré une extension du champ de la seconde enquête par rapport à celui de la première. Une extension, encore plus large l'aurait certainement abaissée davantage. Le personnel stable, en effet, des petits hôtels des grandes villes, est composé presque entièrement de Français.

Les pourcentages de 25.31 et de 24.46 constituent des moyennes générales, établies en considération de l'en-

semble des stations balnéaires, climatiques et touristiques; elles cachent de grandes différences entre les régions.

Ainsi, alors que la proportion des travailleurs étrangers ne dépassait guère 14,10 % en 1927 et 12,75 % en 1930 pour l'ensemble des grandes villes, le Massif Central accusait, aux mêmes époques, les proportions respectives de 51,06 et 50,58 %.

D'ailleurs entre les grandes villes elles-mêmes existaient de très grands écarts. Paris, Lille, Lyon, présentaient respectivement 14, 12 et 15 % d'étrangers dans leurs hôtels alors que Nancy, Nantes, Bordeaux et Rouen, n'avaient que 2,3, 1,5 et 6 %.

Au point de vue de l'importance du total du personnel employé par rapport aux 40.007 personnes enquêtées, la Côte d'Azur vient en tête avec 11.412. Elle est suivie par Paris où l'enquête a porté sur 6.484 personnes. Viennent ensuite les grandes villes 5.391, les plages de la Manche 5.154, celles de l'Océan 4.109, le Massif Central 3.586, les stations pyrénéennes 2.300, et enfin les Vosges où l'enquête n'a porté que sur un personnel global de 1.571 employés.

Le tableau (C) indique par région, la répartition des effectifs français et étrangers employés dans l'industrie hôtelière en 1927 et en 1930.

Voir tableau ci-contre)

Il ressort de ce tableau que l'effectif étranger est en diminution dans toutes les régions à l'exception des Pyrénées où la proportion des employés étrangers s'est accrue de plus de 2 % passant en l'espace de trois années de 13.22 % à 15.34 %.

C'est dans les hôtels du Massif Central qu'on rencontre la plus grande proportion de travailleurs étrangers avec 50.58 %. Viennent ensuite les plages de la Côte d'Azur avec 36.34, les stations des Vosges avec 24.12, les plages de la Manche avec 17.94, les stations des Pyrénées avec 15.34, Paris avec 14.23, les plages de l'Océan avec 13.60 et enfin les grandes villes avec 12.76 %.

N° 1. — Comparaison des effectifs français et étrangers employés dans l'industrie hôtelière en 1927 et en 1930

Villes et Régions	Nombre d'hôtels visités		Personnel total		Personnel français		Etrangers		Proportion des travailleurs étrangers	
	1927	1930	1927	1930	1927	1930	1927	1930	1927	1930
Ensemble des Grandes villes, sauf Paris.....	194	230	4.461	5.391	3.830	4.703	631	688	14,14 %	12,76 %
Paris	50	41	7.121	6.484	6.028	5.561	1.093	923	15,3 %	14,23 %
Stations des Vosges	59	59	1.511	1.571	1.073	1.192	438	379	28,98 %	24,12 %
Plages de l'Océan	177	188	3.804	4.109	3.282	3.550	522	559	13,72 %	13,60 %
Stations des Pyrénées	102	109	2.163	2.300	1.877	1.947	286	353	13,22 %	15,34 %
Massif Central	136	136	3.707	3.586	1.724	1.772	1.983	1.814	51,06 %	50,58 %
Plages de la Manche	139	148	5.745	5.154	4.355	4.229	1.390	925	24,19 %	17,94 %
Plages de la Côte d'Azur ..	95	540	4.333	11.412	2.360	7.264	1.973	4.148	45,53 %	36,34 %
Total	952	1.451	32.845	40.007	24.529	30.218	8.316	9.789	25,31 %	24,16 %

Cet ordre a varié d'un recensement à l'autre. L'enquête de 1927 révèle, en effet, les pourcentages suivants : 51.06 pour le Massif Central; 45.53 pour les plages de la Côte d'Azur, 28.98 pour les stations des Vosges; 24.19 pour les plages de la Manche; 15.3 pour Paris; 14.14 pour les grandes villes; 13.72 pour les plages de l'Océan et 13.22 pour les stations des Pyrénées.

Les plus grands écarts dans ces pourcentages se rencontrent dans les « plages de la Côte d'Azur » où, l'on constate, d'une enquête à l'autre, une diminution de près de 10 % — 9.19 % exactement — dans les plages de la Manche 6.25 %; dans les stations des Vosges 4.86 %. Les autres écarts varient de quelques centièmes à 3 %. La proportion des travailleurs étrangers a donc diminué partout. Seules les stations pyrénéennes font exception en accusant en 1930 un pourcentage de 15.34 supérieur, de plus de 2 % à celui constaté en 1927 et qui était de 13.22.

Comment expliquer ces variations? Sont-elles l'expression de l'accroissement du personnel français concomitante à la diminution du personnel étranger? Ou sont-elles dues à un certain débauchage dans l'ensemble du personnel, débauchage qui aurait atteint davantage l'effectif étranger?

Il semble que pour les plages de la Côte d'Azur, la diminution constatée dans le pourcentage, soit dans une large mesure à l'extension du champ d'investigation. Alors que l'enquête de 1927 n'avait porté que sur 95 hôtels; celle de 1930 en a atteint 540; le personnel total occupé qui était de 4.333 en 1927 était de 11.412 en 1930.

A mesure qu'on s'éloigne des très grands hôtels, le pourcentage des étrangers diminue. « C'est dans les hôtels de luxe... que la proportion de la main-d'œuvre étrangère est la plus considérable. Dans ces maisons, les employés immédiatement en contact avec la clientèle : concierges, portiers, chasseurs, bagagistes, préposés aux ascenseurs, sont presque tous de nationalité étrangère. Aussi bien, alors que la proportion des étrangers dans l'ensemble des

hôtels des stations touristiques et balnéaires est en moyenne de 32 %, cette proportion s'élève à 78 dans les seuls hôtels de la première catégorie. Dans les hôtels des 2^e et 3^e catégories, la proportion est un peu moins élevée, mais se maintient encore à 60 %. Par contre, dans les hôtels de la 4^e catégorie, dont la plupart emploient moins de 20 personnes, il n'y a que 18 % d'étrangers¹. » Cette proportion s'abaisse encore davantage si l'on considère les petits hôtels et tombe au-dessous de 3 % dans les très petits hôtels employant cinq travailleurs au plus.

Le nombre des hôtels des plages de la Manche visités en 1927 et en 1930 est de 139 et 148. A cette augmentation de neuf unités correspond une diminution du personnel total de 5.745 à 5.154.

Cette réduction, due, sans doute, à un besoin d'économie que la contraction du chiffre d'affaires a rendu nécessaire, a atteint, quoique inégalement, et le personnel français et le personnel étranger. Le premier a vu ses effectifs décroître de 4.355 à 4.229 subissant une perte de 126 unités correspondant à 3 %; la 2^e est passé de 1.390 à 925, soit une diminution de 33 %.

La clientèle anglo-saxonne, éprouvée par la crise économique s'est restreinte rendant moins nécessaires les services de travailleurs étrangers. Ainsi s'explique ce recul constaté d'une enquête à l'autre de 24.19 % à 17.94 %. Cette proportion s'est certainement beaucoup abaissée dans le cours de l'année 1931 et doit décroître encore. Une enquête qui serait faite actuellement, octobre 1932, ne révélerait sans doute pas une proportion supérieure à 10 %.

La diminution du pourcentage de la main-d'œuvre étrangère est encore sensible dans les hôtels des stations des Vosges. Ce pourcentage qui était de 28.98 % en 1927 est devenu 24.12 % en 1930. Ici le nombre des hôtels visités est resté exactement le même dans les deux enquêtes : 59. Le personnel total est passé de 1.511 à 1.571; soit une augmentation de 60 employés se traduisant par une di-

1. Georges Mauco, *Les étrangers en France*, 1932, p. 263.

minution du même ordre de l'effectif étranger passant de 438 à 379 et par un accroissement double de la main-d'œuvre nationale qui a gagné 119 unités. L'élimination du travail étranger se poursuit lentement mais sûrement, rendant moins brutale et plus facile l'application de la loi du 12 août 1932 sur la protection de la main-d'œuvre nationale que nous analysons dans le chapitre V.

Dans cette réduction générale du pourcentage des travailleurs étrangers, seules les stations des Pyrénées font exception. Ici le pourcentage s'est élevé d'une enquête à l'autre de 13.22 % à 15.34 %. Au nombre plus grand des hôtels visités, 109 au lieu de 102, correspond un personnel total de 2.300 personnes supérieur de 137 unités à celui résultant de l'enquête de 1927. Cette augmentation s'est distribuée par parts presque égales donc par proportions très inégales entre le travail français et le travail étranger dont les nombres d'unités ont passé respectivement de 1.877 à 1.947 et de 286 à 353.

Connaissant la proportion approximative des étrangers occupés dans l'industrie hôtelière, nous allons chercher :

- 1^o Comment ils se répartissent au point de vue de la nationalité;
- 2^o Quelle est cette répartition dans les diverses régions;
- 3^o Quelle est leur répartition professionnelle.

I. — Répartition des étrangers par nationalité.

Les différentes nationalités sont loin de se partager également les différents travaux que l'industrie hôtelière leur offre. Une très grande inégalité règne entre elles. L'élément italien domine de beaucoup représentant plus de la moitié de l'ensemble des étrangers : 63.88 %.

Loin derrière viennent les Espagnols avec 7.74 %, suivis des Suisses 6.83 %, des Tchécoslovaques 2.81 %, des Belges 2.54 %, des Russes et des Allemands 1.75 %, des Anglais 1.20 %.

Diverses autres nationalités : Portugais, Grecs, You-

goslaves, Arméniens, Turcs..., forment un pourcentage de 11.45.

Il est intéressant de connaître le pourcentage de chacune de ces nationalités par rapport à la totalité du personnel (français et étranger).

L'enquête de 1930 a révélé que sur 9.789 étrangers, 6.254 étaient Italiens, 758 Espagnols, 669 Suisses, 276 Tchécoslovaques, 249 Belges, 172 Russes, 172 Allemands et 118 Anglais. De plus, 1.121 personnes appartenaient à des nationalités diverses.

En comparant ces chiffres au nombre de 40.007 représentant la totalité du personnel dans les hôtels envisagés, nous aurons les pourcentages suivants : Italiens 15.63; espagnols 1.89; Suisses 1.67; Tchécoslovaques 0.68, Belges 0.62, Russes 0.42, Allemands 0.42; Anglais 0.29; divers 2.80. Total : 24.45 %.

II. — Répartition par nationalités dans les diverses régions

Nous pouvons, d'ores et déjà, connaissant la prépondérance de l'élément italien dans le travail des hôtels, prévoir que cet élément sera dispersé partout et viendra, dans toutes les régions concurrencer l'élément étranger qui s'y trouve prédominant.

Cette prévision se trouve vérifiée et ce sont les Italiens qui dominent partout exception faite des plages de l'Océan et des stations pyrénéennes où l'élément espagnol l'emporte, quoique faiblement sur l'élément italien. D'ailleurs, quand l'importance d'une station ou d'une plage est trop grande l'Espagnol cède le pas à l'Italien. Ainsi, par exemple à Luchon ou à La Baule, la main-d'œuvre hôtelière italienne est plus conséquente que la main-d'œuvre espagnole.

Malgré sa grande dispersion, la main-d'œuvre hôtelière italienne se concentre en masses compactes dans certains centres, dans certaines régions. Ainsi 50 % du nombre total de cet élément réside dans les plages de la Côte d'Azur, 22 % dans le Massif Central et 9 % dans les plages de la

Manche. D'ailleurs dans les stations du Massif Central les Italiens ne constituent pas moins de 80 % des travailleurs étrangers.

Cette prédominance italienne considérable est légèrement atténuée dans les villes où, en général, toutes les nationalités se rencontrent comme dans un carrefour et se limitent mutuellement. Toutefois, les hôtels de Lyon et de Marseille — villes plus proches de la frontière italienne — font exception et occupent respectivement 108 à 104 Italiens sur un effectif étranger total de 156 et 185 employés.

Les Espagnols se cantonnent dans les plages de l'Océan et surtout dans les stations pyrénéennes qui occupent 63 % du nombre total des Espagnols. Des groupes assez importants se rencontrent également dans les villes de la région du Sud-Ouest : 39 à Toulouse, 39 à Perpignan, 17 à Bordeaux.

Malgré leur proximité de la frontière suisse, les stations des Vosges n'occupaient qu'une vingtaine de citoyens helvétiques contre 350 Italiens. Plus sédentaires que ces derniers ils préfèrent les emplois stables. Aussi les rencontre-t-on nombreux à Paris (187 sur un total de 669) et dans les plages de la Côte d'Azur, 353.

Les autres nationalités sont trop peu représentées pour mériter une mention spéciale.

III. — Répartition professionnelle des employés d'hôtels étrangers.

Les étrangers sont répartis très inégalement entre toutes les catégories professionnelles relevant de l'industrie hôtelière.

Dans les hôtels de luxe, ils occupent souvent les emplois de direction. On leur réserve aussi les postes qui sont en contact immédiat avec la clientèle. Les concierges, les portiers, les chasseurs, les bagagistes, les préposés aux ascenseurs sont presque tous de nationalité étrangère.

Dans les hôtels de 2^e et 3^e catégorie, beaucoup d'étrangers remplissent les emplois de directeurs. On en compte 57 % à Menton, 34 % à Lille. Quant aux maîtres d'hôtels 62 % sont étrangers à Menton, 44 % à Marseille, 24 % à Nice...

Les garçons d'étage sont fréquemment choisis parmi les étrangers. On en rencontre 46 % à Marseille, 70 % à Fréjus et à Saint-Raphaël, 92 % à Menton.

La proportion des étrangers est faible en ce qui concerne les cuisiniers. On peut dire qu'elle ne dépasse jamais 10 %. Souvent elle est nulle.

Mais c'est principalement dans les postes de l'office qu'on rencontre le plus grand nombre et la plus grande proportion d'étrangers. Ainsi, la proportion des plongeurs étrangers atteint 27 % à Lille et à Metz, alors que, par rapport à l'effectif total, les hôtels de ces deux villes n'ont pas plus de 10 % d'étrangers. A Paris 29 % des plongeurs sont étrangers alors que la proportion de ceux-ci dans le personnel total est de 14.23 %. Cette proportion est largement dépassée dans les grandes villes du Midi 61 % à Marseille, 74 % à Nice, 88 % à Cannes et 96 % à Menton.

Conclusion. — A quoi doit-on attribuer l'importance de cette main-d'œuvre étrangère dans l'industrie hôtelière?

D'abord le caractère saisonnier de l'industrie hôtelière dans les stations balnéaires, climatiques et touristiques, fait que cette industrie convient mal à la main-d'œuvre nationale, qui préfère un emploi stable, où elle soit à l'abri des vicissitudes capricieuses du temps.

Mais surtout la main-d'œuvre étrangère répond à une nécessité : celle de satisfaire la clientèle touristique, qui chaque année déferle sur la France. Elle « contribue ici à l'exploitation d'une source de richesses considérable. En 1929, la France reçut 759.000 Anglais, 535.000 Espagnols, 225.000 Américains. Les seuls Américains ont laissé en France environ 5 milliards et l'Office national de Tourisme estimait à 15 milliards l'ensemble des dépenses des touristes étrangers, dont cinq milliards pour Paris, dans le commerce de

luxe, les spectacles et les hôtels; 5 milliards aux stations thermales et autant aux centres touristiques. Au surplus la forte proportion des étrangers dans l'hôtellerie, due en partie à des besoins réels de main-d'œuvre, en partie à des nécessités professionnelles et justifiée par le développement du tourisme étranger, ne saurait être facilement réduite. Certains hommes politiques ont déposé inconsidérément des projets de la loi interdisant la direction d'hôtels aux étrangers et limitant à 10% leur proportion dans la main-d'œuvre totale. Si pareille mesure était prise se serait pour un grand nombre d'hôtels la nécessité de fermer leurs portes faute de main-d'œuvre qualifiée. D'autre part, en ce qui concerne les cadres, la question de qualité est primordiale; et la concurrence ici ne peut être assimilée à la concurrence quantitative, comme pour les ouvriers. Par ailleurs, le directeur est souvent l'agent de contrôle sur place des capitaux étrangers investis dans l'affaire et protégés par les accords diplomatiques¹ ».

1. Georges Mauco, *Les étrangers en France*, 1932, p. 264.

CHAPITRE V

LOI DE PROTECTION DU TRAVAIL NATIONAL DU 12 AOÛT 1932

La législation antérieure notamment la loi du 11 août 1926 s'avéra insuffisante pour protéger le travail national. Elle laissait toute liberté aux employeurs, industriels, commerçants, agriculteurs dans le choix de leur personnel. Aucune obligation légale ne venait les contraindre à donner la préférence à la main-d'œuvre nationale sur la main-d'œuvre étrangère. Seules des raisons de sentiments, de solidarité nationale, de patriotisme militaient en faveur du travailleur français.

Cet état de fait, cette absence de réglementation en un domaine où la concurrence pouvait devenir âpre, où le laisser-faire pouvait occasionner des déboires, ne pouvait durer. Le recul général et universel de la thèse libérale, au point de vue économique, la réglementation de plus en plus sévère et restrictive des principales marchandises — objets fabriqués, denrées alimentaires, matières premières — devaient forcément appeler l'attention sur cette marchandise spéciale, qu'est le travail humain.

C'est à la nation considérée dans son ensemble que revient l'ensemble, la totalité du travail national. C'est ce principe qui a motivé la réglementation de l'immigration et qui a inspiré toutes les législations qui réservent aux citoyens du pays la préférence dans le travail national.

Jusqu'à présent la France n'avait pas senti la nécessité d'une réglementation quelconque. Son besoin urgent de

main-d'œuvre l'obligeait non seulement à accueillir tous les travailleurs étrangers en quête d'emploi, mais même à aller les chercher dans leur pays. Les traités et conventions qui se sont échelonnés sur ces douze dernières années sont l'expression de ce besoin et témoignent de son ampleur. Il semble qu'actuellement la situation se soit renversée. Le déficit existant jusqu'ici dans la main-d'œuvre industrielle et commerciale a fait place à un excédent rendant disponible un nombre croissant de travailleurs qui viennent peser sur l'économie du pays en tombant à la charge de la nation. La crise en fermant certains débouchés; en resserrant d'autres, a obligé l'économie du pays à diminuer son activité, diminution qui s'est traduite par la fermeture de certaines usines, par le ralentissement de la marche de certaines autres, obligeant les employeurs à réduire leurs effectifs. Les conditions économiques générales qui s'étaient légèrement améliorées dans le cours du deuxième trimestre de l'année 1931 tendaient à redevenir mauvaises. La situation s'aggravait même; le nombre des chômeurs augmentait et l'approche de l'hiver n'était guère propice à une reprise des affaires.

Une certaine opinion, alimentée, sinon créée par une partie de la presse aussi ignorante que démagogique rendait le pauvre travailleur étranger seul responsable du chômage, de la diminution des salaires et de l'abaissement du standard of life ouvrier qui en résultait.

Il suffit, affirmait un grand quotidien, de rapatrier un nombre de travailleurs étrangers équivalent au nombre des sans-travail pour résoudre la crise immédiatement et comme par l'effet d'une baguette magique. Il devait ignorer sans doute ce quotidien qu'il n'y a pas de travailleurs étrangers en Angleterre, que les Etats-Unis ont fermé hermétiquement leurs frontières et que, malgré ces précautions, je dirais presque à cause d'elles, ces deux pays ont respectivement deux millions et demi et onze millions de chômeurs.

Quoi qu'il en soit une réglementation du travail étranger est devenue nécessaire. L'opinion publique la réclamait, le pouvoir législatif allait la lui donner.

Section I. — Historique de la loi du 12 août 1932.

Nous pouvons distinguer dans l'élaboration de la loi du 12 août 1932, quatre étapes.

La première est celle de la naissance de l'idée de réglementation matérialisée, pour ainsi dire, par le dépôt sur le bureau de la Chambre des députés, dès la rentrée du Parlement pour la session extraordinaire de novembre 1931, de diverses propositions de loi et d'une proposition de résolution, dont nous allons étudier, succinctement, l'économie.

La seconde étape comprend l'étude faite par la Commission du travail de la Chambre de ces propositions. Cette étude, aidée par les avis éclairés des divers services du ministère du Travail et par la haute compétence du Conseil national de la main-d'œuvre, a abouti au dépôt d'une nouvelle proposition de loi¹ qui est venue, en discussion à la Chambre des députés le 11 décembre 1931.

La troisième étape comprend la discussion et le vote par la Chambre des députés de la loi tendant à la protection de la main-d'œuvre nationale.

La quatrième étape est celle du vote de la loi par le Sénat et de sa promulgation par le pouvoir exécutif.

Première étape. — Dès sa rentrée pour la session extraordinaire de novembre 1931, la Chambre s'est trouvée devant trois propositions de loi et une proposition de résolution tendant à réglementer l'emploi de la main-d'œuvre étrangère.

Propositions de loi :

1^o De M. Amidieu du Clos contre le chômage tendant à assurer aux travailleurs de nationalité française un droit de priorité sur le travail national ;

1. Cette proposition a été annexée au procès-verbal de la séance de la Chambre des députés du 26 novembre 1931.

2^o De M. Charles Lambert et plusieurs de ses collègues, membres du parti républicain radical et radical-socialiste, tendant à protéger la main-d'œuvre française par le contingentement de la main-d'œuvre étrangère dans les entreprises;

3^o De M. de Tastet et plusieurs de ses collègues tendant à la protection de la main-d'œuvre nationale;

4^o A ces trois propositions déposées à la séance du 12 novembre 1931 vont s'ajouter le 17 du même mois une proposition de M. Ramadier et de ses collègues du parti socialiste tendant à réglementer l'emploi de la main-d'œuvre étrangère pendant la durée de la crise économique.

5^o Proposition de résolution de M. Lerolle et plusieurs de ses collègues, membres du groupe des démocrates populaires tendant à inviter le gouvernement à prendre certaines mesures urgentes pour venir au secours des chômeurs.

A tous ces documents renvoyés à la commission du travail, il faut joindre une proposition de loi de M. Ledoux et qui fut renvoyée à la Commission des finances. Cette proposition tend simplement à faire verser par les employeurs de main-d'œuvre étrangère une taxe proportionnée au nombre des journées de travail effectuées par les ouvriers étrangers.

Déjà à la session ordinaire de 1931, la Chambre a eu à connaître d'une proposition de résolution et de deux propositions de loi. La proposition de résolution, présentée par M. le député Perreau-Pradier avait pour objet d'inviter le gouvernement à prendre certaines mesures au sujet de la main-d'œuvre étrangère.

Par cette proposition, la Chambre invitait le gouvernement « à prendre toutes mesures utiles pour que les étrangers qui viennent en France sous le couvert d'un travail agricole soient tenus de rester au moins deux ans dans l'agriculture ». Le renvoi dans le pays d'origine serait la sanction de la rupture du contrat avant l'expiration de ce délai.

Cette proposition tendait à un double but : d'une part protéger l'agriculture en empêchant la main-d'œuvre étran-

gère de désertir les travaux agricoles pour lesquels elle a été introduite; d'autre part, protéger le travail national en interdisant à cette main-d'œuvre de venir, en s'offrant, peser sur le marché.

Les propositions de loi émanaient l'une de M. Lambert et est annexée au procès-verbal de la première séance du 11 février 1931, l'autre de MM. Joseph Denais, Malingre et Lucien Besset. Cette dernière a été renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales, la première à la Commission de l'Administration générale, départementale et communale. Cette seconde proposition reconnaît l'utilité et même la nécessité dans les périodes de grande activité économique de la présence d'un grand nombre de travailleurs étrangers sur le territoire français. Elle vise à assurer au travail français, dans toute la mesure désirable, la préférence sur le travail étranger ». Nous devons « la préférence » dit l'exposé des motifs, ce qui suppose qu'à égalité d'aptitudes, de valeur technique, de rendement, l'employeur ait un avantage appréciable à rechercher le concours des Français plutôt que des étrangers ». Comment y parvenir? Simplement en frappant l'employeur d'une taxe spéciale légale à 20 % du salaire journalier ou des traitements mensuels payés par lui à des ouvriers ou employés étrangers. Pour ne pas gêner l'activité économique en période d'essor, cette taxe ne jouera qu'en temps de crise et « lorsque le nombre des chômeurs de nationalité française dans une profession déterminée atteint un pourcentage égal ou supérieur à 10 % de l'effectif des professionnels dans le ressort de la caisse de chômage.

Proposition Lambert. — De toutes les propositions déposées au cours des débats sur le chômage en février 1931, la proposition Lambert est la plus importante et la plus complète. Tout en protégeant le travail national elle vise à doter les étrangers d'un statut légal. Son titre d'ailleurs l'indique clairement.

« Proposition de loi tendant à donner un statut aux étrangers et à organiser rationnellement l'immigration

étrangère. » C'est un véritable monument législatif. Elle comprend trente-cinq articles divisés en trois titres. Le titre premier envisage le statut des étrangers et est divisé lui-même en sous-titres traitant :

- a) de l'admission des étrangers,
- b) du séjour en France des étrangers non salariés,
- c) du séjour en France des salariés étrangers,
- d) du renouvellement de validité et de l'échange du permis de séjour,
- e) de dispositions générales.

Un second titre prévoit la création, l'organisation et le fonctionnement d'un Commissariat général de l'immigration doté de l'autonomie financière et chargé, sous la direction du ministère de l'Intérieur auquel il est rattaché, de s'occuper et de résoudre toutes les questions intéressant à un degré quelconque les étrangers en France sans distinction de travailleurs ou de non-travailleurs.

Un troisième et dernier titre intitulé : « Dispositions diverses » charge le ministre de l'Intérieur aux lieu et place des ministres du Travail et de l'Agriculture de l'application de l'article 82 *a* du livre premier du Code du travail en ce qui concerne les conditions dans lesquelles certains groupements peuvent être autorisés à recruter à l'étranger et à introduire en France de la main-d'œuvre étrangère. L'exposé des motifs de cette proposition de loi est extrêmement intéressant.

D'abord pourquoi donner un statut aux étrangers ?

L'idée d'un statut vise un double but. Le volume de l'immigration qui atteint de 1920 à 1929, 1.793.740 individus pour la seule immigration organisée rend nécessaire une réglementation. Il est impossible de laisser plus longtemps, au hasard des circonstances, un courant social aussi important et qui peut avoir sur la vie économique, démographique et politique de la nation, les conséquences les plus grandes. Il est urgent de le dompter, de le canaliser, d'en suivre l'évolution et le cours dans ses plus infimes méandres. Endiguons ce torrent de façon à nous en rendre

maîtres dans toute la force du terme, pour pouvoir nous en servir à notre gré, soit pour donner de l'essor à notre industrie, soit pour défricher nos terres.

Sans texte législatif posant un fondement solide, les dispositions réglementaires deviennent touffues, compliquées et nombreuses. La meilleure volonté se perd dans le dédale enchevêtré des différents décrets qui sont venus modifier celui du 2 avril 1917 constituant la charte des étrangers et instituant une carte d'identité délivrée à tous ceux, devant résider en France plus de quinze jours et âgés de plus de 15 ans.

Ce texte fondamental reçut en douze ans, huit modifications successives : le 21 avril 1917, le 18 novembre 1920, le 6 juin 1922, le 25 octobre 1924, le 9 septembre 1925, le 30 novembre 1926, le 20 janvier 1928 et le 11 juillet 1929.

Ces modifications successives ne peuvent que nuire à la bonne application de la réglementation. D'autre part « aucune règle, aucune politique ne préside à la répartition de l'immigration ouvrière entre les différentes nationalités ».

Mais l'idée qui a inspiré cette proposition de loi et qu'on retrouve, identique, dans l'exposé des motifs de la seconde proposition, déposée en novembre 1931, est une idée d'ordre économique. Il s'agit avant tout de donner un statut aux étrangers se trouvant sur le territoire français pour pouvoir mettre plus d'harmonie entre les différents facteurs dont le concours est nécessaire à la production. « Il n'est que trop certain, dit M. Lambert, que le mouvement giratoire que ne canalise aucune barrière, se détourne de nos campagnes dépeuplées où il eût été souhaitable de l'y recevoir, pour se diriger vers les grands centres, dans les grandes villes déjà pléthoriques, qui aspirent journallement la population de nos champs, où les logements déjà fort rares sont devenus introuvables et où trop souvent les travailleurs français ont été dépossédés de leurs situations par des ouvriers venus en France avec des contrats leur permettant de défier toute concurrence. Qu'il s'agisse de l'industrie hôtelière ou des usines, les ouvriers étrangers

ont fait prime et leur trop grand nombre est assurément un des facteurs principaux du chômage actuel¹. »

Donc le statut des étrangers est absolument nécessaire pour protéger le travail national contre une concurrence dangereuse et à la paix économique et à la paix sociale.

Les quatre propositions de loi déposées, à l'occasion des débats sur le chômage et tendant, à adoucir la crise en réglementant la main-d'œuvre étrangère, préconisent deux moyens : le pourcentage de cette main-d'œuvre (propositions Lambert, de Taste et Ramadier) ou sa taxation (proposition Amidieu du Clos).

Dans son exposé des motifs, M. Amidieu du Clos s'étonne que toutes les formes de l'activité nationale soient largement protégées d'une manière ou d'une autre, tantôt par des droits progressifs allant jusqu'à devenir prohibitifs, tantôt par des recherches d'origine ou par des contingentements sévères — à l'exception toutefois de la forme la « plus émouvante de l'activité nationale » qu'est la « main-d'œuvre ». Aucune réglementation, aucune loi ne vient ou simplement prohiber, taxer, ou continger l'emploi du travail étranger sur le sol français. Cette absence de législation, fait naître un afflux perpétuel, ininterrompu, croissant de main-d'œuvre étrangère qui vient concurrencer la main-d'œuvre nationale, peser sur l'équilibre instable du marché du travail. L'éviction du Français par l'étranger en résulte.

Comment faire cesser cet état de choses. Sans obliger l'employeur à ne se servir que du travail national qui peut devenir introuvable, faisons en sorte qu'il ait intérêt à lui donner la préférence, et ce par une taxe, par une dime prélevée sur le travail étranger. Taxe très faible, bénigne de façon à ce qu'en temps normal, elle ne puisse pas peser sur l'activité économique, taxe, dont le taux de 15 centimes par jour et par ouvrier, ira en croissant et se modèlera sur l'évolution du chômage en temps de crise.

Sa proposition de loi contenue en 5 articles réglemente

1. M. Charles Lambert, Annexe 4511, 1.^{er} S. du 11 fév. 1931.

la perception et l'usage de cette taxe. En période de chômage cette taxe s'élève automatiquement. Elle est portée à 50 centimes dès que le nombre total des chômeurs sera de 44.500 correspondant à 500 par département. Elle devient 2 fr. par jour et par travailleur étranger dès que la totalité des chômeurs atteindra 89.000 correspondant à 1.000 par département.

Au delà de ce chiffre et à chaque accroissement du nombre des chômeurs de 89.000 unités nouvelles, la taxe se trouve augmentée de 1 franc.

Inversement chaque fois que les statistiques officielles accuseront une diminution de 89.000 unités, la taxe sera réduite de 1 fr. Si cette diminution ramène le nombre des chômeurs à un chiffre inférieur à 1.000 par département la taxe ne sera plus que de 0, 50, pour retomber au taux normal et permanent de 0,15 centimes quand le nombre des chômeurs ne dépassera pas 44.500. Il s'agit sans doute de chômeurs inscrits aux fonds publics de chômage, aucune autre statistique ne saisit, d'une manière suffisamment précise, le nombre des sans-travail.

A quoi serviront ces sommes ? L'art. 2 nous le dit, dans son 3^e alinéa ainsi conçu : « Les sommes ainsi récoltées serviront à préparer, d'avance, la base des fonds de chômage départementaux pouvant devenir nécessaire en cas de crise reconnue et déclarée seulement ». L'usage de ces fonds ne peut avoir lieu qu'après déclaration officielle d'un état général de crise.

La perception de cette petite taxe de 15 centimes pourrait faire naître une trop grande accumulation de millions; leur indisponibilité et leur retrait de la circulation pourrait gêner le commerce et l'industrie. Pour éviter cet inconvénient, il est prévu que la perception de la taxe s'arrêterait automatiquement lorsque les sommes totales viendraient à atteindre 10 francs par tête d'habitants du département, chiffrés d'après le dernier recensement quinquennal. Cette taxe est contraire aux traités en vigueur qui stipulent l'égalité de traitement entre les nationaux et les étrangers.

La proposition de loi de M. de Taste et des membres du parti républicain démocrate est contenue dans les 2 petits articles suivants :

Article premier. — Dans chaque département, la proportion d'ouvriers étrangers pouvant être employés dans chaque industrie ou commerce ne pourra dépasser un pourcentage fixé par décret, dans chaque profession.

Art. 2. — Les décrets visés à l'article premier seront pris après consultation des Chambres syndicales et du conseil supérieur du travail.

Cette proposition de loi, au fond, ne réglemente rien du tout. Elle se décharge sur le gouvernement. C'est une autorisation générale qui lui est donnée pouvant être employée dans l'industrie et dans le commerce. Cette détermination doit être spéciale et viser chaque catégorie professionnelle individuellement.

A quoi attribuer cette prudence, cette circonspection ? C'est que les auteurs de cette proposition de loi tout en reconnaissant la nécessité, voire l'urgence d'une réglementation dans ce domaine, font remarquer que dans certaines industries la suppression de la main-d'œuvre étrangère constituerait pour l'économie nationale une véritable catastrophe car dans ces industries la main-d'œuvre française, là où elle n'a pas disparu, a diminué considérablement.

Appliquer la rigueur brutale d'un pourcentage quelconque dans les mines, dans les sucreries équivaldrait à brider leur essor, à arrêter leur évolution, à les figer dans une immobilité et sans doute à les condamner à une mort lente mais sûre.

Le travail du charbon occupait en 1927, sur un effectif total de 335.000 personnes, 136.000 étrangers; soit 40 % de la population minière. Ce pourcentage global considérable s'élève encore si on fait abstraction du travail au jour — entretien et fonctionnement des machines produisant l'énergie, services de remonte et de descente, services du matériel, triage etc... — pour ne considérer que le travail au fond. Il atteint alors et même il dépasse la moitié de l'effectif. Comprendre cette industrie dans une règle-

mentation générale de la main-d'œuvre étrangère, qu'est-ce sinon la condamner à une mort inévitable ? Par qui remplacera-t-on ces manœuvres qui remplissent les tâches les plus ingrates, les plus salissantes ? Où trouver les travailleurs français qui voudraient bien s'atteler à ces besognes accablantes, dangereuses, où le travail, vu le caractère spécial des mines françaises, ne peut qu'être essentiellement manuel. « La houillère française avec son gisement irrégulier, ses toits ébouleux, est aujourd'hui et ne cessera pas d'être, plus qu'aucune industrie, dépendante de l'outil humain, quelque effort d'organisation qui puisse être tenté. »

Une réglementation générale qui limiterait la main-d'œuvre étrangère à un pourcentage déterminé, sans tenir compte de la diversité des besoins particuliers à chaque industrie, qui légiférerait *in abstracto*, est nécessairement appelée à être violée, à être transgressée.

Dans l'exposé des motifs nous lisons : «... il apparaît immédiatement impossible de prendre une mesure générale ».

A cette objection, purement économique, tenant aux besoins en main-d'œuvre de certaines industries, l'exposé des motifs en ajoute une autre d'ordre international provenant de nombreux traités et conventions, actuellement en vigueur, qui ont réglé la question de la main-d'œuvre.

Bien que tous ces traités et conventions soient dénonçables annuellement, les pays intéressés opposent à leur dénonciation une résistance énergique. Le ministère des Affaires étrangères lui-même, par politique internationale, appuie ces résistances.

Comment concilier, donc, ces intérêts si divers, si contraires mêmes ?

D'une part, le monde du travail, qui fait entendre des plaintes que sa situation malheureuse actuelle justifie, qui réclame la diminution du nombre des ouvriers étrangers, puisque, par leur présence, ceux-ci obligent les nationaux à un chômage cruel ; d'autre part les traités qu'il faut respecter du double point de vue politique et juridique et l'intérêt même de certaines industries particulières, essen-

tielles à la vie économique de la nation qui s'opposent à toute restriction brutale, à tout pourcentage fixe.

Cette proposition de loi est le fruit de la conciliation de ces intérêts si divers. Elle essaie d'englober tous les cas. Sa concision même, en s'opposant à toute précision, dénote cette préoccupation constante de tenir compte de tous les intérêts en présence et qui sont également respectables quoique à des points de vue différents. Elle tient compte de ce fait que, comme la vie en général, la vie économique est et ne peut être que variété et diversité. Au surplus voulant réaliser le plus de justice économique, elle s'abstient de légiférer, *in globo*, au risque d'avantager certains intérêts et d'en léser d'autres.

D'ailleurs, dans l'esprit de ses auteurs, la législation, issue de cette proposition de loi, ne se suffirait pas à elle-même. Elle n'acquiert pour ainsi dire sa pleine valeur que par son agrégation avec la réglementation existante notamment avec la loi du 11 août 1926.

L'exposé des motifs divise en effet les étrangers en trois catégories distinctes :

1^o « Les bénéficiaires d'autorisation d'introduction qui sont autorisés à séjourner temporairement sur le territoire. » Ces étrangers dont la présence est considérée comme indispensable dans les industries saisonnières ne pénètrent dans le territoire français que munis d'un contrat de travail dont la durée est essentiellement limitée et contenant une clause de rapatriement à la charge de l'employeur en fin de campagne.

2^o Les étrangers, non autorisés à travailler, et se trouvant sur le sol français par suite d'une circonstance quelconque, indéfinie et variable. Certains employeurs au mépris de la loi du 11 août 1926 emploient ces étrangers en situation irrégulière. Les termes prohibitifs de cette loi incorporée au livre II du Code du Travail¹ ne suffisent pas pour les faire reculer.

3^o Les étrangers travaillant en France d'une façon

1. Art. 64 : « Il est interdit à toute personne d'employer un étranger non muni de la carte d'identité d'étranger délivrée conformément aux disposi-

régulière, munis par conséquent d'une carte d'identité portant la mention « travailleur » et délivrée après autorisation du ministère du Travail accordée sur le vu d'un contrat de travail. Ces étrangers ne peuvent être privés de leur permis de séjour ou plutôt de leur carte d'identité que sous certaines conditions nettement déterminées : changement de profession ou de département.

La législation actuelle ou plutôt le *statu quo* existant les protège et à moins d'une réglementation nouvelle leur situation est respectable ayant l'appui du droit acquis.

Mais la situation des deux premières catégories est moins digne d'intérêt. Se trouvant en situation irrégulière, ces étrangers peuvent être découverts, poursuivis et refoulés. Leur retour dans leurs pays respectifs soulagerait énormément le marché du travail.

Donc la proposition de loi ne régit pour ainsi dire que la troisième catégorie d'étrangers, la catégorie spéciale des travailleurs et c'est pour eux que cette réglementation acquiert la plénitude de sa valeur.

2^o *Proposition Charles Lambert.* — Cette seconde proposition est présentée par M. Ch. Lambert au nom du parti radical et radical-socialiste.

C'est une proposition de circonstance visant à parer au plus pressé, à arrêter un chômage qui, après une stagnation de près d'un an, s'est aggravé dans les mois de septembre, d'octobre et premiers jours de novembre 1931 et qui menaçait moins par son ampleur relativement faible encore que par un potentiel statique qui risquait à l'approche de l'hiver de devenir dynamique et d'arrêter toute activité économique industrielle ou commerciale. C'est à ce chômage, en puissance, qu'il fallait d'urgence trouver des remèdes. Quel remède est plus facile, plus simple, plus radical, plus frappant que le pourcentage. D'ailleurs ce pourcentage est plutôt un palliatif qu'un remède. Le vrai

tions réglementaires en vigueur et portant la mention « travailleur ». Lorsque cette carte est délivrée pour la première fois, elle doit porter l'indication et la date du contrat de travail sur le vu duquel la dite carte a été délivrée.

remède ne se trouve que dans une organisation complète de l'immigration que dans le statut des étrangers. Le chômage est dû, en grande partie, sinon entièrement à cette imprévoyance, à cette absence d'organisation auxquelles des mesures hâtives ne sauraient suppléer.

« Il n'y aura, dit l'exposé des motifs, de remède efficace à cette situation que lorsque des mesures d'ensemble auront été prises pour résoudre le problème des étrangers en le prenant à l'origine et en contrôlant rigoureusement l'immigration au départ ».

Ayant donc eu l'imprudence de laisser pénétrer sur le territoire sans organisation aucune, une masse importante de travailleurs étrangers, nous devons racheter cette imprudence, en ne laissant pas se commettre cette injustice consistant dans le fait que des ouvriers français soient dépossédés de leur travail, soient « privés de leur pain » par des ouvriers étrangers.

La réglementation actuelle, — décret du 10 août 1899 — permet à l'Etat uniquement, d'imposer un pourcentage de main-d'œuvre étrangère dans les entreprises travaillant pour son compte, quelque soit l'objet ou la forme du marché. Une extension de cette réglementation aux entreprises privées industrielles, commerciales ou agricoles allègerait le marché du travail en éliminant un grand nombre d'ouvriers étrangers.

Cette proposition de loi comprend quatre articles : L'article premier est de beaucoup le plus important et c'est lui seul, qui réglemente l'emploi de la main-d'œuvre, les autres articles se bornant soit à prévoir des dérogations pour des cas exceptionnels, soit à le sanctionner.

L'inégalité entre les entreprises purement privées et celles travaillant pour le compte de l'Etat, l'omission, consistant dans le fait de la réglementation du travail étranger dans les marchés de travaux publics et de fourniture en regard d'une liberté complète dans l'industrie et le commerce, doit disparaître.

Cette proposition de loi la supprime dans son article premier ainsi conçu :

« Dans toutes les entreprises, de quelque nature qu'elles soient industrielles commerciales ou agricoles employant plus de dix personnes, l'utilisation de la main-d'œuvre étrangère n'est autorisée qu'à concurrence d'un dixième du nombre des ouvriers ou employés dans les dites entreprises, lorsque le nombre des ouvriers ou employés est inférieur à dix, il ne pourra être engagé qu'un seul salarié étranger.

Donc, désormais l'emploi de la main-d'œuvre est réglementée dans toutes les entreprises. Cette réglementation englobe dans sa sphère même les travaux agricoles qui auraient pu, sans grand risque, demeurer à l'écart étant donné l'exode rural qui ne cesse de se poursuivre depuis bien longtemps et que chaque recensement accuse avec une acuité plus grande. La désertion des campagnes, la condamnation de plusieurs départements à voir leurs terres fertiles demeurer incultes, à l'état de friche, la transformation, faute de main-d'œuvre dans beaucoup d'autres départements de terres à céréales en terres à prairies, auraient dû faire reculer devant ce moyen radical. Cet inconvénient d'ailleurs n'est qu'apparent. L'article 2, en permettant des dérogations « en raison de la nature des travaux » exécutés, vient, je crois, anéantir, l'effet de l'article premier en ce qui concerne l'agriculture.

Cette proposition de loi, si elle avait été votée, aurait renversé la situation existant depuis les décrets du 10 août 1899. Ces décrets, en effet, ne prévoient pas de pourcentage. Ils se bornent à ordonner que dans tous les marchés de travaux publics ou de fourniture pour le compte de l'Etat, les cahiers de charge, doivent contenir une clause limitant le nombre de travailleurs étrangers pouvant être occupés. Cette limitation est variable et peut dépasser 10% car aucun pourcentage, bien que l'on ait prétendu le contraire à la Chambre des députés, n'existe dans ces décrets.

Aucune industrie, aucun commerce, aucune entreprise de quelque nature qu'elle soit ne peut utiliser plus d'un dixième de main-d'œuvre étrangère. Les petites entreprises

occupant un effectif total inférieur à dix personnes sont toutefois autorisées à engager un salarié étranger.

Cette proposition englobe-t-elle dans sa réglementation uniquement les entreprises privées ou s'applique-t-elle également à celles régies par les décrets de 1899 ? A-t-elle voulu réglementer tout le travail qui s'effectue en France de quelque nature qu'il soit, sans tenir compte de son objet. On peut soutenir en s'appuyant sur l'exposé des motifs que la législation qui serait sortie de cette proposition n'aurait eu d'application qu'en dehors de la réglementation déjà existante, en l'occurrence en dehors des décrets de 1899 qui régissaient et continuaient à régir les travaux publics ou fournitures pour le compte de l'Etat, des départements, des communes et des établissements publics de bienfaisance. Nous lisons, en effet : « les décrets du 10 août 1899 ont fixé un pourcentage au nombre des ouvriers étrangers pouvant être employés dans des ateliers ou chantiers créés ou organisés pour l'exécution des marchés passés au nom de l'Etat. »

« Mais ces dispositions ne sont pas applicables aux entreprises des particuliers et le Code du travail ne limite pas, à cet égard, la liberté d'embauchage des employeurs. Ce n'est qu'à titre officieux que le ministre du Travail peut intervenir auprès des employeurs qui conserveraient de préférence, des travailleurs étrangers. Il peut encore intervenir en vérifiant si ceux-ci sont en situation régulière, c'est-à-dire s'ils sont en possession de la carte d'identité réglementaire.

« Il nous est apparu que cette inégalité d'obligations de l'Etat et des particuliers devait avoir un terme et qu'ainsi cesserait le scandale, qui chaque jour nous est dénoncé, d'entreprises qui débauchent des ouvriers français pour conserver la main-d'œuvre étrangère. »

Nous pouvons donc à la lumière de cet exposé affirmer que dans l'esprit de ses auteurs, cette proposition ne devait régir que les entreprises privées pour lesquelles aucune réglementation s'appliquant spécifiquement au travail, n'existait. Elle a voulu construire sans détruire.

Mais on peut soutenir que si telle était la pensée de M. Lambert et des membres radicaux et radicaux-socialistes au nom desquels cette proposition a été déposée, les termes mêmes qui y sont employés peuvent laisser croire qu'elle englobe dans son champ non seulement les entreprises purement privées mais même celles travaillant pour le compte de l'Etat, celles déjà régies par la réglementation antérieure des décrets de 1899.

Il y est dit en effet : « Dans toutes les entreprises, de quelque nature qu'elles soient, industrielles, commerciales ou agricoles...

Y a-t-il dans ce langage une petite fissure par où peuvent s'échapper les marchés de travaux publics et les fournitures pour le compte de l'Etat ? Ne pouvons-nous pas déduire que cette proposition de loi, réglementant « toutes les entreprises, de quelque nature qu'elles soient », constitue un changement complet de législation et, par conséquent, doit s'appliquer aussi aux décrets du 10 août 1899.

Quoi qu'il en soit, je crois qu'il faut se tenir à l'esprit même qui a présidé à la conception de cette proposition et qui ressort nettement de l'exposé des motifs et ce malgré une rédaction défectueuse peut-être à dessein.

Le principe du pourcentage étant posé, il est impossible de ne pas y apporter de dérogations. La nature extrêmement variée des entreprises, leur grand nombre, leur dispersion, la rareté de la main-d'œuvre indigène, rendent ce principe tout simplement inapplicable en période d'activité économique normale.

Aussi « dans certaines régions déterminées par décret et en raison de la nature des travaux qui y sont exécutés, la proportion des ouvriers ou employés étrangers pouvant être utilisés... » pourra dépasser le pourcentage légal de 10 % d'après l'article 2. Un simple décret préfectoral y suffit.

L'imprécision même des termes de cet article, rend les exceptions extrêmement larges :

De simples décrets pourront autoriser pour certaines régions des pourcentages différents. Cette autorisation pourra même intervenir pour l'ensemble du territoire à

raison de la nature des travaux : travaux agricoles, travaux des mines... Je ne crois pas qu'il faille obligatoirement ramener la réunion des deux éléments suivants. « régions déterminées » et nature des travaux » pour l'octroi des dérogations. La conjonction « et » placé entre ces deux éléments pourrait cependant le faire croire.

Les dérogations apportées par l'article 2 ne suffisent même pas. Cette proposition prévoyant dans son article 3 le cas où en période d'essor la main-d'œuvre indigène, malgré les surpassements autorisés, viendrait à manquer à l'économie du pays, donne liberté aux chefs d'entreprises pour employer la main-d'œuvre étrangère. Toutefois cette liberté n'est pas entière car le chef d'entreprise doit démontrer qu'il y a pour lui « impossibilité absolue » à trouver la main-d'œuvre française nécessaire à la bonne marche de son entreprise. Les ministères du travail ou de l'agriculture — car la proposition ne résout pas la dualité de pouvoir existant en cette matière entre ces deux départements — sont seuls juges, par l'intermédiaire des offices départementaux de placement, de cette « impossibilité absolue ».

Toute infraction à la présente loi, dit l'article 4, sera punie d'une amende de 16 à 500 fr. et en cas de récidive d'une amende de 100 à 2.000 fr.

Telle est l'économie de cette proposition de loi qui est une proposition de circonstance. M. Charles Lambert qui en est l'auteur et le rapporteur l'avoue lui-même quand il dit : « aussi bien... n'avons-nous aujourd'hui l'intention que d'envisager la question sous un angle restreint¹. »

Elle diffère profondément de celle déposée en février 1931 et qui, ainsi que nous l'avons constaté avait pour but, en même temps que de donner un statut aux étrangers, de rationaliser l'immigration dans un but économique et de l'adapter aux besoins du pays en main-d'œuvre de façon à éviter toute concurrence et à ne pas alourdir le marché du travail.

1. Ch. Lambert, 14^e législature, proj. de loi n° 5566.

Nous verrons en analysant la loi du 12 août 1932, dans quelle mesure cette proposition a servi à l'élaboration de ce nouveau texte législatif.

La proposition de loi de M. Paul Ramadier et des membres du parti socialiste, n'a pas été déposée, comme les trois propositions dont nous venons d'étudier l'économie, aussitôt la rentrée des Chambres.

Cette proposition est en effet annexée au procès-verbal de la deuxième séance du 17 novembre 1931.

Il est quelque peu étonnant de voir qu'un parti socialiste veuille réglementer la main-d'œuvre étrangère. N'y a-t-il pas là une contradiction avec ses opinions, une infidélité commise à l'encontre de sa doctrine ? Conscients de cette infidélité, les 108 membres signataires de cette proposition de loi ont voulu que la réglementation proposée soit strictement limitée à la durée de la crise économique. D'où le titre : « Proposition de loi tendant à réglementer l'emploi de la main-d'œuvre étrangère pendant la durée de la crise économique. »

Cette loi ne s'occupe pas uniquement de la réglementation de la main-d'œuvre étrangère. De même que la proposition de M. Lambert elle réclame un pourcentage mais en même temps, elle effleure une foule d'autres questions. Elle s'occupe des frontaliers pour déclarer nettement qu'ils ne sont pas considérés comme étrangers au sens de cette loi. Elle les définit même. Est frontalier d'après l'article 8 tout ouvrier résidant dans une commune limitrophe de la frontière et travaillant dans un rayon de quarante kilomètres à l'intérieur de la France s'il possède la nationalité du pays où il réside. Donc trois conditions sont nécessaires pour jouir de la qualité de frontalier :

1° Résider dans une commune limitrophe de la frontière;

2° Travailler dans un rayon de quarante kilomètres à l'intérieur de la France;

3° Posséder la nationalité du pays de résidence.

Cette proposition s'occupe aussi des salaires des étrangers pour ordonner que nonobstant toute stipulation con-

traire et afin d'éviter toute concurrence le salaire payé à un ouvrier étranger doit être égal au salaire d'un ouvrier français.

Cette égalité économique doit même se prolonger dans le chômage de l'ouvrier étranger. L'indemnité doit être la même, quelle que soit la nationalité du travailleur. Tel est l'objet des articles 7 et 9.

L'article 10 ordonne la création et la mise en état de fonctionnement des offices départementaux de placement prévus par l'article 85 A du livre I du travail et les bureaux municipaux de placement prévus par l'article 85, alinéa 2 du livre I du Code de travail. Cette obligation pour les villes de plus de 10.000 habitants de créer un bureau municipal de placement devient simple faculté quand le nombre des habitants est inférieur à ce chiffre. Par contre les bureaux privés sont interdits alors même que leur objet est purement agricole.

Enfin le onzième et dernier article prévoit un ordre de débauchage que tout chef d'entreprise doit respecter sous peine d'encourir les dommages-intérêts prévus par l'article 1780 du Code civil pour renvoi abusif.

On peut ajouter à cette liste d'articles, allant de l'article 7 à l'article 11, et qui réglemente des matières qui sont peut-on dire, en dehors du sujet, les art. 4 et 5 qui soumettent tout chef d'entreprise à une déclaration obligatoire au bureau municipal de placement de la commune ou à défaut, à l'office départemental de tout embauchage ou de tout débauchage. Les peines prévues à l'article 99 du livre I du Code du travail, sanctionnent, cette disposition légale.

Donc les articles qui s'occupent, *stricto sensu*, de protéger le travail national, en réglementant la main-d'œuvre étrangère s'y réduisent aux suivants : articles 1, 2, 3 et 6. En tout quatre articles sur onze que contient cette proposition de loi.

La réglementation est simple, elle consiste à fermer hermétiquement la frontière, à empêcher toute entrée nouvelle de travailleurs étrangers et à réduire à un pourcen-

tage fixe, 10 %, la proportion de la main-d'œuvre étrangère pouvant être utilisée dans une entreprise quelconque industrielle, commerciale ou agricole. « Nul, dit l'article 2, ne pourra embaucher de travailleurs étrangers si la proportion de travailleurs étrangers employés dans son entreprise excède 10 %. »

Cette rédaction pourrait surprendre de prime abord, mais à la lumière des textes — exposé des motifs et débats de la Chambre des députés de la première séance du 17 novembre 1931 elle devient facilement intelligible. C'est que la limitation brutale du pourcentage, strictement appliquée, conduit au débauchage des travailleurs étrangers partout où leur nombre est supérieur à la proportion légale. Elle lèse peut-on dire des droits acquis. Que vont devenir ces ouvriers; la plupart seront refoulés sous une forme ou sous une autre. Ce parti est nettement hostile à cette mesure. Dans son discours sur le chômage dans les bassins miniers. M. Ramadier, auteur de cette proposition de loi avait déclaré : « Ces mesures, je me refuse, pour ma part, à les voir dans ce remède que certains journaux nous proposent et qui consisterait à refouler une partie de la main-d'œuvre étrangère employée dans les mines.

« On a fait venir en France à l'époque de la reconstitution des houillères du Nord, des ouvriers polonais. On a fait venir, dans d'autres régions de la France, des ouvriers italiens et espagnols. Je ne dis pas qu'il n'y ait pas eu dans cette introduction bien des abus; mais une sorte d'engagement solennel a été pris vis-à-vis d'eux et il serait aujourd'hui impossible de revenir en arrière et de repousser tous ces ouvriers qui ont, tout de même, contribué à l'activité de nos houillères¹. »

Ces mêmes idées nous les trouvons dans l'exposé des motifs où il est dit : « La présence de nombreux ouvriers étrangers a poussé certains esprits à chercher dans leur refoulement une solution au problème angoissant du chô-

1. Débats parlementaires de la Chambre des députés, 14^e législature 1^{re} séance du 17 nov. 1931, p. 3882.

mage. Cette suggestion nous paraît absolument inadmissible. »

Pendant une longue période de prospérité on ne s'est pas fait faute de faire appel à la main-d'œuvre étrangère. des travailleurs sont venus sur la promesse qui leur a été faite de travail et de salaires. Souvent, ils étaient nantis de contrats de travail en bonne et due forme. En tout cas on avait fait miroiter à leurs yeux la perspective d'une France accueillante qui les traiterait comme ses nationaux. Notre pays ne peut manquer aux engagements qu'il a ainsi assumés¹. »

Ainsi donc ce remède au chômage, préconisé par certains publicistes, étant contraire à un engagement solennel, ne peut être retenu. Il reste la fermeture hermétique de la frontière. On ne comprendrait pas que des entrées nouvelles puissent être permises quand le marché du travail est déjà pléthorique. Ces ouvriers nouveaux, au lieu de servir l'économie, lui seraient funestes. Ne pouvant être employés, ils vont ou tomber à la charge de la collectivité ou prendre la place d'un travailleur qui viendra lui-même grossir l'armée, déjà nombreuse, des sans-travail. Dans les deux cas le résultat est le même.

La fermeture des frontières tend moins à diminuer le chômage qu'à éviter son aggravation. Le vrai remède préconisé, c'est avons-nous dit, la réduction à 10 % du nombre légal de la main-d'œuvre étrangère. Toutefois, cette réduction ne doit pas se faire en un coup, car alors beaucoup de chefs d'entreprises seraient obligés, pour obéir à cette injonction de la loi de licencier un grand nombre de leurs ouvriers et de les remplacer par une main-d'œuvre indigène. D'ailleurs est-on bien sûr que cette solution servirait le commerce et l'industrie ? Ne va-t-elle pas, au contraire, à l'encontre du but proposé ? Même en ce temps de crise, de pléthore du marché du travail, est-on bien sûr de pouvoir trouver sur place les ouvriers mineurs, métallurgistes,

1. Proj. n° 5658, Chambre des députés, 14^e législature, session extraordinaire de 1931.

agricoles qui devraient remplacer la main-d'œuvre licenciée pour obéir à la loi ? Ne serait-ce pas là plutôt la condamnation à une inactivité forcée d'entreprises non atteintes par la crise. Ne serait-il pas à craindre que ce remède ne dépassât le mal à guérir ; pour venir en aide à une activité chancelante, ne risque-t-on pas par ce palliatif — car ce n'est pas un remède dans l'esprit de ses auteurs — d'arrêter l'activité économique, là où elle avait quelque chance de durer encore ?

Voilà autant de considérations, d'ordre purement économique, qui viennent étayer la considération morale et juridique tirée de l'engagement solennel pris vis-à-vis de ces pauvres travailleurs que des gens sans scrupules ont déracinés de leur pays pour les transplanter en France, en faisant miroiter à leurs yeux des perspectives d'avenir vraiment alléchantes. Est-ce vraiment de leur faute, sont-ils responsables ces pauvres ouvriers, soi-disant agricoles, qui n'avaient jamais cultivé aucune terre, s'ils ont passé la frontière munis de contrats signés par des agriculteurs ? On crie contre eux ; la presse les accable souvent, ils sont la cible — inoffensive — de tous ceux qui sont en mal de popularité ou qui cherchent des succès faciles. On n'ose pas, en regardant derrière eux, chercher ou dénoncer le vrai responsable. Il est trop puissant pour être dérangé.

Donc si l'article 2 n'ordonne pas la réduction à 10 % du personnel étranger employé dans toute entreprise ; il interdit l'accès à toute entrée nouvelle. Un employeur ayant plus de 10 % d'étrangers dans son effectif, il lui est loisible de les garder mais il ne pourra en incorporer de nouveau sous réserve toutefois du bénéfice des dispositions de l'article 3 qui prévoit que des dérogations peuvent être apportées à l'article 2. Une commission paritaire, siégeant dans chaque département, aura dans ses attributions l'examen des demandes. Pour que ses décisions soient impartiales et puissent tenir compte de l'état exact du marché du travail, elle doit obligatoirement prendre l'avis de l'office départemental de placement et, là où il en existe, du bureau

municipal compétent. Les autorisations qu'elle accorde doivent être particulières et s'appliquer par conséquent, nominativement, à tel ou tel employeur : industriel, commerçant ou agriculteur...

Un décret déterminera l'organisation de cette commission paritaire qui devra comprendre un nombre strictement égal de représentants de patrons et d'ouvriers désignés par les principaux syndicats professionnels du département, ceux qui sont les plus « représentatifs » pour employer le terme même de l'article 3.

Nul ne peut, s'il n'a obtenu une autorisation particulière, embaucher, en surnombre, un travailleur étranger. Tout contrevenant à l'article 3 sera assujetti à une redevance fixée à 6 fr. par jour ouvrable et par ouvrier étranger.

Une certaine contradiction semble apparaître entre le premier et le troisième alinéa de l'article 6 dont voici l'énoncé.

« Tout chef d'exploitation qui embauchera un ouvrier étranger sans l'autorisation prévue à l'article 3, sera assujetti à une redevance fixée à 6 fr. par jour ouvrable et par ouvrier étranger.

« La redevance n'est pas due pour les jours pendant lesquels l'exploitation n'a pas fonctionné.

Cette redevance, dont le montant sera déterminé par la commission paritaire prévue à l'article 3 ci-dessus, sera recouvrée par l'Administration des contributions directes. Elle sera soumise, le cas échéant, aux mêmes voies de recours que lesdites contributions.

« Le produit de ces redevances sera affecté au fond national de chômage. Le premier alinéa de cet article détermine le montant de la redevance qui sera due par un employeur qui aura enfreint la disposition légale prévue par l'article 3. En effet, du moment qu'on connaît le taux de cette redevance, le nombre de jours ouvrables et le nombre d'ouvriers étrangers en surnombre, une simple opération de trois nous permet de dire immédiatement le montant de la somme à payer.

Dès lors que signifie l'alinéa 3 ? donne-t-il pouvoir à la commission paritaire d'abaisser ce montant, d'infliger par conséquent une amende — car c'est bien d'une amende qu'il s'agit — qui serait inférieure à celle résultant de l'application du premier alinéa ? Est-elle plus simplement chargée de déclarer, après constatation de la contravention, le montant de la redevance qu'une simple opération arithmétique permet de déterminer ? Sans entrer dans une discussion approfondie qui n'offre plus d'intérêt juridique, je crois qu'en se fondant sur les termes même employés « ... le montant sera déterminé... » il faut reconnaître à la commission paritaire un droit plus large que celui de « constater » ou de « déclarer » le montant de la redevance, il faut lui reconnaître un réel pouvoir judiciaire : Le pouvoir de déterminer le montant de la redevance implique celui de pouvoir la fixer au taux le plus adéquat, le plus juste en s'aidant des éléments de fait qu'elle peut avoir en sa possession tout en ne dépassant pas 6 fr. par jour ouvrable et par ouvrier étranger. Le 1^{er} alinéa de l'article 6 établirait ainsi un taux maximum et le troisième alinéa du même article donnerait pouvoir à la commission paritaire d'appliquer un taux plus faible partant plus convenable.

La proposition de résolution Lerolle tend à inviter le gouvernement à prendre certaines mesures urgentes pour venir au secours des chômeurs. C'est, peut-on dire, à titre subsidiaire, qu'elle s'occupe de la main-d'œuvre étrangère. Elle estime suffisantes les mesures existantes et demande simplement avec leur observation rigoureuse, la limitation de l'introduction des travailleurs étrangers aux besoins strictement contrôlés des établissements commerciaux et agricoles. Elle invite le gouvernement à interdire toute immigration que les nécessités économiques ne justifiaient pas.

Deuxième étape. Rejet par la Commission du travail des différentes propositions. Elaboration d'un texte nouveau.

— La Commission du travail de la Chambre s'est donc trouvée en face des quatre propositions de loi et de la proposition de résolution dont nous venons de voir l'économie.

Elle a reproché à la proposition Amidieu du Clos, outre son incompatibilité avec l'application des traités internationaux, d'être, en cette période de crise économique, une surimposition inutile et peu pratique pour répondre aux besoins immédiats et immenses créés par le chômage.

La proposition Charles Lambert qui réclame un pourcentage maximum, a également été repoussée parce que trop rigide, trop brutale et qu'elle ne tient pas assez compte des besoins variables et différents de l'industrie privée. La commission a estimé que l'œuvre législative devait se modeler sur l'activité économique et qu'il est préférable de laisser au gouvernement toute latitude pour prendre les mesures que les circonstances exigeront.

De la proposition Ramadier, elle a conservé pour l'établissement des statistiques et comme moyen de vérification du mouvement de la main-d'œuvre étrangère, le principe posé par l'article 4 de la déclaration obligatoire de tout embauchage à l'office public de placement ou s'il n'en existe pas dans la commune, à la mairie. Elle a admis aussi l'idée que les frontaliers, vu leur nécessité absolue, devaient être soumis à un régime particulier; régime de faveur qui tient compte de la structure économique spéciale de certaines régions. Par contre elle a rejeté l'idée de la fermeture des frontières, considérant qu'il était préférable que le gouvernement prît, lui-même, en s'appuyant sur les textes législatifs en vigueur, toutes mesures qui seraient utiles en cas de nécessité.

La Commission, tout en jugeant insuffisante la réglementation de la proposition de Taste, par trop concise, a voulu s'en inspirer et en garder la largeur de vue et l'élasticité pour élaborer une loi applicable en temps d'activité nor-

male qui permette, en cas de crise, de prendre des mesures immédiates et sévères.

Elle avait, d'autre part, à tenir compte, dans le cadre des relations internationales, des traités et conventions de travail, les uns donnant égalité de traitement entre les ressortissants des pays signataires et les travailleurs français, les autres accordant la clause de la nation la plus favorisée.

Certains traités stipulent nettement qu'« aucun des deux Etats contractants n'imposera d'impôts ou de taxes spéciaux aux ressortissants de l'autre Etat en raison de leur travail sur son territoire¹... »

Les Etats étrangers n'auraient certainement pas manqué de protester contre l'établissement d'une taxe s'appliquant à leurs nationaux, laquelle aurait constitué une rupture unilatérale de contrat.

Après le rejet du principe de la taxation, contraire aux engagements internationaux existants, après le rejet du principe de la fermeture des frontières contraire aux intérêts bien compris de l'industrie, du commerce et de l'agriculture, force est de se tourner vers le seul refuge possible : le contingentement de la main-d'œuvre étrangère. Ce contingentement, d'ailleurs, n'est pas le pourcentage brutal, je dirai même aveugle de la proposition Lambert qui n'autorise l'utilisation de la main-d'œuvre étrangère que jusqu'à concurrence d'un dixième sans tenir compte de la variété indéfinie des professions, des besoins extrêmement différents des régions et surtout des conditions démographiques générales, de la dénatalité endémique et du gros déficit tenant aux quatre années de guerre. C'est un contingentement inspiré de la proposition de Taste. La loi en pose le principe qui devient ainsi une obligation pour le pouvoir réglementaire et charge le gouvernement de suivre dans son évolution l'activité économique et de modeler sur elle la proportion de la main-d'œuvre étrangère en tenant compte, pour

1. Art. 21 du traité de travail entre la France et l'Italie du 30 sept. 1919.

Art. 9 du traité de travail entre la France et la Belgique du 24 déc. 1924.

l'ensemble du territoire ou pour une région, des professions, des industries, des commerces et des catégories professionnelles.

La Commission du travail a donc élaboré elle-même une proposition en s'inspirant de celles qu'elle avait à examiner et en s'aidant des avis autorisés du ministère du Travail.

Elle a élargi le cadre de la réglementation demandée en incorporant dans la future législation les décrets de 1899 et les travailleurs à domicile. D'après les décrets du 10 août 1899 le cahiers de charges des marchés de travaux publics et de fournitures pour le compte de l'Etat doivent obligatoirement contenir une clause limitant à une certaine proportion la main-d'œuvre étrangère qui pouvait y être employée. Cette proportion variait suivant les régions, la nature des travaux et surtout, bien que les décrets n'en fassent pas mention, suivant la disponibilité de la main-d'œuvre, l'état du marché du travail. Si la clause généralement admise stipulait que le pourcentage de travailleurs étrangers ne pouvait excéder 10 %, il n'était pas rare jusqu'à ces derniers temps de voir des clauses permettant aux entrepreneurs d'embaucher jusqu'à 30, 40 voire même 50 %.

Les départements, communes et établissements publics avaient la faculté de recourir à une clause similaire dans les cahiers des charges de marchés de travaux publics et de fourniture passés par eux.

L'article premier de cette proposition de loi innove sur deux points principaux :

1° Il donne force de loi à ces décrets dont on a pendant longtemps discuté la légalité ;

2° Il change en obligation la simple faculté qu'avaient les collectivités publiques autres que l'Etat de recourir à la clause limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère.

En même temps cette obligation est étendue aux contrats de concession ou d'affermage, aux travaux, fournitures ou services exécutés en régie ainsi qu'aux services publics concédés. Toutefois les services publics concédés participant dans une certaine mesure à la nature de la

fonction publique, il était naturel de restreindre pour eux la liberté laissée dans la fixation, dans une certaine mesure contractuelle, du pourcentage. D'autre part, les services publics concédés sont des entreprises parfaitement connues et limitées — le plus souvent des entreprises de transport, de chemins de fer départementaux, autobus, et pour lesquelles nous savons parfaitement que la main-d'œuvre française peut être employée dans une très large proportion. Aussi l'alinéa trois de l'article premier porte : « Dans les services publics concédés, cette proportion ne pourra pas dépasser 5 % ».

L'objet principal de la réglementation c'est l'article 2 qui concerne les entreprises privées. Il est ainsi conçu :

Art. 2. — « En ce qui concerne les entreprises privées industrielles ou commerciales, non visées par l'article précédent, des décrets pourront fixer la proportion des travailleurs étrangers qui pourront y être employés. Cette proportion sera fixée par profession, par industrie, par commerce ou par catégorie professionnelle, pour l'ensemble du territoire ou pour une région.

« Les décrets fixeront le cas échéant les délais dans lesquels cette proportion sera ramenée, en une ou plusieurs étapes, aux limitations fixées.

« Ces décrets seront pris, soit d'office, soit à la demande d'une ou plusieurs organisations patronales ou ouvrières, nationales ou régionales intéressées.

« Dans l'un et l'autre cas, les organisations patronales et ouvrières intéressées et le Conseil national de la main-d'œuvre devront être consultés. Ils devront donner leur avis dans le délai d'un mois. »

Ici apparaît nettement l'intention des auteurs de cette proposition de faire œuvre durable, applicable en temps d'activité normale comme en période exceptionnelle de crise. Cet article dote le gouvernement du pouvoir qui lui permet de saisir le marché du travail en temps opportun, d'en devenir le maître pour lui imprimer l'orientation qu'il désire et que les circonstances nécessitent. Des décrets « pourront » fixer la proportion... voilà un langage extrême-

ment modéré qui fait preuve d'une largeur de vue vraiment méritoire au milieu d'une ambiance affolée et que la presse continuait à surexciter. Le gouvernement est libre d'agir à sa guise en s'inspirant de l'activité économique générale. Aucune obligation ne vient, au grand dam de l'industrie et du commerce, imposer un pourcentage fixe que sous la poussée d'événements économiques, plus forts que toute législation, les employeurs auront été tôt ou tard forcés, malgré toute leur bonne volonté, d'enfreindre et de transgresser. Le nombre des travailleurs étrangers n'a pas été fixé *ne varietur*. Il suivra l'évolution de l'activité générale, il se modèlera sur elle, il l'épousera entièrement grâce à une réglementation souple, docile et facilement changeable. D'ailleurs, ainsi que nous l'avons constaté, les propositions de loi les plus radicales — celle de M. Charles Lambert par exemple — étaient obligées, aussitôt le principe du pourcentage posé, de lui faire des infidélités, de lui adjoindre des exceptions. N'est-il pas, dès lors, infiniment plus simple, plus logique, en même temps que plus libéral, de renverser l'ordre des facteurs, d'élever l'exception au rang du principe et de ravalier le principe au rang de l'exception. La liberté qui a présidé jusqu'ici au choix de l'employé continuera comme par le passé. Par contre dans certaines industries où les travailleurs étrangers seraient susceptibles de venir concurrencer une main-d'œuvre indigène suffisante ou contrecarrer ses desseins de grève, le gouvernement usera alors de la faculté que cet article lui accorde pour contingenter la main-d'œuvre étrangère, la réduire à une proportion fixe ou même lui interdire l'accès du territoire français.

Conformément à l'idée qui a inspiré l'élaboration de ce texte, le champ d'application des mesures envisagées sera tantôt vaste, tantôt restreint suivant les exigences du moment. Les décrets à intervenir, tout en tenant compte de l'état du marché général du travail, ne négligeront pas les besoins particuliers de certaines régions, ni les intérêts spéciaux de certaines activités. Ils pourront fixer une proportion « par profession, par industrie, par commerce ou

par catégorie professionnelle pour l'ensemble du territoire ou pour une région ».

Afin de circonscrire les perturbations qu'une réglementation même très bénigne serait susceptible d'occasionner, dans l'ordre économique, afin d'atténuer l'inhumanité d'une mesure dont l'épilogue certain est le refoulement du pauvre travailleur étranger après un premier stade de débauchage, le second alinéa de l'article 2 permet de ne pas ramener brutalement la proportion de la main-d'œuvre étrangère aux limitations fixées par les décrets. Des délais pourront, le cas échéant, être octroyés pour abaisser graduellement ce pourcentage jusqu'à le rendre conforme aux prescriptions légales.

Aucune des propositions de loi que la Commission a eues à étudier n'envisageait ce point, cependant capital au double point de vue économique et social. S'imaginer-t-on l'effet produit sur l'activité industrielle ou commerciale par l'adoption d'une réglementation qui obligerait tout employeur à réduire d'un seul coup et immédiatement sa main-d'œuvre étrangère à une proportion de 10 % par exemple. Où trouverait-on les ouvriers mineurs, les ouvriers métallurgistes, les ouvriers du bâtiment et du terrassement pour remplacer tous ceux qui auraient été licenciés par obéissance à la loi.

Comment et à l'instigation de qui seront pris ces décrets ? L'alinéa 3 de l'article 2 porte : « Ces décrets seront pris, soit d'office, soit à la demande d'une ou plusieurs organisations patronales ou ouvrières nationales ou régionales intéressées. »

L'initiative de ces décrets appartient d'abord au gouvernement lui-même, qui peut les prendre d'office, sans être requis par personne, en considérant uniquement l'état du marché général du travail ou même en prévision d'un ralentissement de l'activité industrielle et pour parer à un chômage naissant, pour en diminuer l'acuité, pour amortir la virulence du mal qu'une crise peut engendrer.

Concurremment avec le pouvoir exécutif, l'initiative de ces décrets appartient aux organisations patronales ou

ouvrières intéressées. Une seule de ces organisations peut valablement requérir une réglementation et actionner le gouvernement afin d'obtenir une restriction du pourcentage des travailleurs étrangers ou de rapporter une mesure rendue inutile par la disparition des circonstances qui lui ont donné naissance.

Que les décrets soient pris d'office ou à la requête d'une ou plusieurs parties, dans les deux cas les « organisations patronales et ouvrières intéressées et le Conseil national de la main-d'œuvre devront être consultés. Ils devront donner leur avis dans le délai d'un mois » (al. 4 de l'art. 2). D'ailleurs cet avis ne lie point le gouvernement qui reste maître de ne pas s'y conformer.

La forme de ces consultations, les conditions dans lesquelles elles auront lieu, ainsi que les conditions dans lesquelles des dérogations à cette loi pourront exceptionnellement être accordées, seront réglées, dit l'article 7, par un décret pris après avis du Conseil national de la main-d'œuvre.

N'y a-t-il pas lieu de craindre que cette manière de légiférer qui consiste en somme, à donner un blanc-seing au gouvernement n'amènât, par la multiplicité des mesures réglementaires, un gâchis effroyable, plus nuisible, en définitive, aux intérêts qu'il s'agit de protéger qu'un contingentement ou qu'un pourcentage uniforme? Inversement, ne peut-on pas craindre une apathie du pouvoir exécutif ou une lenteur due au trop grand nombre de décrets qu'il s'agit de prendre?

Je ne crois pas qu'il faille s'arrêter à ces objections qui paraissent logiques.

Cette procédure, d'ailleurs, n'est plus neuve. L'expérience qui en a été faite récemment, avec les principes qui ont présidé à l'élaboration de la loi de huit heures du 23 avril 1919 et qui régissent son application, démontre, d'une façon suffisamment victorieuse le mal fondé de ces craintes.

Des articles premier et 2, il faut rapprocher l'article 6 qui introduit une innovation dans la législation et comble

une lacune importante. Il étend les dispositions de loi aux travailleurs à domicile. Ceux-ci jusqu'ici, ont toujours échappé à tous les moyens de contrôle et de police appliqués, généralement, à la main-d'œuvre étrangère. Le travail à domicile a servi à échapper à la loi du 11 août 1926, — à la tourner, je dirai presque, légalement, à la frauder. Des employeurs occupaient, sous le couvert de ce genre de travail, des étrangers en situation irrégulière, en convention avec le code du travail, voire même avec les lois de police interne. Aucune autorisation d'entrée, aucun contrat d'embauchage n'étaient ici nécessaires. Cet état de choses, cette concurrence sourde, devait forcément appeler l'attention des organisations intéressées, soulever les protestations du monde ouvrier.

L'application de cette disposition ne va pas sans difficultés et il est fortement à craindre qu'elle ne soit facilement tournée par des patrons trop peu soucieux d'obéir à la loi. Il n'est même pas nécessaire qu'ils fassent appel à leur ingéniosité, qui, dans pareils cas, répond toujours présente à leur moindre signe. Comment découvrir en effet ces travailleurs à domicile autrement que par la déclaration du chef d'entreprise. Ne suffit-il pas du défaut de bonne volonté de ce dernier pour rendre la loi inapplicable sur ce point.

En admettant même que l'employeur apporte à sa déclaration toute la conscience nécessaire, la loi peut encore être tournée si entre lui et l'ouvrier à domicile, il y a un intermédiaire. Et dans ce domaine, ce ne sont pas les intermédiaires qui manquent.

L'article 5 aussi introduit une innovation quoique d'un ordre différent. Il est ainsi conçu : « Les chefs des entreprises privées visées par les articles premier et 2 sont tenus de déclarer tout embauchage de travailleurs étrangers à l'Office public de placement ou, s'il n'en existe pas dans la commune, à la mairie de leur commune. »

D'après la loi du 2 février 1925, un office public de placement (O. D.) fonctionne au chef-lieu de chaque département et des bureaux municipaux doivent obligatoire-

ment exister dans toutes les villes de plus de 10.000 habitants. Le contrôle et le placement des chômeurs leur sont confiés.

Cet article est destiné à les aider dans leur tâche en leur apportant l'élément statistique qui leur faisait, jusqu'ici, défaut.

Il est regrettable que la Commission n'ait pas jugé à propos d'obliger les chefs d'entreprise à déclarer le débauchage qui était également prévu dans l'article 4 de la proposition Ramadier, qui est à l'origine de ce texte. Les statistiques auraient gagné en sincérité et les doubles emplois auxquels prête ce système auraient ainsi été évités. Tout embauchage nouveau peut ne pas être dû à une entrée nouvelle. Le plus souvent il sera le résultat de la circulation d'une main-d'œuvre essentiellement nomade.

Dans la pensée de ses auteurs, d'ailleurs, ce texte vise moins la statistique que la surveillance, le contrôle des mouvements de la main-d'œuvre étrangère. Dès lors la déclaration d'embauchage ne suffit-elle pas à la satisfaction du but assigné, et pourquoi surcharger les employeurs d'un travail jugé inutile ?

Toute contravention à l'article 5 est punie, suivant le second alinéa de l'article 8 d'une amende de 1 à 5 francs.

Après ce regard rapide jeté sur les principaux articles de cette proposition, articles qui sont en étroite liaison avec le but poursuivi, et tendent à protéger la main-d'œuvre nationale par un pourcentage dont nous avons remarqué la souplesse en en étudiant les modalités; il ne nous reste plus pour avoir une idée complète de l'économie de ce texte qu'à examiner les articles 3 et 4 qui règlent des points spéciaux.

L'article 3 constitue pour ainsi dire un pont permettant la liaison de deux contrées qu'un précipice sépare : d'une part les conventions internationales libérales de travail existant entre la France et les pays étrangers, d'autre part la législation protectionniste future.

« Tout étranger, dit l'article 3, désirant entrer en France pour y être employé comme travailleur devra être muni

d'une autorisation ministérielle spéciale accordée après consultation des services publics de placement.

« Tout étranger, déjà entré en France ne pourra y être employé que s'il est pourvu de cette même autorisation. »

Ce texte ne fait que sanctionner une pratique administrative couramment admise. En effet, on peut diviser les travailleurs étrangers en deux catégories : ceux qui sont venus spontanément en France par suite de circonstances indéfinies et diverses, c'est l'immigration individuelle et ceux qui ont été recrutés collectivement sur le territoire d'un Etat étranger pour le compte d'entrepreneurs français, c'est l'immigration organisée.

Les travailleurs appartenant à cette dernière catégorie rentrent en France munis d'un contrat de travail visé par le ministère, c'est le « contrat-type ». Ceux appartenant à la première catégorie doivent préalablement à l'obtention de la carte d'identité de « travailleur » être munis soit d'un contrat de travail, soit d'un certificat d'embauchage délivré par leur futur employeur, lequel certificat doit nécessairement être visé par le ministère compétent : Travail ou Agriculture suivant la qualité du travailleur, industriel ou agricole. Il constitue, d'autre part, le complément de l'article 64 du livre II du Code du travail tel qu'il a été modifié par la loi du 11 août 1926. Cet article interdit aux chefs d'entreprises d'occuper un étranger non muni de la carte d'identité délivrée conformément aux dispositions réglementaires en vigueur et portant la mention « travailleur ». Cette carte n'est délivrée pour la première fois que sur le vu d'un contrat de travail, dont elle doit d'ailleurs porter l'indication et la date.

Comment sera sanctionné cet ordre de la loi, obligeant tout travailleur à se munir, auparavant, d'une autorisation ministérielle spéciale ?

Cette prescription, éminemment impérative de l'article 3 « tout travailleur devra être muni d'une autorisation »... demeure sans sanction directe. L'article 38, en effet, qui prévoit les sanctions, procède par énumération. Il punit tout employeur qui aura occupé une proportion de

travailleurs étrangers supérieure à la limite fixée en vertu de l'article premier ou d'un décret, prévu par l'article 2, d'une amende de 5 à 15 francs par jour, par travailleur irrégulièrement occupé et toute omission de la déclaration d'embauchage prévue à l'article 5 d'une amende de 1 à 5 francs. Or, le caractère, essentiellement restrictif de toute peine et de toute amende, nous obligent à reconnaître que cette énumération ne peut qu'être limitative. L'extension du champ d'application de l'article 8, étant contraire aux principes généraux, doit être rejetée.

La seule sanction consistera dans le refoulement du travailleur étranger qui n'aura pas rempli toutes les conditions exigées par la loi.

Quant à l'article 4, qui est inspiré de la proposition Ramadier, il soustrait les « frontaliers » du droit commun de la future législation pour les soumettre à une augmentation plus souple, déterminée par décret. Pour posséder la qualité de frontalier et jouir des avantages y attachés, trois conditions sont nécessaires :

- 1° résider à l'étranger;
- 2° travailler à l'intérieur du territoire français;
- 3° posséder la nationalité du pays de résidence.

Ce texte de la Commission a été approuvé dans ses grandes lignes par le Conseil national de la main-d'œuvre, dans sa séance du jeudi 3 décembre 1931.

Signalons deux modifications importantes que le Conseil aurait voulu voir apportées à cette proposition de loi.

1° Limitation jusqu'au 31 décembre 1932 de l'effet des décrets pris en vertu de l'article 2 et fixant la proportion des travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les entreprises privées, industrielles ou commerciales, autres que celles visées par l'article premier;

2° Extension par l'article 6 des dispositions de la nouvelle législation aux travailleurs indépendants n'occupant pas de personnel. La seule disposition qui peut leur être applicable c'est celle de l'article 3 prescrivant à tout travailleur d'être muni préalablement à son entrée en France, d'une autorisation ministérielle spéciale.

Troisième étape. — Ici s'ouvre la troisième étape, celle de la discussion et du vote par la Chambre des députés de la loi tendant à la protection de la main-d'œuvre nationale.

Commencée à la séance du 15 décembre 1931, la discussion s'est poursuivie au cours des deux séances du 21 décembre pour aboutir à l'adoption, à l'unanimité des 452 votants, de la proposition de la Commission. Les modifications au texte primitif sont, ainsi que nous le verrons, des modifications de détail.

Il ressort des discussions sur le chômage et sur les moyens d'y remédier, qu'une réglementation de la main-d'œuvre étrangère est devenue, d'après l'opinion publique et l'opinion du Parlement, une nécessité. Elle s'impose pour obvier à certains abus devenus intolérables. Elle s'impose pour ne pas voir certaines entreprises continuer à occuper une trop grande proportion d'ouvriers étrangers aux dépens de la main-d'œuvre française. Elle s'impose pour que certaines entreprises ne puissent pas débaucher la main-d'œuvre française tout en gardant la main-d'œuvre étrangère. Elle s'impose enfin pour que certains employeurs ne puissent pas renvoyer les ouvriers français pour les remplacer par des Italiens, des Espagnols, des Polonais...

Mais si ce principe est admis, à peu près unanimement, les divergences de vue apparaissent nombreuses, dès qu'il s'agit des modalités de son application.

De tous les coins de la Chambre, de tous les partis, des voix se sont élevées, s'opposant à une mesure uniforme et réclament des dérogations pour certaines régions, pour certaines industries, pour certains métiers.

Les industries ne communiquent pas entre elles; un ouvrier change difficilement de métier. Certaines régions se trouvent vis-à-vis de la main-d'œuvre, dans une situation différente de régions toutes voisines et une mesure brutale de limitation de la main-d'œuvre étrangère serait génératrice d'inégalités et de difficultés. Elle engendrerait du chômage pour les industries pouvant encore marcher.

Écoutons M. Sabiani plaider contre l'adoption par la

Chambre d'une loi tendant à proportionner uniformément la main-d'œuvre étrangère dans les industries privées.

« J'attire simplement, dit-il, l'attention du Parlement et du ministre sur la situation qui serait faite à un centre industriel comme Marseille si la loi sur la protection de la main-d'œuvre nationale était votée sans dérogation.

« Vous avez déposé un projet qui flatte un peu le patriotisme mal compris de la nation, mais cette loi porterait un tort infini à notre industrie, spécialement à celle de Marseille.

« Je profite de la discussion des interpellations sur le chômage pour indiquer les répercussions qu'aura demain le vote du projet sur la main-d'œuvre étrangère s'il est adopté par le Parlement sans dérogations.

« En Angleterre où vivent peu de travailleurs étrangers, on a voté des lois pour protéger les chômeurs. Il n'y a pas moins, dans ce pays, 2 millions de chômeurs.

« J'appelle surtout l'attention de M. le ministre sur la situation qui serait faite à des centres industriels comme Marseille où 60 % des travailleurs sont des étrangers, vivant depuis trente ou quarante ans en France, dont les enfants sont devenus Français. Si demain vous les obligez à quitter leur travail et si vous les refoulez, quel sera le résultat ? Nos industries s'arrêteront parce qu'il y a des travaux que les Français ne veulent pas accomplir. Il faut que vous sachiez, en effet, qu'il y a des travaux insalubres et pénibles qui ne sont exécutés que par la main-d'œuvre étrangère. Dans ces conditions, me faisant l'écho de la Chambre de commerce de Marseille, je demande à M. le ministre de bien vouloir étudier, d'accord avec le rapporteur, la possibilité d'apporter certaines dérogations à la loi quand elle viendra en discussion¹. »

Certains députés tenaient même à ce que la loi à intervenir eût un caractère exceptionnel, provisoire; que la durée de son application fut limitée à la durée de la crise économique qui l'a faite naître.

1. 14^e législature, session extraordinaire. Débats parlementaires, Chambre des députés, 1^{re} séance du 18 déc. 1931.

« Des mesures s'imposent, dès maintenant, disait M. Salengro. Temporaires et exceptionnelles, elles ne frapperont point, sur-le-champ, de façon brutale, les étrangers qui sont chez nous. Elles empêcheront pourtant, durant la crise, un accroissement de l'encombrement du marché du travail¹. »

La discussion s'est ouverte par un discours du ministre du Travail et de la Prévoyance sociale où M. Landry a plaidé, pour ainsi dire, la cause des travailleurs étrangers. Bien qu'il ne le dise pas expressément, une opposition, à une réglementation nouvelle, transparait derrière les mots et apparaît nettement dans l'esprit qui a animé ce discours. Sentant, d'une part, la nécessité économique de la main-d'œuvre étrangère et, d'autre part, l'impossibilité d'empêcher le vote d'une loi restreignant cette main-d'œuvre; ayant, au surplus, charge d'intérêts généraux, il s'est efforcé d'adoucir ce qu'une telle loi pourrait avoir de rigide et de contraire à l'industrie et au commerce.

Tout en reconnaissant qu'en période de chômage, l'idée d'un renforcement de la protection de la main-d'œuvre nationale, contre la concurrence étrangère, est bien naturelle, cette crise ne doit pas faire oublier que, quand il s'agit de légiférer, il faut prendre une vue un peu plus haute des choses.

« Quelle est, dit M. Landry, l'importance de la concurrence que la main-d'œuvre étrangère fait à la main-d'œuvre française? Le recensement, auquel il a été procédé au mois de mars de cette année a indiqué qu'il y avait en France, 2.891.000 étrangers parmi lesquels 1.266.000 salariés.

« Ce chiffre est considérable; il dépasse de plusieurs centaines de mille, le chiffre que l'on enregistrait en 1911. « Pour les 87 départements de la France d'avant 1914, « l'augmentation du nombre des travailleurs étrangers, « a été, de 1911 à 1931 de 647.000. Mais dans le même

1. 14^e législature, session extraordinaire. Débats de la Chambre des députés, 1^{re} séance du 19 nov. 1931.

« intervalle, le nombre des salariés français a diminué de
« 1.016.000 unités : en sorte que malgré cet afflux de
« main-d'œuvre étrangère qui s'est produit, le nombre
« total des salariés dans les 87 départements a déchu de
« 369.000 unités.

« Ces travailleurs étrangers qui sont venus chez nous,
« nous les avons accueillis, nous les avons appelés; pour
« une grande partie d'entre eux, nous les avons même
« recrutés. Nous en avons un très grand besoin.

« Ici je voudrais demander à chacun d'entre vous, de
« faire un effort d'imagination, d'essayer de concevoir ce
« qu'eût été la production, la vie économique de la France
« depuis la guerre, sans ces travailleurs étrangers qui, en
« si grand nombre, ont passé nos frontières pour venir s'oc-
« cuper chez nous.

« Comment se serait faite la reconstruction des régions
« dévastées? Comment aurait pu marcher notre industrie
« minière? Qu'est-ce que notre agriculture serait devenue?
« Ce sont là des questions qu'il est bon que chacun se
« pose.

« Nous avons hier un très grand besoin de la main-
« d'œuvre étrangère, nous en aurons certainement un très
« grand besoin demain. Je ne sais même pas si demain,
« nous n'aurons pas d'elle un besoin plus grand qu'hier,
« parce que vous devez tenir compte de ce fait qu'en ce
« moment commencent à arriver à la période d'activité
« ces jeunes générations de Français que l'effondrement
« de la natalité qui s'est produit au moment de la guerre
« a faites tellement déficitaires . ¹»

Après avoir argumenté sur l'utilité économique des étrangers, M. Landry a voulu détruire l'impression pénible créée ou entretenue par la presse et lui substituer une atmosphère chaude, favorable à ces pauvres travailleurs afin que des délibérations de la Chambre, il en sorte une loi ferme mais bénigne.

1. Débats parlementaires, Chambre des députés, 14^e législature, session extraordinaire de 1931, séance du mardi 15 décembre 1931, p. 4535.

« Dans nos mairies, dit-il, on voit quelquefois arriver le
« travailleur étranger portant un enfant sur les bras. Il
« ne connaît pas suffisamment notre langue pour pouvoir
« se bien expliquer, mais il sait faire comprendre que cet
« enfant est français. Il est Français en vertu de l'article 3
« de la loi du 10 août 1927 qui permet aux étrangers de
« faire de leurs enfants, dès la minorité, des français.

« Il ne faut pas perdre tout ceci de vue et il faut consi-
« dérer aussi que parmi les étrangers, il y a des réfugiés
« politiques qui ne pourraient pas retourner chez eux et
« auxquels il convient de donner asile sur notre territoire. »

M. Louis Dumat rapporteur de la proposition de la loi
a succédé à M. le ministre du Travail à la tribune. Après
avoir indiqué quelques causes de la crise économique, il
a passé en revue les mesures qui ont été prises, pour venir
immédiatement au secours des chômeurs :

Suppléance des bureaux de bienfaisance aux caisses de chô-
mage après le délai de 180 jours.

Octroi par le Conseil municipal de Paris et certains Con-
seils municipaux de grandes villes de secours en nature.

Ordre de M. le Garde des Sceaux interdisant toute expul-
sion de chômeur pour cause de non paiement de loyer.

Instructions formelles de M. le ministre des Finances pour
qu'aucun impôt ne soit demandé aux chômeurs se
trouvant dans l'impossibilité de pouvoir l'acquitter.

Défense faite aux fonctionnaires des grandes administra-
tions d'occuper en dehors de leurs services des emplois
qui pourraient être remplis par des travailleurs d'au-
tres professions.

Décrets des 21 mai et 20 novembre 1931 stipulant, en ce
qui concerne les assurances sociales que les chômeurs
conserveront leurs droits au bénéfice de la loi même
s'ils ne peuvent plus payer leurs cotisations.

Les vrais remèdes sont, d'après M. le rapporteur, de
trois ordres : D'abord l'outillage national qui permet de
donner du travail à un nombre assez grand de chômeurs.
Un second remède consiste dans la politique du retour à

la terre. S'il y a tant de chômeurs c'est parce que le paysan a été attiré vers les villes, au lendemain de la guerre par un trop grand nombre d'industries qui ne trouvent plus des débouchés nécessaires à la continuation de leur activité.

Le troisième remède se trouve dans la protection de la main-d'œuvre nationale contre la concurrence étrangère, protection qui a motivé le dépôt des propositions de la loi Amidieu du Clos, Charles Lambert, de Tastes et Ramadier ainsi que la proposition de résolution Lerolle.

Les modifications apportées par le débat n'ont pas changé la physionomie du texte initial. La plupart des amendements présentés ont, d'ailleurs, été retirés après discussion. Tout d'abord, M. de Lasteyrie et Bahier déposèrent chacun un amendement, devant s'insérer avant l'article premier.

M. de Lasteyrie demandait qu'on fit le bilan de la situation, qu'on procédât « dans le mois de la promulgation de la présente loi à un recensement général de la main-d'œuvre étrangère employée en France ».

Tout employeur devait, d'après cet amendement, faire une déclaration à la Mairie de sa résidence et indiquer :

- 1° Le nom de tous les travailleurs étrangers occupés à son service;
- 2° Leur emploi présent;
- 3° La date de délivrance de leur carte d'identité;
- 4° La profession mentionnée sur cette carte.

Ce recensement permettra, selon la propre expression de l'auteur, de « liquider le passé » de se rendre compte exactement de la situation du marché du travail dans les diverses localités et dans les diverses professions. Il sera suivi d'autres mesures telle que la suppression du délai d'un an prévu à l'article 64 de la loi du 11 août 1926. Un ouvrier étranger ne doit jamais pouvoir, par conséquent, quitter la profession pour laquelle il est entré en France.

Écoutons M. de Lasteyrie s'élever contre cette faculté laissée au travailleur étranger : « Le travailleur agricole ou le mineur étranger pourra donc à son gré se faire em-

baucher dans une industrie quelconque, il ne pourra encourir — ni lui, ni le patron qui l'emploie — aucune sanction et il fera ainsi d'une façon légale concurrence à la main-d'œuvre française. »

Est-il possible de tenir pareil langage au ^{xx}e siècle ? Est-il possible que l'amour de la démagogie fasse ainsi oublier à certains hommes le premier principe de la raison : la liberté humaine.

Sur l'intervention de M. le ministre du Travail démontrant l'inutilité du recensement réclamé qui ferait double emploi avec les moyens d'investigation existants, l'amendement est retiré. L'article premier, en effet, de l'arrêté des ministres du Travail, de l'Agriculture et de l'Intérieur du 20 janvier 1927, complétant la loi du 11 août 1926, oblige les employeurs à tenir un registre spécial sur lequel ils doivent inscrire les noms, prénoms et nationalité des travailleurs étrangers qu'ils emploient, la date de leur entrée dans l'établissement ainsi que celle de leur départ. Ce registre doit mentionner également différents renseignements fournis par la carte d'identité : Préfecture qui a délivré la carte, numéro de la carte, temps de validité de la carte, ainsi que la profession inscrite.

Quant à l'amendement de M. Bahier, il posait dans l'alinéa premier, le principe que « les ouvriers et employés français ont un droit de préférence sur le travail offert en France ».

De ce principe découlent les deux corollaires suivants formant les alinéas 2 et 3 : « L'employeur recherchant la main-d'œuvre doit le faire connaître en temps opportun et par les moyens convenables aux ouvriers et employés français susceptibles de faire le travail.

« L'employeur qui congédie une partie de son personnel doit conserver préférentiellement les ouvriers et employés français en tenant compte entre eux de leurs charges de famille.

Ce droit de préférence réclamé par M. Bahier existe incontestablement, mais il existe pour ainsi dire comme règle morale découlant de la solidarité nationale et non comme

une règle juridique. Formuler ce principe juridiquement pourrait conduire à de grandes difficultés d'interprétation. La préférence ne peut s'entendre qu'à égalité d'aptitude à effectuer un même travail. C'est la porte ouverte à toutes les contestations, à toutes les chicanes. Est-on bien sûr, qu'au point de vue pratique, ce principe soit supérieur à celui du pourcentage? La difficulté d'appréciation des questions soulevées suffit à elle seule à empêcher ce principe de sortir du domaine moral pour entrer dans le domaine juridique.

L'adoption de ce principe serait, en outre, contraire aux conventions internationales liant la France avec certains pays étrangers. Ces conventions, en effet, stipulent l'égalité de traitement au point de vue de la législation du travail des ressortissants des pays contractants. Comment, à moins que de dénoncer ces conventions, concilier ces deux principes contraires. Pour songer à les dénoncer, il faudrait être assuré de n'en plus avoir besoin. Il faudrait être certain de ne plus manquer de main-d'œuvre; il faudrait douter du progrès et être réduit à croire à la persistance indéfinie de l'état de crise actuel.

De plus ce principe tel qu'il est formulé avec les deux corollaires qui en découlent naturellement est en conflit avec l'esprit et le texte de la proposition de loi en instance de discussion.

L'esprit de cette dernière est de contingenter la main-d'œuvre étrangère suivant les besoins de l'industrie et du commerce. Dans la limite de ce pourcentage, il n'y a pas de préférence entre les travailleurs; la liberté des employeurs reste entière.

En allant au fond des choses, n'y-a-t-il pas là une reconnaissance implicite du droit de priorité? La main-d'œuvre étrangère admise en contingentement qu'est-elle, sinon une main-d'œuvre d'appoint, une main-d'œuvre de complément? Cette notion n'implique-t-elle pas un droit de préférence en faveur de la main-d'œuvre nationale.

La seule différence c'est que ce droit au lieu d'être particulier et appartenir individuellement à chaque travail-

leur national, est général et s'applique globalement à l'ensemble, à la totalité du travail français. C'est le ministre du Travail qui, en n'accordant l'autorisation d'entrer en France, qu'aux seuls travailleurs ayant un contrat en main et par suite susceptibles de travailler, assure la réalité de ce droit.

M. Bahier devant l'opposition faite à son amendement par M. le ministre du Travail et par MM. le président et le rapporteur de la Commission, l'a retiré.

La Chambre a alors commencé la discussion de l'article premier. Cet article vise, ainsi que nous le savons, la main-d'œuvre employée par toutes les collectivités publiques : Etat, département, commune ou établissement public. Il régit :

- 1^o Les marchés de travaux publics ou de fournitures;
- 2^o Les concessions de services publics;
- 3^o Les régies.

Il donne d'abord force de loi aux décrets Millerand du 10 août 1899, concernant les travaux de l'Etat. En second lieu, rend obligatoire pour les autres collectivités, ce qui leur était auparavant facultatif.

En troisième lieu, il innove sur le point des services concédés en exigeant que la main-d'œuvre étrangère y employée, ne puisse pas excéder 5 %.

Cette réglementation a été vivement attaquée. On lui a reproché, en premier lieu, d'être moins nette que celle proposée par l'article 2 concernant les entreprises privées. Ce n'est pas que ce second article échappât lui-même à la critique, mais du moins, la réglementation qu'il prévoit est jugée meilleure, et plus apte à porter remède à un marché pléthorique grâce aux catégories professionnelles prévues.

D'autre part, pourquoi prévoir un pourcentage pour les services publics concédés et ne pas en introduire un pour les marchés de travaux publics et pour la régie.

Les cahiers des charges devront déterminer la proportion des travailleurs étrangers qui pourront être employés. Par qui sera-t-elle faite? Quels sont les services publics

compétents qui interviendront dans cette détermination ?

En troisième lieu, à quoi servirait de réduire à 5 % la main-d'œuvre étrangère dans les services publics concédés, si ces services ont la possibilité de congédier des ouvriers ou de restreindre leur nombre pour concéder certains travaux à des entrepreneurs étrangers occupant eux-mêmes des ouvriers en majeure partie étrangers, ainsi que cela s'est vu en Alsace-Lorraine sur le réseau de l'Etat ? Ainsi que le dit M. Jules Moch, la proposition vise les services publics en tant que fonctionnement de service, mais non pas, en tant qu'autorités susceptibles de passer des marchés analogues à ceux de l'Etat.

Tenant compte de toutes ces observations la Chambre adopta pour les marchés des travaux publics et de fournitures ainsi que pour les travaux exécutés en régie une proportion de 10 %. On pourrait se demander si cette proportion s'applique également aux travaux exécutés en régie. Aucune indication n'existe sur ce point dans les débats. Le doute peut naître à cause de la place occupée par l'alinéa qui prévoit ces travaux. Je crois qu'on peut affirmer que la proportion maximum de 10 % s'applique dans ce cas. Le dernier alinéa, qui s'occupe des travaux effectués en régie porte en effet, que « les mêmes collectivités fixeront dans les mêmes conditions ». Or une de ces conditions est précisément que cette proportion ne peut pas excéder 10 %.

Faisant état des observations de MM. Brom et Moch, elle a élargi le champ du 3^e alinéa en obligeant, non seulement les services publics concédés, mais aussi les entreprises privées qui travaillent pour le compte de concessionnaires, à respecter une proportion maximum de 5 %.

L'article 2 a été voté sans changement. M. Monnet aurait voulu voir étendre à l'agriculture la législation prévue à l'article 2 pour les exploitations industrielles et commerciales. La Chambre après l'intervention de M. le rapporteur, pour avis de la Commission de l'agriculture et de M. le ministre de l'Agriculture a rejeté cet amendement estimant, à juste titre, ainsi que nous le verrons en étudiant

la main-d'œuvre agricole, que les besoins de l'agriculture demeurent grands malgré la crise.

L'article 3 de la proposition de la Commission a été voté sans discussion.

Divers amendements émanant de MM. Ramadier, François Peissel, Taittinger, furent proposés pour compléter cet article. Rappelons pour mémoire ceux de MM. Ramadier et Peissel que leurs auteurs ont retirés pour se rallier à l'amendement plus complet présenté par M. Taittinger. Le premier portait : « Exception est faite pour les réfugiés politiques, qui pourront être employés sans être munis d'une autorisation ministérielle. »

Le second disposait : « Ne seront pas considérés comme étrangers, les ouvriers ayant servi pendant la guerre 1914-1918, dans les armées françaises et alliées. »

Quant au texte de M. Taittinger, il ajoute à ces étrangers deux autres catégories. Il est ainsi libellé : « Auront un droit de priorité sur les autres travailleurs étrangers :

- 1^o Les exilés politiques ;
- 2^o Les anciens combattants des armées alliées ;
- 3^o Les étrangers époux de Françaises ayant conservé ou repris leur nationalité.

4^o Les étrangers pères d'enfants français. »

La Commission, par la voix de son président proposa, afin de donner satisfaction à un amendement de M. Barthou, l'addition à cette énumération des « mutilés du travail, étrangers bénéficiaires d'une rente en vertu de la loi du 9 avril 1898. »

Ce texte a été voté par la Chambre sous une nouvelle forme présentée par la Commission qui a tenu compte de l'observation de M. le ministre du Travail critiquant le droit de priorité reconnu par le premier alinéa et de celle de M. de Saint-Just demandant que la nomenclature cite d'abord les étrangers époux de Françaises ayant conservé ou repris leur nationalité, puis les anciens combattants des armées alliées.

Voici la nouvelle rédaction telle qu'elle a été votée :
« Cette autorisation ne pourra être refusée.

1° Aux étrangers époux de françaises ayant conservé ou repris leur nationalité.

2° Aux anciens combattants des armées alliées.

3° Aux exilés politiques.

4° Aux étrangers pères d'enfants français.

5° Aux mutilés du travail, étrangers bénéficiant d'une rente en vertu de la loi du 9 avril 1898. »

L'article 4 s'applique à une catégorie spéciale d'étrangers : les frontaliers.

A propos de cet article, M. Salengro, député socialiste du Nord présenta deux amendements. Le premier tendait à rédiger comme suit le début de cet article :

« Ne tombent pas sous le coup de la présente loi les ouvriers dits frontaliers. »

Le deuxième tendait à ajouter dans cet article, après les mots : « dits frontaliers » ceux-ci « et saisonniers ».

Cette catégorie de travailleurs a déjà un statut, qui lui a été octroyé par l'accord entre la France et la Belgique du 4 juillet 1928. Dans ses considérants, cet accord définit les travailleurs belges frontaliers : ce sont « ceux qui travaillent dans des établissements industriels, commerciaux ou agricoles sis en France, tout en conservant leur domicile en Belgique où ils retournent en principe chaque jour ou chaque semaine... ».

Voici ce statut tel qu'il ressort de cet accord :

Le travailleur frontalier devra se munir auprès du bourgmestre de la commune de son domicile, d'une carte d'identité établie pour deux années et délivrée après présentation :

1° D'un certificat de bonne vie et de bonnes mœurs;

2° D'un certificat, visé par l'office public de placement français, du chef d'établissement qui l'emploie ou qui s'engage à l'employer.

Cette carte doit recevoir le visa de l'office public de placement dans les huit jours de son obtention. Au nom de la population du département du Nord, M. Vincent Auriol combattit ces deux amendements qui tendaient à assimiler au point de vue de l'emploi en France des ouvriers belges et des ouvriers français. La bonne entente dicte au pays d'ar-

rêter les manifestations des chômeurs qui se produisent sur différents points de la frontière protestant moins contre leur congédiement que contre l'emploi des ouvriers frontaliers.

« Il faut prendre des mesures pour que le travail français soit dans notre région frontière, protégé dans l'esprit de cette loi, tout en respectant, c'est évident, les besoins de nos industries.

« Avant la main-d'œuvre frontalière belge, la main-d'œuvre française. C'est la demande de nos populations laborieuses du Nord. »

Après intervention de M. le rapporteur proposant l'addition du mot « saisonnier » à la suite du mot « frontalière » dans le texte proposé par la commission, M. Salengro retira son amendement et la Chambre adopta cet article ainsi modifié.

M. Brom proposa ici l'insertion d'un article nouveau spécial aux mines domaniales de potasse, et ainsi conçu : « La proportion des travailleurs étrangers qui pourront être employés aux mines domaniales de potasse sera fixée par décret dans les conditions de l'article 2.

Cet amendement fut retiré après que M. le rapporteur eut fait observer qu'étant exploitées en régie ces mines tombent sous l'application du dernier paragraphe de l'article premier. D'autre part, il a signalé l'existence d'un projet de loi en instance devant le Sénat d'après lequel ces mines devenant « service public » seront régies par le troisième alinéa du même article.

Les articles 5 et 6 ont été adoptés sans discussion.

Rappelons pour mémoire l'article 5 *bis* proposé par M. Ramadier et retiré aussitôt après sa lecture par M. le président ainsi que celui présenté par M. de Lasteyrie portant le même numéro et qui a été rejeté par la Chambre¹.

1. Le texte proposé par M. Ramadier portait : *Art. 5 bis.* — Nulle personne, société ou association, ne pourra s'entremettre pour l'embauchage de travailleurs étrangers, leur transport, leur introduction ou leur placement en France, sans y avoir été autorisée par arrêté du ministre du Travail rendu après avis du Conseil National de la main-d'œuvre.

Ces personnes sociétés ou associations seront soumises au contrôle de

L'article 7 a été complété par un second alinéa ainsi conçu : « Ces dérogations pourront être accordées par région et par catégorie professionnelle. »

Cette disposition additive a été réclamée par M. L. Marin et un certain nombre de ses collègues dans le but de compléter l'article premier et de le mettre en harmonie avec l'article 2 qui prévoit que les décrets à intervenir pourront limiter « par profession, par industrie, par commerce ou par catégorie professionnelle pour l'ensemble du territoire ou pour une région » la proportion des travailleurs étrangers qui pourront y être employés.

L'adoption de l'article 8 s'est également faite sans difficultés. Deux amendements avaient été proposés. L'un, émanant de M. Amidieu du Clos tendait à ajouter au premier alinéa les mots « ou d'employés » à la suite du mot « travailleurs ». Le but de cet amendement c'est de ne « pas arriver à ce résultat qu'il n'y eût dans les industries françaises que les saute-ruisseau qui soient Français, alors que les étrangers seraient tous maîtres clercs ».

On a fait observer à juste titre que le terme « travailleurs » désigne non seulement les ouvriers mais tous ceux qui collaborent à une industrie à l'exception toutefois — suivant la déclaration expresse de M. le ministre du Travail — des directeurs et des administrateurs-délégués.

Le second amendement, proposé par M. Ramadier, visait à l'addition, dans le premier alinéa de l'article 8, après les mots : « par l'article 2 », de la disposition suivante « ou

l'Etat dans des conditions qui seront fixées par un règlement d'administration publique.

L'administration du travail aura le droit de prendre communication sans déplacement de la comptabilité, de la correspondance et de tous autres documents concernant soit la constitution, soit la gestion de ces entreprises.

Le refus de communication sera puni des peines prévues par l'article 178 du livre II du Code du travail.

Le texte de M. de Lasteyrie était ainsi conçu : Il est interdit d'occuper dans une autre profession le travailleur étranger auquel la carte d'identité prévue à l'article 64 aura été délivrée en vue de son emploi dans une profession déterminée, à moins qu'il ne soit porteur d'un certificat délivré par un office public de placement qui devra tenir compte de l'état du marché du travail dans la profession considérée et de la qualification professionnelle du dit travailleur. »

qui aura employé un étranger dépourvu de l'autorisation ministérielle prévue par l'article 3 ».

Cet amendement avait pour but de prévenir les situations irrégulières d'étrangers entrés sans autorisation ou passés sans autorisation de l'agriculture à l'industrie. Or cette situation était déjà prévue et punie par l'article 172 du Code du travail qui infligeait à l'employeur pour chaque infraction constatée une amende de 500 à 1.000 fr.

M. Monnet proposa un amendement complétant la loi par un article additionnel destiné à permettre aux départements qui le désireraient d'appliquer les dispositions nouvelles à l'agriculture. Voici ce texte : « La présente loi s'appliquera à l'agriculture dans tous les départements dans lesquels le conseil général ou la Chambre d'agriculture en demanderont l'application. »

La Chambre a signifié par un vote négatif sa volonté de circonscrire cette réglementation au commerce et à l'industrie et de ne pas l'étendre, même sous cette forme atténuée, à l'agriculture.

Un dernier amendement a eu le même sort. Dans un article 8 bis M. Salengro proposait d'insérer la disposition suivante :

« Nonobstant toute convention contraire, tout chef d'entreprise payera aux ouvriers étrangers qu'il emploie un salaire normal égal pour chaque profession, et dans chaque profession, pour chaque catégorie d'ouvriers, au taux couramment appliqué dans la ville ou la région où le travail est exécuté.

« Toute infraction à la présente disposition sera punie des peines prévues à l'article 99 du livre I du Code du Travail. »

M. Salengro estime que le meilleur moyen de protéger la main-d'œuvre nationale c'est de voter cet article qui obligerait les employeurs à payer à l'ouvrier étranger un salaire égal à celui payé à l'ouvrier français supprimera la principale raison de préférence des travailleurs étrangers par les chefs d'entreprises.

Déjà, M. Doriot qui est très bien placé pour connaître de ces questions affirmait à la première séance du 10 novembre « qu'il est exact que dans certaines entreprises le travailleur étranger est souvent moins payé que le travailleur français. J'irai même plus loin, dit-il, il est exact qu'il accepte quelquefois de travailler à un salaire moindre que celui qu'accepterait le travailleur français ». Peu important les causes de cet état, c'est un fait indéniable auquel l'amendement proposé tendait à remédier.

Cet article, dont la substance et même la rédaction est empruntée à l'article premier du décret du 10 août 1899 sur les conditions de travail dans les marchés passés au nom de l'Etat et qu'on retrouve en autant d'exemplaires qu'il y a de conventions de travail passées avec d'autres nations, cet article, qui pose un principe indiscuté et indiscutable, à travail égal, salaire égal, autour duquel l'unanimité de la Chambre aurait dû se faire, a été repoussé à 51 voix de majorité.

Après avoir ainsi adopté individuellement et avec les modifications que l'on sait tous les articles de la proposition de la loi présentée par la Commission du travail, la Chambre adopta à l'unanimité des 452 votants l'ensemble du texte qui a été rédigé avec l'assentiment unanime sous le titre de : « Proposition de loi tendant à la protection de la main-d'œuvre nationale ».

Quatrième étape. Vote et promulgation de la loi. — Le texte de la proposition de loi adoptée le 23 décembre 1931 par la Chambre des Députés, n'a été transmis au Sénat qu'à la rentrée des vacances de janvier. L'étude a commencé aussitôt que les formalités indispensables de la constitution des Commissions furent achevées. La Commission, voulant tenir compte de l'avis du Conseil National de la main-d'œuvre réuni à cet effet par M. le ministre du Travail, a différé le moment où elle devait être saisie des conclusions de son rapporteur. Le 22 mars 1932 le Conseil National ayant terminé son enquête et ses délibérations

se prononçait. Ces travaux interrompus par la période électorale, ne purent être continués qu'à la reprise des travaux parlementaires. Le 15 juin, la Commission du Commerce et du Travail du Sénat approuvait les conclusions de son rapporteur; le 22, après avoir entendu M. le ministre du Travail, elle avait la satisfaction de constater sa communauté de vue avec le Gouvernement et avec le Conseil national de la main-d'œuvre.

L'idée directrice qui a guidé les travaux de la Commission du Sénat, c'est que « l'introduction ou la présence de travailleurs étrangers en France ne soit jamais génératrice de chômage pour des ouvriers français¹ ».

« Par suite, « toute mesure réglementaire qui ne correspondrait pas exactement à cet objet dépasserait le but cherché et risquerait d'avoir les conséquences les plus fâcheuses ».

Nous sommes persuadés, dit M. J. Courtier, rapporteur, qu'il en est ainsi du texte voté par la Chambre, qui entraînerait « l'élimination de travailleurs étrangers ne faisant nulle concurrence à la main-d'œuvre française.

Le Sénat adopta sans autre discussion que la discussion générale et, par conséquent, sans aucune modification, le texte proposé par la Commission qui n'est autre que le texte primitif de la Commission du Travail de la Chambre, largement inspiré des avis du Conseil national de la main-d'œuvre.

Le Sénat rejeta donc les deux amendements apporté par la Chambre à l'article premier et celui apporté à l'article 3 concernant respectivement :

1^o La fixation d'une proportion maximum uniforme de 10 %;

2^o La fixation, dans les entreprises privées travaillant pour le compte de services publics, d'une proportion maximum de 5 %;

3^o Les exceptions apportées au principe de l'autorisa-

1. Rapport de M. J. Courtier, n^o 626 annexé au procès-verbal de la séance du 30 juin 1932, p. 28.

tion d'entrée et de séjour des travailleurs étrangers en France.

Voici les raisons, jugées suffisantes par le Sénat, invoquées par la Commission pour justifier son opinion.

1^o Fixation d'une proportion maximum uniforme de 10 % :

« Dans l'intérêt même de notre main-d'œuvre nationale, dit le rapport, il n'est pas souhaitable... que la proportion autorisée des ouvriers étrangers soit ainsi uniformément fixée à 10 % dans tous les établissements en quelque endroit qu'ils se trouvent et quelles que soient les catégories professionnelles qu'ils emploient, dès lors qu'il s'agit de travaux à exécuter pour le compte de collectivités publiques. »

Le texte adopté est trop rigoureux et est en discordance avec la situation des entreprises et le but cherché.

La limitation à 10 % exigée par l'article premier doit constituer une exception dans le système général préconisé par la loi puisqu'elle ne s'applique qu'aux entreprises travaillant pour le compte de collectivités publiques. Or, ces dernières constituent la majorité. Il s'ensuit que ce que l'on pourrait considérer comme devant être l'exception, serait en réalité la règle. Et M. Courtier de se demander quelles seraient encore les entreprises qui resteraient soumises à l'article 2 et pour lesquelles la Chambre n'a pas reconnu devoir fixer, *a priori*, une proportion.

D'autre part et même actuellement, en pleine crise le pourcentage de 10 % se trouve fréquemment, considérablement dépassé. « Ce dépassement correspond dans beaucoup de cas à des nécessités inéluctables telles, que ramener la proportion à 10 % ce serait arrêter des entreprises, ou tout au moins les mettre aux prises avec les pires difficultés, aggraver les difficultés et finalement nuire aux intérêts les plus essentiels de la main-d'œuvre nationale.

Cette question de la limitation de la main-d'œuvre étrangère est on ne peut plus délicate et exige une prudence constante si l'on ne veut pas aller à l'encontre du but recherché.

Voici à cet égard, un exemple typique cité par la *Liberté* du 17 février 1932 sous le titre : « Pour diminuer le chômage ne l'aggravons pas. »

« ... Nous nous étonnions ces jours derniers de voir dans
« des maisons en construction de la Ville de Paris une ving-
« taine d'ouvriers au travail là où l'on aurait pu en em-
« ployer cent.

« L'entrepreneur qui était sur place nous dit :

« J'employais depuis longtemps des ouvriers spécialistes
« étrangers; je ne puis arriver à trouver ces mêmes spé-
« cialistes parmi les ouvriers français en chômage. On s'im-
« provise terrassier, manœuvre, homme de peine, mais on
« ne peut devenir tout d'un coup maçon, paveur, mode-
« leur. C'est ainsi que n'ayant plus un aussi grand nom-
« bre d'ouvriers spécialisés, j'ai dû ralentir mes travaux.
Autrement dit, en voulant éviter la crise, on l'aggrave
pour certaines corporations.

Un second argument avancé par la Commission a trait aux entreprises qui, en raison de la condition d'emploi de leur main-d'œuvre, occupent une proportion d'étrangers inférieurs à 10 %. « Fixer cette proportion dans la loi ris-
« querait de donner ce chiffre comme la mesure de la pro-
« portion normale et, par suite, inciter les employeurs à
« élever le nombre de leurs ouvriers étrangers pour se rap-
« procher de ce pourcentage. »

La Chambre a bien prévu, dira-t-on, la possibilité de dérogations pour tempérer la rigueur du texte.

Mais est-ce une bonne méthode de légiférer que celle qui consiste après avoir posé un principe à lui adjoindre continuellement des dérogations, à lui faire des infidélités à tout instant. N'est-il pas préférable puisqu'il est reconnu et avéré que ces exceptions doivent intervenir dans la majorité des cas d'inverser la règle, de laisser l'administration se modeler effectivement sur la vie économique, en prévoyant, pour chaque cas, le pourcentage *ad hoc* exigé par les circonstances dont le facteur économique n'est qu'un aspect bien que le principal.

Le système des dérogations préconisé par la Chambre, ne peut, au point de vue pratique, que se révéler extrêmement défectueux. La majorité des entreprises occupe une proportion d'ouvriers étrangers bien supérieure à celle de 10 % prévue pour les adjudicataires de marchés de travaux publics ou de fournitures. « Les entrepreneurs devraient donc, en soumissionnant, tenir compte des dérogations qui pourraient leur être accordées, mais ils ne sauraient s'ils obtiendraient ces dérogations, ni le nouveau pourcentage qui leur sera imposé. Comment leur serait-il possible, dès lors, de proposer à l'Administration des conditions fermes ?

2^o Le second amendement à l'article premier, rejeté par le Sénat concernait la fixation d'une proportion maximum de 5 % d'ouvriers étrangers dans les entreprises privées travaillant pour le compte de services publics.

On peut sans préjudice limiter à 5 % la main-d'œuvre étrangère occupée dans les services publics concédés qui sont des entreprises connues et limitées. D'autre part, il serait presque aussi choquant de voir les fonctions des services publics confiées à des étrangers, que s'il s'agissait d'administrations publiques proprement dites. Peut-on être indifférent à des services qui, comme les chemins de fer et les transports intéressent l'ordre du pays ainsi que sa sécurité et sa vie économique ?

Mais il ne faut pas aller trop loin dans cette voie et assimiler quant à la réglementation, les services publics concédés et les entreprises privées travaillant pour eux.

« Il est évident que, dès lors qu'elles ne sont pas attachées d'une façon permanente aux besoins d'un service public, mais qu'elles travaillent aussi pour des besoins particuliers, elles doivent être assimilées aux industries ordinaires et, par conséquent, ne pas connaître les limitations qui sont imposées aux services eux-mêmes.

D'ailleurs, toutes les industries, ne peuvent-elles pas être un jour ou l'autre appelées à fournir leur concours à des concessionnaires.

Il nous reste à examiner les motifs de rejet des exceptions apportées au principe de l'autorisation d'entrée et de séjour des travailleurs étrangers en France.

La Chambre créa 5 catégories de privilégiés auxquels l'autorisation d'entrée ne pouvait leur être refusée. Ce sont :

1^o Les étrangers époux de françaises ayant conservé ou repris leur nationalité.

La Commission du Sénat entend privilégier cette catégorie d'étrangers, ainsi d'ailleurs que les quatre autres. Ce privilège ne leur permettra pas d'avoir droit à entrer en France, mais empêchera l'Administration de les refouler.

Mais qu'est-ce qu'un privilège qui n'est écrit nulle part et, dont l'observation demeure à la discrétion absolue de l'Administration ?

2^o Les anciens combattants des armées alliées.

Des égards spéciaux leur sont dus, cela est hors de doute. Le Sénat est unanime pour leur témoigner toute sa sympathie la plus agissante, pour leur accorder un privilège de fait. Mais doit-on introduire ce privilège dans un texte de loi ? Est-ce une bonne méthode de protéger le travail national que celle consistant à laisser la porte d'entrée ouverte à des millions de personnes.

Peut-on faire grief à la France d'être contrainte par les nécessités économiques d'assurer d'abord du pain aux ouvriers français.

3^o Les exilés politiques.

A la rigueur la Commission aurait admis une exception pour cette catégorie d'étrangers si la définition de l'exilé politique avait pu être précisée. » Si la Chambre avait dit simplement que toutes les fois qu'un étranger, condamné politique, viendrait chez nous abriter sa liberté, il ne ferait pas en vain appel au droit d'asile que la France a toujours si humainement respecté, nous aurions pu, dit le rapporteur, laisser fléchir notre intransigeance. Mais alors nous nous serions trouvés en présence d'une décision qui aurait pu être produite. Le nombre de ceux qui auraient été frappés ainsi serait d'ailleurs assez restreint. Mais employer

comme l'a fait la Chambre, le terme « exilés politiques » pour déterminer une catégorie d'étrangers privilégiés sur notre sol, ce serait entrer dans l'arbitraire et nous imposer d'accueillir les réclamations de tous ceux qui, invoquant à tort ou à raison, de prétendus dissentiments avec leur gouvernement viendraient ici nous demander une hospitalité excessive susceptible de nuire à nos nationaux. La France saura rester la terre de la liberté; celle aussi de l'hospitalité humaine; nous saurons nous montrer généreux, mais nous ne voulons pas qu'on nous impose, en vertu de faits simplement allégués, l'accès ou le maintien en France de travailleurs étrangers qui viendraient augmenter la détresse de nos foyers ouvriers¹.

4° Les étrangers père d'enfants français.

La Commission a voulu être radicale et ne s'est même pas arrêtée à cette catégorie d'étrangers qui méritait plus que toute autre, étant donnée la dénatalité endémique, les faveurs du législateur.

5° Les mutilés du travail étrangers, bénéficiaires d'une rente en vertu de la loi du 9 avril 1898.

N'est-il pas inhumain de renvoyer chez eux ces travailleurs qu'un accident malheureux survenu en France est venu amoindrir leur valeur économique. Peut-on les refouler, les obliger à partir dans leur pays?

Ne serait-il pas urgent de modifier la législation sur les indemnités payées aux accidentés du travail étrangers qui quittent le territoire français. Peut-on les contraindre à accepter pour tout dédommagement à un amoindrissement physique, une indemnité égale à trois fois l'indemnité annuelle? Bien qu'une générosité naturelle, essentiellement humaine, milite en faveur de ces pauvres étrangers, atteints dans leur intégrité corporelle, le Sénat n'a pas cru devoir s'y arrêter.

Il n'a pas voulu percer la moindre brèche dans ce mur que le législateur allait édifier, de peur qu'elle ne s'agrandisse.

1. Débats parlementaires; 14^e législature. Sénat, séance du 12 juillet 1932,

D'ailleurs, constatant la bienveillance administrative toutes les fois que l'incapacité présente un certain caractère de gravité, la Commission par la voix autorisée de son rapporteur en a demandé le maintien.

En somme le Sénat a rejeté tous les amendements apportés par la Chambre au texte proposé par la Commission ne retenant que celui de l'article 4 qui joint dans une même réglementation les saisonniers aux frontaliers pour les soustraire à l'application de la nouvelle loi.

Le Sénat, ainsi que nous l'avons dit, adopta sans discussion tous les articles du texte proposé par sa Commission.

La nouvelle proposition de loi revint donc devant la Chambre qui l'adopta également sans discussion dans la séance du 13 juillet 1932, après que M. le rapporteur lui eût montré les raisons pour lesquelles le Sénat rejeta les modifications qui avaient été apportées au texte primitif et l'assurant du traitement de faveur que le gouvernement ne manquera pas d'avoir à l'égard des cinq catégories d'étrangers pour lesquelles la Chambre a voulu créer un privilège législatif.

La nouvelle loi a été promulguée le 11 août 1932.

Section II. — Analyse de la loi du 12 août 1932.

Ce long historique nous a appris l'économie de cette loi; il nous autorise, par suite, à être plus bref sur son analyse.

Le législateur a voulu d'abord une œuvre qui puisse s'appliquer à tout moment, en période normale comme en période de crise. La souplesse, qu'il a donné à cette loi en ne prévoyant pas de pourcentage fixe, dénote le but essentiel qu'il s'est proposé, qui est de permettre au gouvernement d'adapter à tout moment l'immigration à l'activité économique nationale. Ce but n'aurait pas été atteint si un pourcentage quelconque avait été prévu.

Cette loi ne s'étend pas à l'agriculture. Son champ d'application est limité à l'industrie et au commerce. Les articles premier et 2 englobent dans leur réglementation tout le travail pouvant se présenter sur le marché. D'une part et c'est l'objet de l'article premier, travaux intéressant les collectivités ou les établissements publics, d'autre part tous les autres travaux pouvant être offerts par les entreprises privées.

Article premier. — Cet article reproduit, pour leur donner une consécration législative, certaines dispositions des décrets du 10 août 1899. Cette incorporation dans une loi les vivifie et leur donne une vigueur nouvelle; elle efface la différence existant sous leur empire entre l'Etat et les autres collectivités et établissements publics. Désormais, tous les cahiers des charges des marchés de travaux publics ou de fournitures des contrats de concessions ou d'affermage passés aussi bien au nom de l'Etat qu'à celui des départements, des communes ou des établissements publics devront déterminer la proportion des travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les chantiers ou ateliers organisés ou fonctionnant en vue de l'exécution des marchés ou dans les exploitations concédées ou affermées.

La faculté qu'avaient les collectivités autres que l'Etat d'insérer dans les cahiers des charge une clause limitant le travail étranger, est muée en obligation.

Trois cas d'occupation de la main-d'œuvre étrangère sont prévus :

- a) dans les travaux publics et de fourniture ainsi que dans les concessions et affermage;
- b) dans les services publics concédés;
- c) dans les régies.

A ces trois cas correspondent deux régimes différents.

Régime des services publics concédés. — Des raisons diverses tenant essentiellement au petit nombre de ces entreprises ainsi qu'à leur caractère intimement lié à l'ordre public et à la sécurité de l'Etat, ont permis de

limiter le pourcentage des travailleurs étrangers à un maximum de 5 %.

Des entreprises de chemins de fer et de transport sont pour ainsi dire les seules qui rentrent dans cette catégorie.

Régime des travaux publics et de fournitures des concessions et affermage ainsi que des régies.

Quelque soit le mode de passation de ces travaux par adjudication ou de gré à gré — les cahiers de charge doivent toujours et obligatoirement contenir une clause fixant une proportion de main-d'œuvre étrangère qu'il n'est pas permis à l'entrepreneur de dépasser.

Le Sénat, ayant rejeté l'amendement adopté par la Chambre tendant à la fixation d'un contingent maximum de 10 %, aucune proportion n'est imposée d'avance. Cette proportion sera réglée par les circonstances économiques par l'état du marché général du travail. L'organe chargé de consulter cet état, de lire sur ce baromètre et de donner son avis, qui servira à renseigner l'autorité chargée de déterminer un pourcentage est constitué par les services publics de placement; offices municipaux, départementaux ou régionaux suivant l'entité publique intéressée et l'importance des travaux.

La forme de ces consultations obligatoires, ainsi que les conditions dans lesquelles elles auront lieu seront réglées ultérieurement par un décret pris, après avis du Conseil national de la main-d'œuvre.

Toutefois ces consultations ne lieront point l'administration qui reste maîtresse et seule responsable de ses décisions. Elles serviront à l'éclairer et à lui permettre de fixer un pourcentage en toute connaissance de cause.

Ce pourcentage peut être unique et s'appliquer globalement à tous les travailleurs étrangers, ou multiple et s'appliquer différemment aux diverses catégories professionnelles.

On se souvient que cette différenciation qui n'existait pas dans le texte primitif de la Commission a été introduite au cours des débats sur l'insistance de M. le député Marin pour faire équilibre à la réglementation prévue pour les entreprises privées que nous allons étudier.

Art. 2. — Cet article réglemente les conditions du travail étranger dans les entreprises privées, industrielles ou commerciales. Ou plutôt, il contient cette réglementation en puissance. Pour le moment, c'est, ainsi qu'on l'a dit à la Chambre, un verre vide qui sera rempli au fur et à mesure que le besoin l'exigera. La caractéristique de cette réglementation législative c'est d'être négative, c'est de ne rien prescrire et de se reposer pour ce soin sur l'ardeur du gouvernement, sur la bonne volonté de l'administration. D'ailleurs aucune obligation — au sens juridique du terme — n'existe à la charge du ministre compétent. Des décrets « pourront » fixer la proportion des travailleurs étrangers qui pourront être employés dans l'industrie et le commerce. C'est une simple faculté et le ministre du Travail est seul juge en dernier ressort de l'opportunité des mesures qu'il aura à prendre.

Malgré cette absence de réglementation positive, ce texte constitue un progrès, eu égard à la liberté absolue des employeurs qui régnait jusqu'ici quant au choix de leurs employés. Le ministre du Travail, à qui des cas abusifs, bien que heureusement fort rares, de débauchage d'ouvriers français en vue d'un embauchage ultérieur au rabais d'ouvriers étrangers, ont été signalés, ne pourra plus, à l'avenir, s'abriter derrière la carence législative. Ce nouveau texte lui permettra toujours d'intervenir. Si les décrets déjà pris ont une puissance coercitive propre, la faculté de pouvoir en créer constitue déjà en elle-même une force comminatoire suffisante pour modérer les fantaisies des employeurs et les forcer à ne se servir de la main-d'œuvre étrangère que comme complément nécessaire à une main-d'œuvre française déficiente.

Le ministre devient par suite l'arbitre suprême de l'équilibre communal, départemental, régional ou national du marché du travail.

Ces décrets qu'il pourra prendre se modèleront sur les circonstances; ils épouseront les nécessités économiques, non seulement actuelles, mais même futures et simplement éventuelles. Par là ils seront appelés à tempérer la rigueur

d'une crise de chômage qui s'annonce ou à hâter le retour à une période d'activité normale et de prospérité nationale. Pour répondre à des besoins si divers, si mouvants, si fuyants il était nécessaire, et les Chambres l'ont compris, que les décrets puissent régler la proportion des travailleurs étrangers « par profession, par industrie, par commerce ou par catégorie professionnelle, pour l'ensemble du territoire ou pour une région ».

Pour permettre à l'économie du pays de s'adapter graduellement aux nouvelles mesures, pour éviter que des décrets pris trop hâtivement ne viennent, en obligeant les employeurs à licencier leur main-d'œuvre étrangère par obéissance à la loi, à créer des perturbations dans le marché du travail, l'alinéa 2 dispose que « les décrets fixeront, le cas échéant, les délais dans lesquels cette proportion sera ramenée, en une ou plusieurs étapes aux limitations fixées.

L'initiative de ces décrets provient de deux sources. « D'office » c'est-à-dire du ministre lui-même ou plus exactement de son administration, sans être actionné du dehors. Cette initiative peut dériver, d'autre part, d'une organisation patronale ou ouvrière qui dans l'intérêt de ses membres demande une restriction de la main-d'œuvre étrangère dans une ou plusieurs professions déterminées.

Remarquons qu'une demande émanant d'une seule organisation, suffit pour déclencher toute la procédure prévue par cette loi à l'effet d'obtenir un décret, d'aboutir à une réglementation. Toutefois ce décret n'interviendra pas toujours car le pouvoir de décision appartient uniquement au ministre. Malgré la nécessité régionale reconnue d'une réglementation, le ministre, ayant charge d'intérêts généraux et disposant de moyens d'investigations ignorés des organisations intéressées peut estimer que l'intérêt supérieur de la nation commande le maintien du *statu quo* et s'oppose à toute modification même dans le cadre régional.

L'initiative de la demande appartient en propre à toute organisation professionnelle patronale ou ouvrière, nationale ou régionale.

Quatre conditions sont donc nécessaires. Il faut d'abord une organisation, c'est-à-dire une association ayant la capacité juridique; cette association doit par suite être déclarée; une simple association ne suffit pas. Il faut en second lieu que cette organisation soit professionnelle car autrement elle ne serait pas intéressée. Il faut en troisième lieu que cette organisation soit patronale ou ouvrière. Ce pouvoir doit être reconnu également et *a fortiori* aux organisations mixtes qui participent à la fois à la nature des organisations patronales et ouvrières. Il faut en quatrième lieu, que cette organisation ait un champ d'action assez vaste et qu'elle s'étende au moins à une région.

Dans tous les cas, que le ministre du Travail agisse de lui-même ou qu'il soit actionné du dehors, il doit avant de prendre un décret, consulter les organisations patronales intéressées, les organisations ouvrières également intéressées et le Conseil National de la main-d'œuvre. Ces organismes « devront donner leur avis dans le délai d'un mois ». Ces avis qui serviront à éclairer le ministre, à lui donner un supplément d'information, ne le lieront point.

Cette procédure peut paraître lourde, compliquée; elle exige l'avis d'organismes qui ne se réunissent guère plus d'une ou de deux fois par an. N'y a-t-il pas lieu, dès lors, de craindre, une carence de la part de ceux, chargés de prendre les décrets, devant tant de difficultés. Je ne crois pas qu'il faille s'arrêter à cette objection. Cette procédure n'est plus neuve en effet; elle s'inspire des précédents qui régissent l'application de la loi de huit heures et qui ont présidé à son élaboration.

L'article 3 est la consécration législative d'une pratique administrative courante.

Tout étranger désirant entrer en France pour travailler devra être muni d'une « autorisation ministérielle spéciale » accordée après consultation des services publics de placement.

Pour les travailleurs industriels le principe est qu'ils ne sont reçus que lorsqu'il est prouvé que le pays ne peut pas se passer de leurs services.

Le contrôle qui intervient à l'occasion de chaque entrée est extrêmement sévère.

Avant que la décision ministérielle, nécessaire dans chaque cas, n'intervienne ou recueille l'avis des trois organismes compétents, celui de l'office départemental de placement, de l'office régional de la main-d'œuvre et du service central de la main-d'œuvre étrangère. Ces avis sont eux-mêmes le résultat de recherches préalables. L'office départemental provoque, avant de décider, la consultation d'une commission paritaire. Le service central s'assure également à son tour que le travailleur étranger qu'il s'agit d'admettre ne prendra pas une place que pourrait occuper un Français.

« L'étranger qui se trouve déjà en France ne peut être employé que s'il est pourvu de cette autorisation dit l'alinéa 2 de l'article 3. » Cette disposition constitue le pendant nécessaire à celle prévue par le premier alinéa.

Ces trois articles forment, pour ainsi dire, le droit commun du travail industriel étranger en France. Ce droit commun n'est pas applicable à deux catégories de travailleurs : les frontaliers et les saisonniers. L'article 4 dispose en effet « Un décret déterminera les conditions d'application de la présente loi aux ouvriers dits « frontaliers » et « saisonniers » résidant à l'étranger et travaillant à l'intérieur du territoire français, s'ils possèdent la nationalité du pays où ils résident ». Bien que conçu pour favoriser les travailleurs belges cet article, rédigé en termes généraux s'applique à tous les travailleurs qui peuvent prétendre à la qualification de saisonniers ou de frontaliers. Comment les définir ? Aucune hésitation ne peut exister en ce qui concerne les frontaliers et saisonniers belges. L'accord du 4 juillet 1928 ratifié le 5 janvier 1929 les définit.

Au sens de cet accord : est frontalière celui qui travaille dans un établissement industriel, commercial ou agricole sis en France, tout en conservant son domicile en Belgique où il retourne en principe chaque jour ou chaque semaine.

Est saisonnier celui qui, tout en conservant son domicile en Belgique, vient travailler en France, dans un éta-

blissement industriel, commercial ou agricole, pour une durée n'excédant pas le laps de temps pour lequel la carte d'identité française n'est pas exigée.

Le saisonnier industriel est nettement caractérisé, c'est le briquetier, c'est le sucrier qui viennent tous les ans travailler en France pendant une durée n'excédant guère un mois.

Quant aux frontaliers ce sont « ces milliers d'hommes qui, à pied, à bicyclette, en autocar, par des services spécialement organisés, en chemin de fer, traversent matin et soir la frontière venant apporter le concours de leurs bras au développement de l'économie nationale.

D'une façon générale est frontalier tout ouvrier ayant la nationalité du pays de résidence, et qui tout en travaillant en France retourne en principe dans son pays chaque jour ou chaque semaine.

L'ouvrier saisonnier est celui qui vient en France faire un travail déterminé non sujet à répétition et dont la durée ne doit pas dépasser en principe trois à quatre semaines.

L'article 5 charge les chefs d'entreprise de déclarer tout embauchage de travailleurs étrangers à l'office public de placement ou à défaut à la mairie. Cet article permet à ces organismes de surveiller le marché du travail d'une façon plus efficace. Par leur intermédiaire le ministère du Travail sera constamment au courant des variations internes du travail étranger qui peuvent se produire au sein des départements.

Ces renseignements lui révéleront la naissance d'une congestion en un point quelconque du territoire et il pourra dès lors, remédier plus aisément à une situation dangereuse naissante.

L'article 6 étend aux travailleurs à domicile la réglementation prévue par les articles 1 et 2. Cette extension était nécessaire pour éviter que, dans certains métiers, on pût, impunément, frauder la loi. L'application de cette mesure n'est pas exempte de difficultés. Le contrôle, forcément rare, incite à la désobéissance.

L'article 7 règle une question de procédure. Un décret, pris après avis du Conseil National de la main-d'œuvre, déterminera les conditions dans lesquelles auront lieu les consultations prévues par les articles 1 et 2, ainsi que les dérogations jugées nécessaires à apporter aux pourcentages qui seront pris.

L'article 8 final s'occupe des sanctions. Sans préjudicier aux pénalités spéciales des cahiers de charge ni à celles prévues par l'article 172 du livre II du Code du travail, il punit d'une amende de 5 à 15 fr. par jour et par travailleur irrégulièrement occupé, tout employeur qui aura embauché une proportion de travailleurs étrangers supérieure à la limite fixée en vertu de l'article premier ou d'un décret prévu par l'article 2.

Section III. — L'agriculture et la loi du 12 août 1932.

La loi du 12 août 1932 ne s'applique pas à l'agriculture. M. Monnet avait demandé par un amendement que la nouvelle loi fût applicable aussi bien au travail industriel qu'au travail agricole. La Chambre après avoir entendu M. le ministre de l'Agriculture et le rapport de sa commission agricole repoussa cet amendement à une forte majorité.

Voyons quelle est la situation de l'agriculture vis-à-vis du travail étranger.

Il est reconnu que l'agriculture souffre d'une pénurie de main-d'œuvre. La population agricole de la France, qui s'élevait en 1911 pour quatre-vingt sept départements à 22.096.052, ne s'élevait plus en 1926 pour les quatre-vingt dix départements qu'à 20.759.131.

Ce besoin s'est traduit par une introduction de 1919 à 1931 de 911.442 travailleurs étrangers affectés à l'agriculture dont voici le décompte :

1919.....	62.117
1920.....	70.912
1921.....	55.922
1922.....	73.865
1923.....	78.622
1924.....	90.185
1925.....	71.784
1926.....	63.160
1927.....	45.547
1928.....	61.687
1929.....	68.450
1930.....	92.828
1931.....	76.463

Total 911.442

Alors que l'introduction des travailleurs industriels obéissant passivement aux influences tantôt favorables, tantôt défavorables des conditions économiques accuse de grandes variations atteignant et dépassant 1000 % (184.255 entrées en 1923, 18.778 entrées en 1927) celle des travailleurs agricoles dénote une régularité remarquable, indice certain de besoins permanents; l'écart extrême ne dépasse pas 50 %.

Est-ce à dire que tous ces ouvriers soient demeurés en France ? Nullement. En 1928 il ne restait, en effet, que 163.000 travailleurs agricoles étrangers.

C'est que plus de la moitié des travailleurs agricoles qui entre chaque année sont des saisonniers. Ils retournent chez eux aussitôt terminée la campagne pour laquelle ils sont entrés en France; d'autres rentrent dans leur pays à l'expiration de leur contrat, au bout de six mois ou d'un an, une partie enfin, estimée à 20 % des travailleurs introduits annuellement déserte le champ pour la ville. Pour toutes ces raisons les besoins de l'agriculture demeurent à peu près identiques d'une année à l'autre. Les crises économiques elles-mêmes n'ont sur eux qu'une influence mi-

nime déterminant des variations — je dirais presque — négligeables.

Appliquer la loi du 12 août 1932 à l'agriculture c'est exiger des agriculteurs, à moins d'une réduction de la production, de trouver sur place la main-d'œuvre qui leur fait défaut, de recruter leurs travailleurs parmi les ouvriers d'industrie en chômage.

Est-ce possible et dans quelle mesure?

L'agriculture dans certaines régions a constamment besoin d'ouvriers spécialisés : vachers, bouviers, vergers, charretiers, bergers et de main-d'œuvre féminine : servantes de ferme, vachères...

Les travaux saisonniers, en même temps qu'ils nécessitent un complément de travailleurs, exigent d'eux des connaissances techniques particulières pour le binage de la betterave, la fenaison, la moisson, la taille de la vigne, les vendanges. Or, en premier lieu, les ouvriers d'industries retourneront peu à la terre. L'expérience des précédentes crises de 1920-21 et 1926-27 est là pour l'affirmer.

Ce retour affectera, peut-être, dans une mesure assez appréciable les ouvriers étrangers qui, introduits en France comme agricoles, ont déserté l'agriculture pour l'industrie.

Son application aux ouvriers français ne doit pas laisser d'illusions. Diverses raisons interviennent pour empêcher sa réalisation : Raisons matérielles : beaucoup d'ouvriers ont un logement en ville qu'ils ne seraient pas certains de retrouver s'ils venaient à l'abandonner. Raison physiologique : le travail des champs est en général plus pénible que celui des villes. Raison psychologique : l'amour-propre les empêche, n'ayant pas réussi, de retourner dans le milieu où ils ont passé leur jeunesse. Mariés, leur femme ou leurs enfants qui travaillent, sont aussi un facteur non négligeable qui s'oppose à leur reclassement dans l'agriculture.

Peut-être y a-t-il aussi quelque chose de plus profond comme une « déformation professionnelle » qui les rend désormais impropres au travail des champs.

Théoriquement ce retour à la terre paraît très simple. Il constitue un des remèdes de résolution de la crise actuelle

préconisée par la plupart des publicistes et des politiciens. Pratiquement il est extrêmement complexe, témoin le fait suivant relaté dans l'*Excelsior* du 31 septembre 1931 par M. René Le Gentil :

« Ce n'est un secret pour personne que la terre, la sainte » et noble terre nourricière manque de main-d'œuvre. » Pour remédier à cet état de choses et d'accord avec le » ministre du Travail appliqué à la tâche délicate de résoudre la question du chômage, le ministre de l'Agriculture » qui manque de bras mais pas d'idées s'est dit :

« Envoyons à la terre les chômeurs de l'industrie. » « En » théorie cette double opération ne manquait pas d'avantages. Mais dans la pratique elle s'avère assez décevante. » Car le ministre de l'Agriculture fait connaître que sur » cent chômeurs industriels envoyés à une exploitation » agricole par les Pouvoirs Publics, il y en a quatre-vingt » qui n'ont pas rejoint, dix-huit l'ont quittée le lendemain et » deux seulement y sont restés. Deux pour cent ! Je ne » veux pas croire qu'ils préfèrent chômer que travailler la » terre, mais c'est un fait assez symptomatique. Même » ceux qui ont abandonné la terre pour l'usine et » l'atelier n'y reviennent pas. Et pourtant combien apparaît préférable n'importe quel travail au grand air » à celui réalisé dans l'atmosphère malsaine et surchauffée » des usines dévoreuses de forces humaines ! Mais les » villes tentatrices offrent aux travailleurs des compensations factices que la campagne ne donne pas.

« La question du retour à la terre nécessite l'élaboration » d'un grand plan, d'une vaste politique d'organisation » rationnelle, de centres ruraux d'adaptation ».

Jusqu'à présent il n'existe qu'un simple service de compensation dont l'existence remonte au début de la crise et qui est adjoint à l'office régional de la main-d'œuvre de Paris. Les résultats donnés s'ils sont appréciables à l'intérieur de professions ayant entre elles certaines affinités techniques sont très minimes quand il s'agit de métiers aussi différents que ceux offerts par l'industrie et par l'agriculture.

En second lieu les agriculteurs ne peuvent pas sans courir des risques considérables (perte d'animaux, récoltes compromises) confier certains travaux à n'importe qui. La taille de la vigne, les travaux de la betterave demandent un certain apprentissage. On s'improvise manoeuvre du jour au lendemain mais on ne s'improvise pas vacher ou berger.

L'obligation pour l'agriculture de n'employer qu'un certain pourcentage d'étrangers dans chaque exploitation, lui serait extrêmement préjudiciable. Elle ne pourrait, à leur défaut, trouver des ouvriers français pour les remplacer.

Quel serait le pourcentage à adopter ? Le fixera-t-on à 10 % par exemple ? Combien peu nombreux sont les agriculteurs ayant d'une façon permanente plus de dix ouvriers. Tous ceux qui en ont moins ne pourraient avoir qu'un seul étranger. Si l'agriculteur, a à son service, quatre ouvriers spécialisés devra-t-il les renvoyer alors qu'il sait qu'il sera dans l'impossibilité de pouvoir les remplacer par des Français. Gardera-t-il le vacher, ou le berger, ou la bonne de ferme ? Renverra-t-il le vacher, il sera forcé de vendre son étable; renverra-t-il le berger, il se trouvera dans l'obligation de liquider son troupeau.

L'agriculteur qui aura un ménage étranger devra-t-il n'employer que l'homme ou la femme ou renvoyer le deux pour occuper un célibataire ?

Le pourcentage légal ne peut être d'application facile qu'à la condition que les ouvriers soient interchangeables entre eux, à la condition par conséquent qu'ils ne soient pas des spécialistes et surtout qu'il ne s'agisse pas de spécialités exigeant un apprentissage long et délicat.

Entre les diverses régions existent de grandes différences. Dès le lendemain de la guerre, les pouvoirs publics intéressés essayèrent de déraciner les cultivateurs français en surnombre dans certaines contrées au profit des régions manquant d'exploitants du sol. Cette « politique d'immigration intérieure » ne répondit pas aux espérances que ses promoteurs étaient en droit d'attendre d'elle.

Dans certaines régions, ce n'était pas seulement la main-d'œuvre qui manquait, les métayers eux-mêmes faisaient défaut. Partant la terre demeurait inculte, rien ne les remplaçait, c'était le « néant agricole ».

Une enquête récente faite par la Chambre régionale d'agriculture du Centre-Sud indique le nombre d'exploitations complètement abandonnées et qui étaient cultivées par métayage avant la guerre. Les voici :

Allier	175	Dordogne	885
Charente	158	Lot.....	291
Corrèze	308	Haute-Vienne.....	70
Creuse	217		

Devant l'échec de la politique d'immigration intérieure, on eut recours à l'immigration étrangère. L'implantation en France de nombreuses familles agricoles étrangères fut immédiatement un succès comme remède au défaut de main-d'œuvre dans le cadre de la culture directe. Cette main-d'œuvre a ainsi résolu partiellement le grave problème des terres vacantes.

L'enquête sus-visée a révélé qu'il y a actuellement :

0,9 %	de métayers étrangers dans l'Allier	
1,08 %	—	la Charente
2,88 %	—	la Corrèze
2,30 %	—	la Creuse
4,84 %	—	la Dordogne
8,05 %	—	le Lot
0,78 %	—	la Haute-Vienne

Dans la France entière, environ 600.000 hectares sont cultivés par des étrangers dont 150.000 hectares à titre de propriétaires et 437.000 hectares à titre de métayers. Sans ces travailleurs ces terrains resteraient probablement en friche.

Le Parlement a donc été bien inspiré en repoussant l'a-

mentement de M. Monnet et en ne légiférant que pour l'industrie et le commerce à l'exclusion de l'agriculture.

Une réglementation nouvelle est superflue, la législation existante, notamment la loi de 1926 et les décrets de 1926, suffisent amplement pour protéger l'agriculture en cas de nécessités.

Sans attendre qu'on l'y invitât l'autorité compétente a déjà pris les mesures que les circonstances ont exigées.

Dans le rapport du Conseil national économique du 26 février 1931 nous lisons le passage suivant :

» A ce sujet, il ne faut d'ailleurs pas oublier que par suite
» de la crise de la natalité due à la guerre, les jeunes générations qui sont en âge de commencer à travailler vont
» se trouver particulièrement peu nombreuses. Le fait n'a
» pas eu de répercussion sensible dans l'industrie. Mais
» dans l'agriculture où les jeunes gens commencent à travailler plus tôt et où la population a été particulièrement éprouvée par la guerre, l'on a constaté, dès 1930,
» des besoins de main-d'œuvre très supérieurs à ceux des
» années précédentes. C'est ainsi qu'en 1930 le nombre
» d'ouvriers agricoles étrangers entrés en France a été supérieur d'environ 18.000 à celui de l'année précédente.
» Les statistiques des centres d'apprentissage agricole
» révèlent de façon encore plus précise les conséquences
» de cette diminution de la natalité au cours des premières
» années de la guerre. Il convient donc, en prenant les
» mesures nécessaires pour parer au chômage, de ne point
» négliger les besoins particuliers de main-d'œuvre en face
» desquels nous nous trouvons, surtout dans l'agriculture. »

Section IV. — Appréciation et opportunité de la loi du 12 août 1932 sur la protection du travail national.

En étudiant la répartition professionnelle des étrangers nous avons fait ressortir cette idée que les travailleurs ne viennent pas nécessairement faire concurrence aux ouvriers

français. La plupart, près de 70 %, sont des manœuvres s'occupant de travaux durs, pénibles, salissants et délaissés par les Français. Les travaux de fonds dans les mines, les travaux de la grosse métallurgie, les travaux de terrassement sont des exemples des emplois qu'on leur confie.

Spécialistes, ils sont indispensables et quelquefois leur défaut détermine sinon la fermeture d'un chantier du moins un amoindrissement notable de son activité.

Des abus peuvent évidemment se produire et ils se sont malheureusement produits. Des chômeurs se sont vu dans tel atelier refuser du travail par des patrons occupant presque exclusivement du personnel étranger. Il y eut également des exemples d'employeurs licenciant leur personnel français tout en gardant leur personnel étranger. Mais ce sont des cas isolés.

La France continue comme par le passé à avoir besoin d'un complément de main-d'œuvre. Le Parlement aidé des avis du Conseil national économique et du Conseil national de la main-d'œuvre a compris cette nécessité et a voté, malgré une presse démagogique qui le poussait aux excès, une loi sage, prudente qui n'est au fond, qu'une loi d'apaisement. Le gouvernement, qui a en mains tous les éléments du problème, ne demandait aucune réglementation nouvelle. Le discours de M. Landry, ministre du Travail, du 15 décembre 1931 n'avait, pour ainsi dire d'autre but que de convaincre la Chambre de la suffisance des moyens légaux de protection du travail national contre la concurrence étrangère.

Dès avant la loi du 12 août 1932, le gouvernement avait le pouvoir de surveiller la frontière, de restreindre l'entrée des ouvriers étrangers sur le territoire français, de contrôler l'emploi de la main-d'œuvre étrangère et d'exiger que les travailleurs étrangers soient employés suivant les conditions de leur admission en France.

Un seul point échappait au pouvoir du ministre du Travail. Le chef d'une entreprise privée avait toute liberté pour accorder un droit de préférence aux ouvriers étrangers s'il estimait leur rendement meilleur ou leurs exigences moindres au point de vue du salaire.

La loi nouvelle donne tout pouvoir au gouvernement pour réprimer de pareils abus en contingentant, au besoin, l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les différentes industries.

Remarquons, en passant, que cette loi, d'après une déclaration de M. le rapporteur à la Chambre, ne devait pas empêcher les ouvriers étrangers fixés en France d'y travailler mais seulement interdire l'accès du territoire aux ouvriers étrangers qui ne pouvaient pas y travailler.

Croit-on que cette loi remédiera vraiment au chômage ? On peut en douter quand on considère la difficulté qu'il y a d'assurer la protection du travail national dans les chantiers de travaux publics où existe cependant un contrôle permanent et où l'Administration dispose, pour faire respecter les décrets du 10 août 1899, des pouvoirs redoutables.

Nous pouvons donc dire que cette loi est inutile et superflue. La liberté relative d'échange du travail existant auparavant suffisait dans les moments de crise à équilibrer le mouvement de l'immigration et celui de la vie économique. L'examen des introductions annuelles et des rapatriements contrôlés en nous montrant la solidarité existant entre l'immigration et l'économie du pays témoigne de la suffisance de la réglementation antérieure.

Années	Introduits	Rapatriés	Excédents
1920	201.925	12.151	189.774
1921	81.820	62.536	19.284
1922	195.483	50.309	145.174
1923	271.976	59.951	212.025
1924	263.097	47.752	215.345
1925	176.261	54.393	121.868
1926	162.109	48.683	113.426
1927	64.325	89.982	Déficit 25.657
1928	97.742	53.759	43.983
1929	179.321	38.370	140.951
1930	221.619	43.789	177.830
1931	87.800	90.500	Déficit 2.700
1932 1 ^{er} sem.	25.347	64.520	Déficit 39.173
Totaux	2.028.425	716.695	1.312.130

Ce tableau nous montre que lors des crises économiques

l'excédent des entrées sur les sorties se réduit dans des proportions considérables. L'excédent de 1921, année de crise, est dix fois moindre que celui de 1920, année normale.

A l'excédent d'entrées de 113.426 de l'année 1926 correspond en 1927, année de crise, un déficit de 25.657. D'autre part sur les 64.000 travailleurs introduits en 1927, et sur les 88.000 introduits en 1931, 50 % étaient des saisonniers venus pour quatre mois au maximum et 45 % venus pour une durée n'excédant pas six mois avec obligation de retour à la fin de ce laps de temps, à la charge de l'employeur. On comprend dès lors jusqu'à quel point le mouvement migratoire a été renversé.

Pour le premier semestre de 1932 en regard des 1.561 introductions de travailleurs industriels et des 23.786 introductions de travailleurs agricoles, les services compétents ont contrôlé les sorties de 64.520 ouvriers étrangers.

Si l'on se rappelle que les sorties contrôlées représentent à peine le quart des sorties effectives, on peut mesurer par là l'économie de chômeurs que la main-d'œuvre étrangère permet à la France en période de crise.

« L'immigration est ainsi devenue le baromètre de l'activité économique de la France. La main-d'œuvre étrangère constitue tour à tour, l'appoint ou la soupape de sûreté pour le marché du travail. Y a-t-il pénurie ? On ouvre largement les frontières, on recrute à force. Y a-t-il dépression ? Aussitôt les frontières et les ports se ferment, le recrutement s'arrête et les rapatriements commencent. Les mouvements du flux et du reflux migratoire, reflètent sans cesse les variations de la vie productive du pays. Ainsi, non seulement l'immigration ne compromet pas l'équilibre du marché du travail, mais elle lui donne une souplesse et un pouvoir d'adaptation exceptionnels et qui n'ont pas peu contribué au rapide redressement de la France d'après-guerre en lui évitant les lourdes crises de chômage qu'ont connues ses voisins¹. »

1 G. Mauco, Ouvrage cité, page 137.

CONCLUSION

Malgré la crise économique, malgré la crise de chômage, la main-d'œuvre étrangère reste nécessaire à l'industrie et à l'agriculture françaises.

Ceux à qui incombe la charge de défendre les intérêts généraux, ont si bien compris et senti cette nécessité qu'ils se sont opposés aux mesures de rigueur que d'aucuns préconisaient.

Puisque le chômage existe dans des pays où le travail étranger est interdit, nous pouvons conclure que le refoulement de la main-d'œuvre étrangère ne peut pas constituer un remède contre ce mal.

Force est donc de rechercher ailleurs les solutions qui s'imposent.

En examinant la crise économique on s'aperçoit qu'elle n'existe en France que par sympathie, pour ainsi dire, avec les autres pays. La France n'a pas été touchée, directement, par la crise. C'est par répercussion qu'elle en souffre. Dès lors c'est sur le plan international qu'il faut chercher les remèdes.

La restriction du travail étranger, l'outillage national, la politique du retour à la terre, un meilleur aménagement du placement, ne peuvent être que des palliatifs.

Cette crise démontre que le système actuel de production est mauvais. Livrée à elle-même l'industrie, en inondant le monde de ses produits, jette sur le pavé des millions de travailleurs. Partout la machine remplace l'homme qui est réduit au rôle de simple surveillant. Longtemps ces machines ont pu fonctionner, grâce au crédit qui les soutenait.

La place de Londres, qui finançait ce commerce international, grâce à ses acceptations qui dépassaient mensuellement 200 millions de livres sterlings or, a fait brusquement défaut causant une immense restriction du crédit, ébranlant la confiance, là où elle persistait encore, amenant la méfiance dans le système du gold exchange standard et semant la panique et la désorganisation dans l'industrie et le commerce internationaux. Ceci se passait au mois de septembre 1931.

C'est à la chute du sterling qu'il faut attribuer presque uniquement l'accroissement brusque du chômage en France dans les six mois suivants.

L'industrie française, si intimement liée au sterling, comme d'ailleurs tout le commerce international, sans perdre entièrement confiance dans ses destinées, a cherché à se défendre contre le pire, en préférant au stockage l'arrêt des usines ou du moins le ralentissement de leur activité.

Une seconde conséquence de la chute du sterling fut que le prix de revient de l'industrie française s'est trouvé, dans le cadre international, du jour au lendemain, accru de 30 % et ce au regard, non seulement de la Grande-Bretagne mais de tous les pays dont les destinées monétaires étaient liées à la sienne.

Elle ne pouvait pas, comme l'ont fait certains pays, également touchés, diminuer cette charge supplémentaire négative qui est venue peser sur son économie, en prorogeant ses échéances ou en suspendant ses paiements.

Ne pouvant dévaluer, ni faire défaut, elle a dû diminuer autrement son coût de revient, obliger son économie à s'adapter à cette baisse occasionnée par la perturbation du système mondial de crédit.

Pour comprimer ses frais généraux, elle s'est adressée d'abord aux salaires qui ont été obligés de supporter les frais de l'opération. Au point de vue de l'employeur le chômage ne signifie rien d'autre qu'une réduction des frais généraux. Ne pouvant, sous menace de grève, imposer une réduction globale des salaires pour se dédommager des per-

tes subies, l'industriel eut recours à cet autre moyen qu'est le débauchage. En débauchant une partie de ses ouvriers il a fait vivre son usine au jour le jour, évitant ainsi de stocker en vue d'un accroissement éventuel de la demande, récupérant une partie de ses pertes et s'assurant contre une aggravation ultérieure toujours possible.

Ainsi donc la crise, en France, offre un caractère tout particulier; elle s'y est installée, pourrait-on dire par solidarité internationale.

Le remède ne peut donc consister que dans une discipline de la production, fonction elle-même de la discipline technique. Cette discipline ne peut se faire que par des ententes internationales. On commence, à peine, à le comprendre.

Partout règnent actuellement des nationalismes économiques, abritant derrière des droits de douane exorbitants des industries chétives, rachitiques, sinon mort-nées et qu'on veut, à tout prix, sauver et ramener à la vie.

Ces ententes internationales en restreignant la production, appelleront forcément, grâce au perfectionnement continu et théoriquement illimité de la technique, une réduction des heures du travail. On réclame aujourd'hui, vainement, la semaine de quarante heures, des nécessités économiques inéluctables obligeront demain les employeurs à accorder la semaine de trente-cinq heures, de trente heures et peut-être moins encore ?...

Vu, le Doyen,
BERTHELEMY

Vu, le Président de la Thèse,
M. PIROU.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

- BITAN (E.). — *Pour enrayer la crise*, Paris, 1931.
- B. I. T. — *Les mouvements migratoires*. Etudes et documents, série O, Genève, 1926.
Le problème du chômage, série C, n° 13, Genève, 1929.
Informations sociales, vol. 39, Genève.
- CAILLAUX (J.). — Discours prononcé à Nantes le 26 avril 1932, *Informations financières* du 27 avril 1932.
— *Le malaise mondial*, *Informations financières* du 3 mars 1932.
- Catalogue. — *La politique de l'immigration en France depuis la guerre de 1914*, thèse de Droit, Paris, 1925.
- C. G. T. — *Les problèmes de la main-d'œuvre française et étrangère et du placement*, Paris, 1925.
- CHABRUN. — *Rapport au Conseil national de la main-d'œuvre sur la réorganisation des services de main-d'œuvre*.
- DAUSET. — *Comment la politique de production est dominée par le problème de la main-d'œuvre* (cours à la Semaine Sociale), Grenoble, 1923.
- GAUTHIER (E.). — *Le marché du travail en France*, thèse de Droit, Angers, 1923.
- GRELLET (J.). — *Le Conseil national de la main-d'œuvre*, Paris, 1930.
- HERSENT. — *Une politique de la construction après la guerre*, thèse de Droit, Paris, 1919.
- LAMBERT (Ch.). — *La France et les étrangers*, Paris, 1928.
- LE FEBVRE. — *L'ouvrier étranger et la protection du travail national*, Paris, 1901.
- MAUCO (G.). — *Les étrangers en France*, thèse de lettres, Paris, 1932.
- Ministère de l'Agriculture. — Enquête sur les étrangers, Paris, 1929.
- Statistiques de l'immigration de 1918 à 1926, Paris, 1927
- Ministère du Travail. — *Bulletin du marché du Travail*.
- Enquête effectuée en 1930 sur l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans l'industrie hôtelière.

- NOGARO (B.). — L'introduction de la main-d'œuvre étrangère pendant la guerre (*Revue d'économie politique*, 1920), Paris, 1920.
- *Politique de natalité, Politique d'immigration* (discours prononcé à la Chambre des députés à la 2^e session du 17 décembre 1924).
- OUALID (W.). — *Les aspects juridiques et politiques de l'immigration ouvrière en France* (cours professé à la Faculté de Droit de Paris pendant l'année scolaire 1928-1929).
- PAIRAULT (A.). — *L'immigration organisée et l'emploi de la main-d'œuvre étrangère en France*, thèse de Droit, Paris, 1926.
- PAON. — *L'Immigration en France*, Paris, 1926.
- PERRIN (J.). — *La main-d'œuvre étrangère dans les entreprises du bâtiment et des travaux publics en France*, thèse de Droit, Paris, 1925.
- PIGANIOL. — *Le traité de travail franco-italien du 30 septembre 1919*, Toulouse, 1922.
- PLUYETTE (J.). — *La doctrine des races et la sélection de l'immigration en France*, Paris, 1930.
- PROST (A.). — *L'immigration en Franche-Comté*, thèse de Droit, Paris, 1929.
- RANDON (J.). — *De l'émigration et de l'immigration au point de vue du Droit international*, thèse de Droit, Paris, 1909.
- RODET. — *Le traité franco-italien du 30 septembre 1919*.
- VALET (A.). — *La restriction à l'immigration*, thèse de Droit, Paris, 1930.

DOCUMENTS PARLEMENTAIRES

CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

XIV^e législature.

Débats sur le chômage de février-mars 1931.

Débats sur le chômage novembre-décembre 1931 et la protection du travail national.

XV^e législature.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

Débats, sur la crise de chômage, de juin-juillet 1932.

Annexe n° 4511. Proposition de loi tendant à donner un statut aux étrangers, présentée par M. Ch. Lambert.

- 4523. Proposition de loi instituant dans les périodes de chômage généralisé une taxe sur les employeurs de main-d'œuvre étrangère, présentée par M. J. Denais.
- 4788. Proposition de résolution ayant pour but d'inviter le gouvernement à prendre certaines mesures au sujet de la main-d'œuvre agricole étrangère présentée par M. P. Perreau-Pradier.
- 5558. Proposition de loi contre le chômage, tendant à assurer aux travailleurs de nationalité française un droit de priorité sur le travail national, présentée par M. Amidieu du Clos.
- 5566. Proposition de loi tendant à protéger la main-d'œuvre française par le contingentement de la main-d'œuvre étrangère présentée par M. Lambert (au nom du parti radical-socialiste et républicain radical.)
- 5567. Proposition de loi tendant à la protection de la main-d'œuvre nationale présentée par M. de Taste et trente-six de ses collègues.
- 5613. Proposition de résolution tendant à inviter le gouvernement à prendre certaines mesures urgentes pour venir au secours des chômeurs présentée par M. Lerolle et quelques-uns de ses collègues.
- 5658. Proposition de loi tendant à réglementer l'emploi de la main-d'œuvre étrangère pendant la durée de la crise économique, présentée par M. Ramadier au nom du parti S. F. I. O.
- 5755. Rapport présenté au nom de la Commission du travail de la Chambre par M. L. Dumat.

SÉNAT.

Annexe n° 942, année 1931. Proposition de loi adoptée par la Chambre des députés.

- 626, année 1932. Rapport présenté par M. J. Courtier au nom de la Commission chargée d'examiner la proposition de loi adoptée par la Chambre des députés tendant à la protection de la main-d'œuvre nationale.

Conseil national économique.

- 1° Enquête sur la situation des principales branches de l'économie nationale (annexe J. O., 25 avril 1931).
- 2° La situation des principales branches de l'Economie nationale (annexe J. O., 28 juillet 1931).

- 3^o La crise économique et ses causes (annexe *J. O.*, 30 juin 1931).
 - 4^o Mesures susceptibles de parer éventuellement à la crise du chômage. Rapport de M. Moreau-Néret (annexe *J. O.*, 26 février 1931).
 - 5^o Le nouveau programme d'outillage national et le chômage. Rapport de M. Moreau-Néret (annexe *J. O.*, 13 décembre 1931).
-

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	1
Chapitre premier. — Historique de l'immigration	3
<i>Section I. — Naissance de l'immigration organisée</i>	5
<i>Section II. — La guerre et l'immigration organisée</i>	7
<i>Section III. — Situation du marché du Travail après la guerre</i>	9
§ 1. Situation en France	9
§ 2. Situation dans le reste de l'Europe	10
§ 3. La convention internationale du travail. Immigration spontanée. Immigration collective : formalités préliminaires à toute introduction	11
 Chapitre II. — La crise et le chômage	16
Généralités. Définition	17
<i>Section I. — Chômage total (d'après les indications fournies par les fonds publics de chômage)</i>	17
<i>Section II. — Chômage partiel</i>	24
§ 1. Dans les grands établissements	24
§ 2. Dans les moyens et petits établissements	28
§ 3. Evaluation du chômage partiel en chômage total	32
 Chapitre III. — La crise et le chômage (suite)	34
Répartition départementale des chômeurs. Départements les plus atteints par la crise	34
§ 1. Département de la Seine	35
§ 2. Département du Nord	39
§ 3. Département de la Haute-Vienne	42
Conclusion	43
 Chapitre IV. — Répartition territoriale et professionnelle des étrangers	46
<i>Section I. — Nombre et répartition départementale des étrangers en France d'après le recensement de mars 1931</i>	46
<i>Section II. — Variation du nombre des étrangers dans les départements d'après les recensements de 1926 et de 1931</i>	48
<i>Section III. — Importance numérique de la main-d'œuvre étrangère en France. L'ancienne immigration — la nouvelle immigration : Caractéristique des métiers où elle se dirige</i>	50

<i>Section IV. — Répartition de la main-d'œuvre étrangère par groupes d'industries</i>	53
§ 1. Les mines de charbon.....	54
§ 2. Les mines de fer.....	57
§ 3. Le terrassement et la construction	59
§ 4. La métallurgie	61
§ 5. L'hôtellerie	67
1° Répartition des étrangers par nationalité.....	72
2° Répartition par nationalité dans les diverses régions.....	73
3° Répartition professionnelle	74
Conclusion	75
 Chapitre V. — La loi de protection du travail national du 12 août 1932. ..	77
 <i>Section I. — Historique de la loi</i>	79
1 ^{re} Etape : Dépôt sur le bureau de la Chambre de diverses propositions tendant à réglementer la main-d'œuvre étrangère	79
Propositions Amidien du Clos, Charles Lambert (déposée au nom du parti républicain radical et radical-socialiste)	81
Proposition de Taste et trente-six de ses collègues.....	93
Proposition Ramadier au nom du parti socialiste.....	95
Proposition de résolution Lerolle	101
2 ^e Etape : Rejet par la Commission du Travail de la chambre des différentes propositions. Elaboration d'un texte nouveau et analyse sommaire de ce texte.....	102
3 ^e Etape : Discussion et premier vote par la Chambre des députés de la loi tendant à la protection du travail national	113
4 ^e Etape : Vote par le Sénat. Modifications. Vote définitif par la Chambre. Promulgation de la loi	128
<i>Section II. — Analyse de la loi du 12 août 1932.</i>	135
<i>Section III. L'agriculture et la loi du 12 août 1932</i>	143
<i>Section IV. — Appréciation et opportunité de la loi du 12 août 1932.</i> ..	149
Conclusion : Remèdes à la crise.....	153
Bibliographie	157

Les Editions Domat-Montchrestien, 160, rue Saint-Jacques, Paris. 1933
